

La répression en Tchécoslovaquie et la formation du gouvernement en Pologne

La marmite pragoise

M. les interpellations préventives, ni les intimidations, ni les dépolements massifs de policiers ne dissuadent plus les contestataires des pays de l'Est de s'exprimer ouvertement : telle est la leçon de ce vingt et unième anniversaire de l'intervention des armées du pacte de Varsovie venues museler, dans la nuit du 20 au 21 août 1968, un « printemps de Prague » en avance de vingt ans sur l'Histoire.

Même les tenants de la plus stricte orthodoxie communiste, tels les régimes tchécoslovaque et est-allemand ne sont plus vraiment à même, comme par le passé, de régner par la force brutale. Il se trouvera toujours, comme lundi 21 août sur la place Venceslas, deux mille personnes prêtes à prendre tous les risques pour exiger « la liberté, la démocratie », de préférence avec des fleurs. Les appels à la prudence d'un Vaclav Havel, héros de la dissidence tchécoslovaque, n'ont pas plus été écoutés que le bruit des bottes qui résonnaient ces derniers jours sur le pavé des villes.

En janvier dernier encore, lors de la commémoration de l'annexion par le feu de l'étudiant Jan Palach en 1969 sur cette même place Venceslas, les autorités tchécoslovaques s'étaient essayées à une répression aveugle. Vaclav Havel, lui-même, avait eu droit à un procès spectaculaire. Destinés sans doute à servir de leçon, le jugement s'était retourné contre ses auteurs, renforçant l'opposition. Les pressions internationales ne venaient plus seulement cette fois de l'Occident, mais de Hongrie, de Pologne, d'Union soviétique même.

Pour des raisons qui lui sont propres, et qui tiennent pour une large part à l'échec du « printemps de Prague », la Tchécoslovaquie est restée à la traîne du mouvement réformateur. Malgré leur courage, les dissidents de la Charte 77 n'ont pu jusqu'ici structurer un véritable mouvement d'opposition comme en Pologne, alors que le parti reste figé sur la peur de 1968.

Le vent de réformes qui souffle de l'Est ne fait pas que redonner courage à tous les partisans du changement, opposants connus ou fonctionnaires débauchés, qui commencent timidement dans les milieux intellectuels à relever la tête. Sous les coups de boutoir des partis frères, la base idéologique du régime commence elle-même à craquer. L'interdiction du magazine soviétique « Spoutnik » en RDA, le rejet offensé par Prague de la résolution du Parlement polonais condamnant l'intervention du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, ne font qu'aviver les contradictions.

(Lire nos informations page 3.)

Un entretien avec M. Mazowiecki

« Il importe de dire la vérité aux gens même si elle s'annonce difficile »

Tandis qu'à Prague la police dispersait brutalement les manifestants qui avaient voulu marquer l'anniversaire de l'invasion de 1968 et qu'à Berlin-Est le Parti communiste appelait ses membres à resserrer leurs rangs, les tractations se sont poursuivies, lundi 21 août à Varsovie, pour la formation du premier gouvernement de la Pologne socialiste dirigé par un non-

communiste. M. Lech Walesa a durci le ton, sommant le PC d'« abandonner la tactique de la menace ». Dans son premier entretien avec un journal étranger depuis sa désignation comme chef du gouvernement, M. Tadeusz Mazowiecki affirme notamment que le moment est venu de « dire la vérité aux gens », même si « cette vérité s'annonce difficile ».

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

« On en était sûr dans les négociations avec le POUF (1) sur la composition du gouvernement ? »

« J'ai rencontré aujourd'hui le président du groupe parlementaire du ZSL. Demain je vois le président du groupe parlementaire du SD (2) et celui du groupe parlementaire du POUF. Mais toutes ces négociations en sont encore à la phase initiale. Il faut d'abord que le Parlement nomme le premier ministre. Je ne suis que le premier ministre désigné ; je ne passerai aux véritables négociations que lorsque cela sera fait. »

« On parle de six portefeuilles pour le POUF ? »

« Personnellement, je n'ai fait aucune promesse. Des esquisses ont déjà été élaborées, mais les négociations réelles n'ont pas commencé. Je vais former un gouvernement de large coalition, et je ne voudrais pas rejeter le POUF dans une position de négation ou d'opposition ; je voudrais ouvrir des pourparlers de collaboration sur la base de nouveaux principes, qui ne doivent pas secouer le pays, mais au contraire le mener sur la voie de la normalité. Il n'est pas question de secouer l'Etat, de le menacer ; il faut parvenir à des manifestations normales de la vie politique. »

« Quel danger présenterait un POUF rejeté dans un rôle marginal ? »

« Il s'agit d'éviter un piège. Le gouvernement doit pouvoir tra-

vailer dans le calme. Notre pays est membre du pacte de Varsovie, et ce gouvernement doit être totalement responsable. Il faut tenir compte à la fois de la situation à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Une grande partie des gens dans l'appareil d'Etat étaient jusqu'à maintenant liés au camp du pouvoir. Le passage à une situation normale doit donc se faire d'une manière conséquente mais par étapes. »

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN (Lire la suite et nos informations page 3.)

(1) Le Parti ouvrier unifié polonais (Parti communiste). (2) Le ZSL (Parti paysan unifié) et le SD (Parti démocrate) sont les anciens partenaires du POUF dans la coalition au pouvoir, qui l'ont abandonné pour rejoindre Solidarnosc après les élections de juin.

Un article du secrétaire général de la CFDT

Le pari de l'intelligence

Le successeur de M. Edmond Maire, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT depuis novembre 1988, expose son analyse de la rentrée sociale.

par Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT

Sans forcément s'en rendre compte, la France a le mal du social. C'est en tout cas l'impression qui prédomine en ce milieu de l'été. Pourtant, d'importantes questions doivent être résolues. Comment faire reculer le chômage, assurer le financement de la protection sociale, développer la

formation professionnelle, donner à chacun une qualification ? Comment développer la négociation contractuelle en ouvrant à la modernisation économique et sociale ? Voilà autant de questions-clés qui attendent de vraies réponses.

Une opportunité s'ouvre devant nous. Depuis les élections européennes de juin, notre pays est entré dans une période de « tranquillité électorale ». A moins d'événements imprévisibles, nous ne connaissons plus de grandes échéances électorales au cours des trois prochaines années. Voilà donc une excellente occasion pour prendre du recul, s'interroger sur la

place du social dans la réflexion économique et politique en essayant d'y répondre avec, comme seule ambition, de faire le pari de l'intelligence.

Si l'on veut donner à la question sociale la place qui lui revient, encore faut-il que les décideurs de ce pays renouvellent leur approche du social et de l'économie. Le syndicalisme a progressivement intégré les réalités économiques. En revanche, il n'est pas évident que le patronat et les hommes politiques aient fait le chemin inverse en mesurant combien l'économique et le social étaient interdépendants.

(Lire la suite page 18.)

Renforcement de la force navale française au Liban



PAGE 6

M. Vernes prêt à riposter à l'OPA de Suez

Le patron de la Compagnie industrielle a reçu le soutien de son conseil d'administration

PAGE 22

Coup d'arrêt à l'immigration en Turquie

Le visa d'entrée est rétabli pour les réfugiés bulgares

PAGE 22

1939-1940, l'année terrible

XXVII - La France en morceaux

PAGE 2

Dakar rompt avec Nouakchott

Rebondissement du conflit ethnique entre le Sénégal et la Mauritanie

PAGE 4

Partis en déshérence

II - L'assaut contre la classe politique

PAGE 7

Filles des îles en Vercors

Des agriculteurs de la Drôme sont allés chercher des épouses à Madagascar et aux Philippines

PAGE 9

Le sommaire complet se trouve page 22

Hollywood en mutation

Mel Harris ou l'art d'exploiter les vieux filons

Phare de l'industrie audiovisuelle mondiale, Hollywood fascine toujours les investisseurs. Mais la production américaine doit aujourd'hui faire face à de nouveaux problèmes : inflation des coûts, difficile amortissement sur le territoire national, crise des trois grands réseaux. A travers les portraits de quatre professionnels, le point sur les mutations d'une économie de l'image.

LOS ANGELES

de notre envoyée spéciale

Le président de Paramount Television est un rocker. Il porte un costume sombre, une cravate classique, des boutons de manchette élégants et coiffe en arrière ses cheveux courts à la façon des golden boys de Wall Street. Mais les apparences sont trompeuses : cet homme est résolument un rocker. Epoque années 60. Epoque Eddie Cochran, Chuck Berry et Jerry Lee Lewis, ces héros qu'il écoutait religieusement dans la ferme familiale du Kansas, sur un poste de radio bricolé sur son tracteur. Son émission préférée était

celle de Wolfman Jack, le disc-jockey sans doute le plus célèbre de l'histoire de la radio aux Etats-Unis. Et Mel Harris rêvait alors de faire un jour du spectacle.

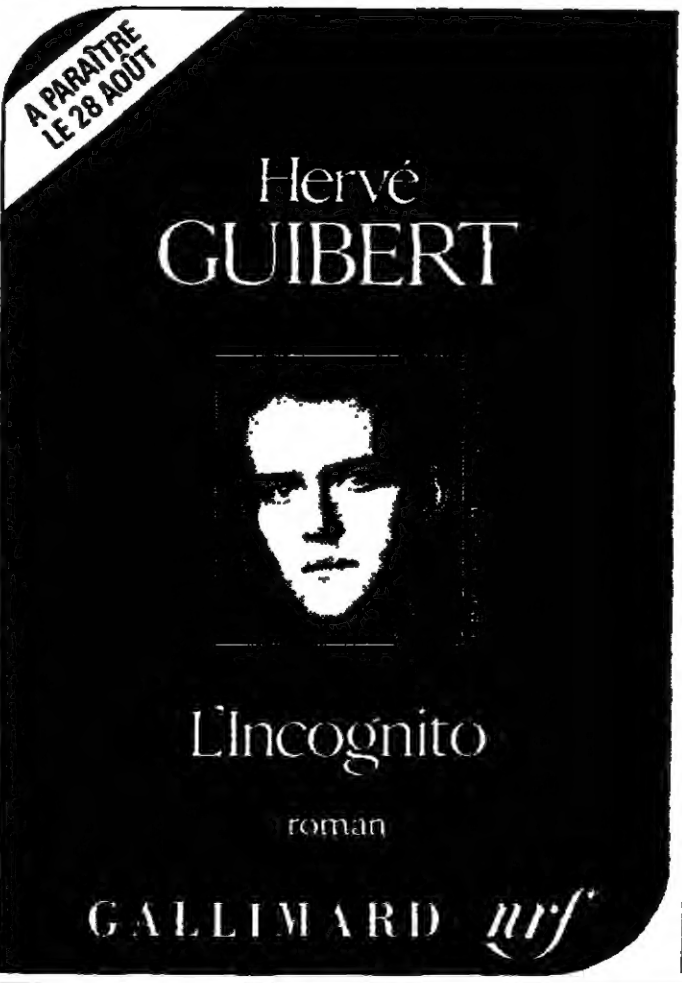
Il étudie les médias et le marketing à l'université du Kansas, du public et partageant les soucis des programmeurs des chaînes. Il s'avère l'impératif propre à ce métier : réagir au quart de tour et s'adapter constamment.

Le groupe TV de Paramount s'est donc restructuré en 1983, et l'activité de Mel Harris concerne aussi bien le développement international et la production que la commercialisation des programmes.

son image de professionnel aye travaillé dans des stations de télévision locale. « C'est un « hit », estime-t-il, d'être entouré de gens de terrain ayant une expérience dans l'univers où baignent nos clients. Ils sont proches du public et partagent les soucis des programmeurs des chaînes. Ils savent l'impératif propre à ce métier : réagir au quart de tour et s'adapter constamment. »

Le groupe TV de Paramount s'est donc restructuré en 1983, et l'activité de Mel Harris concerne aussi bien le développement international et la production que la commercialisation des programmes.

ANNICK COJEAN. (Lire la suite page 17.)



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dt ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr ; Espagne, 180 pes ; Grèce, 180 dr ; Irlande, 80 p ; Italie, 1 800 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Royaume-Uni, 2,25 £ ; Suède, 12,50 kr ; Suisse, 1,50 S ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

M 0147 - 0823 0 - 4,50 F



3790147004500 08230

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Il n'y a pas que la ligne de démarcation qui coupe l'Hexagone en deux. Les Allemands dépècent le territoire français, isolant le Nord et le Pas-de-Calais, annexant l'Alsace et la Lorraine.

«**D**ÉMARCATIOnSLI-NIE ! Ligne de démarcation ! Überschreiten verboten ! Défense de traverser ! » La « ligne de démarcation », sur plus de 1 000 kilomètres, séparait la zone occupée et la zone encore non occupée, dite familièrement « zone nono ». Ce symbole de la vassalisation de la France n'était pas le seul, en cet été 1940, à découper l'Hexagone : relevaient de statuts particuliers trois départements alsaciens-lorrains, deux départements du Nord, une vaste portion du Nord-Est, tandis que ressurgissaient, mais sans grand soutien de l'occupant, des mouvements séparatistes. Aux yeux de Hitler, la paix à l'Ouest était indivisible, et tant que la Grande-Bretagne ne se rendait pas la France devait demeurer sous le régime — fort profitable pour le Reich — de l'armistice. Il gardait soigneusement pour lui ce qu'il comptait faire ensuite d'un pays qui ne saurait être une puissance dans une Europe allemande. Et l'occupation était menée dans une relative confusion. A la grande inquiétude des responsables de Vichy, rien n'était jamais répondu aux questions de la délégation française à la commission d'armistice, qui siégeait à Wiesbaden.

Les consignes assuraient prioritairement la sécurité des troupes d'occupation, permettant à un pouvoir militaire d'exercer « tous les droits de la puissance occupante ». Il avait à contrôler l'administration des territoires occupés, gérée — c'était plus efficace — par les Français eux-mêmes. Les deux premiers *Militärbefehlshaber in Frankreich* (haut-commandant militaire en France), Alfred Stoecker puis Otto von Stülpnagel, des généraux âgés rappelés en activité, n'éprouvaient aucune sympathie particulière pour le régime nazi, mais appliquaient strictement les règles d'une occupation militaire.

En province, dans chaque département, une *Feldkommandantur* (dépendant d'une *Oberfeldkommandantur* qui en regroupait une dizaine) était dirigée par un officier supérieur généralement âgé, entouré d'administrateurs militaires auxquels avait affaire le préfet et ses services ; en dessous, des *Kreiskommandanturen* et des *Ortskommandanturen* quadrillaient la zone occupée, mais des paysans restés dans leurs villages ou ne jamais vus le général allemand. Ces *Feldkommandanturen* prenaient ou appliquaient les mesures d'ordre public.

PAR exemple, la *Feldkommandantur* du Creusot, dont dépendait la portion du département de l'Yonne située en zone occupée, décide avant le 14 juillet 1940 que « les fêtes officielles sont défendues », que « les théâtres et les cinémas doivent reprendre les représentations », que « les journaux doivent prendre une tenue tout à fait civile » ; le 9 août, que les horloges doivent marquer l'heure allemande ; le 23 août, elle interdit le port des uniformes et, le 24 octobre, elle réclame la liste des Alsaciens-Lorrains, etc. Partout, la possession d'armes à feu, y compris de fusils partis de rentrer chez eux. Les Allemands déclaraient à Wiesbaden que les infractions, comme tout ce qui pouvait mettre en péril la sécurité de la Wehrmacht, relevaient des tribunaux militaires allemands.

Généralement, les préfets s'efforçaient de faire front. Même si quelques-uns, dès 1940, eurent des complaisances, donnant par exemple accès à leurs fichiers. Mais la majorité tenta de défendre la souveraineté de Vichy, tout en luttant sévèrement contre « l'anti-France ».

La ligne de démarcation entre les deux zones, pour des raisons d'ordre stratégique (contrôle des nœuds routiers ou ferroviaires) taillait dans treize départements (Haute-Savoie, Ain, Jura, Saône-et-Loire, Allier, Cher, Indre-et-Loire, Vienne, Charente, Dordogne, Gironde,

Landes, Basses-Pyrénées). Cette frontière était hermétique aux personnes, à la presse, au courrier, etc. Pour la franchir aux points de passage officiels, les laissez-passer (*Ausweis*) n'étaient accordés que pour des cas de force majeure (décès, naissance, maladie, etc.) ; les frontaliers disposaient plus facilement de « permis de circulation ». Le courrier, rétabli entre les deux zones le 26 septembre, se réduisit jusqu'en mars 1941 en cartes « interzones » (non cachetées) sur lesquelles on biffait des mentions toutes prêtes (« légèrement » ou « gravement », « malade » ou « blessé », etc.). Enfin, jusqu'en mai 1941 le transfert de toute marchandise ou valeur reste interdit de la zone occupée vers la zone sud. Et les risques étaient grands pour ceux qui, très vite, essayèrent de franchir cette ligne qui subsista jusqu'en mars 1943 (après quoi, la possession d'un *Ausweis* fut remplacée par un contrôle de la carte d'identité).

Il y eut d'autres frontières. L'une d'elles n'a existé que l'espace d'un communiqué. Le 25 juillet, l'agence officielle allemande publiait : « Afin de remédier à l'oppression dont la Bretagne a souffert pendant cent cinquante ans du fait de l'administration française, les autorités allemandes ont officiellement reconnu l'existence de la province en créant un poste de gouverneur [...] ». Si l'émol fut grand à Vichy, aucune suite ne fut donnée à ce qui était — vraisemblablement — une manœuvre de l'Abwehr en contact avec la branche séparatiste du mouvement autonomiste dont l'organisation secrète, *Gwen ha Du*, contrôlée par le principal mouvement, le Parti national breton, et

XXVII - La France en morceaux

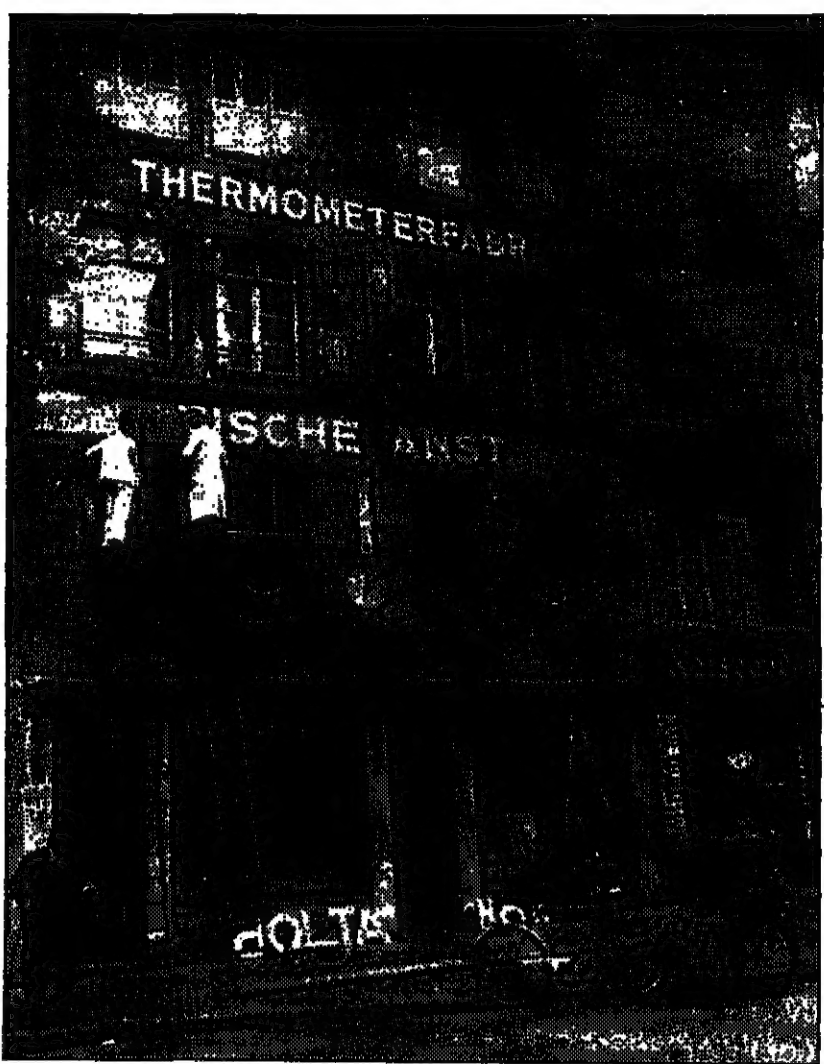
Par
Jean-Pierre Azéma

forcer le front de l'Est) ; ce qui permit des retours, malgré tout échelonnés jusqu'en 1943.

DANS cette zone, le statut particulier du Nord et du Pas-de-Calais était encore plus inquiétant, suggérant une annexion future. Les habitants de cette « zone rattachée » dépendaient de l'*Oberfeldkommandantur 670* — sous les ordres du *Militärbefehlshaber in Belgien*. L'*Oberfeldkommandant*, le général Niehoff, un militaire brutal et obtus, avait toute latitude pour refuser les décrets de Vichy (une cinquantaine dans les neuf premiers mois). Une barrière douanière ne laissait passer qu'un compte-gouttes de rares produits indispensables, créant une pénurie angoissante, et les industriels devaient obligatoirement obéir aux ordres d'*offices de marchandises* (*Warestellen*) de droit et de statut allemands. Il était clair qu'on détendait au maximum les liens unissant le Nord et le Pas-de-Calais au reste du pays. S'ajoutaient brimades, humiliations, de fréquentes amendes collectives et des prises d'otages. Sur les 250 000 chômeurs, l'occupant opéra de véritables rafles, à la sortie des églises ou des cinémas, pour envoyer dans le Reich des travailleurs « volontaires ».

La population, elle, se souvenait de l'occupation de la Grande Guerre, déjà très éprouvante : la Wehrmacht venait de massacrer dans des conditions épouvantables plus de 70 hommes, femmes et enfants à Oignies et 54 à Courrières. La vue des forces anglo-françaises se battant pied à pied avait renforcé l'anglophilie. Le préfet Ingrand, dans son rapport officiel à Pétain, soulignait : « Les populations attendent un nouveau 1918. Reprochant au gouvernement d'avoir signé l'armistice, elles n'attendent plus de salut que de l'Angleterre ». Inversement, le mouvement autonomiste flammingant (*Vlaamsch Verbond van Franckrijk*) de l'abbé Gantois, qui demandait par lettre à Hitler le rattachement de la Flandre française au Reich, n'avait aucune audience.

L'occupant essaya de jouer sur les tensions sociales, violentes depuis la répression patronale en 1938, recevant, dans



L'occupation de l'Alsace. Les panneaux en français des boutiques de Strasbourg sont remplacés par des panneaux en allemand.

un premier temps, à la *Kommandantur* des délégations ouvrières pour les opposer aux notables, qui se considéraient comme les tuteurs de la population. Mais le patriotisme l'emporta alors sur les oppositions de classe ; de surcroît, sans chercher à remettre en cause la ligne de l'*Humanité* clandestine, nombre de militants communistes du Nord adoptaient de façon précoce, sous l'influence notamment d'Auguste Loeux, une attitude offensive contre l'occupant : en décembre, Eusebio Ferrari (qui sera abattu par un gendarme français à Auzin le 18 février 1942) et ses camarades des Jeunesses communistes opéraient des coups de main fructueux.

Si le Reich entendait avant tout faire tourner à son profit les industries, les visées expansionnistes étaient aisément perceptibles. L'occupant tenait pour nulles les protestations de Vichy, d'ailleurs demeurées la plupart du temps secrètes, donnant aux populations l'impression qu'elles étaient abandonnées.

Les trois départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin (l'*Alsace-Lorraine*) n'avaient pas représenté pour Hitler un *casus belli*. Mais l'occasion était trop belle : ils seraient purement et simplement annexés, quand bien même l'opération se ferait « sans publicité officielle et sans documents particuliers ». Il était « statué », le 2 août, que deux *Gauleiter* — un statut unique dans la France occupée — y administreraient les affaires civiles (l'armée conservant l'autorité dans le domaine militaire) ; et, pour briser tout autonomisme, l'ancienne « terre d'Empire » était scindée en deux, ce qui permettait de rattacher économiquement la Lorraine à la Sarre. Enfin, par décret du 7 décembre (mais non publié), la Moselle devint partie du *Reichsgau Westmark* (Marche occidentale) avec pour capitale Sarrebruck. Les deux départements alsaciens étaient attachés au *Reichsgau Oberrhein* (Haut-Rhin) avec pour capitale Strasbourg. Hitler, le 25 septembre, avait donné tout pouvoir aux deux *Gauleiter*, relevant directement de lui, Wagner et Bürckel. Tous deux appartenaient à la vieille garde nazie, étaient dévoués corps et âme à Hitler. Bürckel, à qui était dévolue la Lorraine, était une brute

alcoolique ; Wagner, plus fin, était tout aussi décidé à exécuter sans faiblir la tâche qui lui était confiée : « Faire de l'Alsace et de la Lorraine en dix ans des territoires totalement allemands ».

FALLAIT-IL ou non se servir du mouvement autonomiste, si vivace en Alsace ? Sans doute ceux qui dominaient étaient des régionalistes (nombreux à l'Union populaire républicaine), qui prônaient non le séparatisme, mais un statut particulier dans les domaines religieux, scolaire et linguistique. Mais des mouvements (citons le Parti régional autonomiste, dont l'un des chefs, Karl Roos, soupçonné d'espionnage, avait été fusillé en février 1940) avaient milité, à la fin des années 30, pour un véritable Anschluss, une union avec le Reich. Malgré les efforts de Robert Ernst, né en Alsace, qui animait outre-Rhin l'Association des Alsaciens-Lorrains du Reich, les deux *Gauleiter* confiaient les postes de responsabilité à des hommes du pays de Bade ou du Palatinat : les séparatistes jouaient les utilités et les quelques régionalistes ralliés servaient, au mieux, de caution.

On élimina tout de suite l'administration française : on expulsa tout le corps préfectoral, les maires et les fonctionnaires qui n'étaient pas originaires des trois départements ; les postes et les chemins de fer furent germanisés, comme la police, renforcée par une Gestapo nombreuse. En même temps (alors que les Eglises protestantes étaient relativement épargnées), ce fut l'attaque en règle menée contre l'Eglise catholique, soupçonnée d'être un obstacle à la germanisation : les trois départements furent « territoires dégagés du Concordat » ; les écoles congréganistes furent fermées ; et on expulsa les clercs, en commençant par l'évêque de Metz, Mgr Hertz. Progressivement fut transplanté le système d'éducation allemand, et les organisations de jeunesse furent calquées sur le modèle nazi.

L'usage de la langue française fut prosaïque et pour bannir tout esprit welch (français) la « dénaturalisation des pays et des gens » débaptisa rues et places (la place Kléber, à Strasbourg, devint la place Karl-Roos), germanisa patronymes et prénoms (dans certains endroits, on gratta même les pierres tombales) ; à la fin de 1940, on commençait d'inquiéter ceux qui portaient le bérêt basque « casquette assombrissant l'esprit ». Et on expulsa, sans ménagement, sur Lyon, d'abord les juifs (ils avaient une heure pour se préparer), puis tous ceux soupçonnés d'être irréconciliables ou (en Lorraine) d'être de culture française. Environ 100 000 personnes (dont 60 000 entre le 11 et le 21 novembre) durent quitter la Moselle, 45 000 l'Alsace. L'occupation/germanisation était immédiatement éprouvante. Et comme Vichy, selon son habitude, ne voulait pas (pour éviter, disait-on, des représailles) faire connaître ses protestations, les Alsaciens-Lorrains, déjà ébranlés par les conditions dans lesquelles ils avaient souvent vécu l'exode (on les traitait volontiers de « boches »), eurent le sentiment d'être totalement abandonnés par la communauté française. Un sentiment encore durable, qu'avive la mémoire des « malgré nous », ces jeunes Alsaciens-Lorrains enrégimentés en 1942 dans la Wehrmacht. La mémoire de ces années noires est, elle aussi, morcelée...

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1988, 554 p.
- Pascal Ory, *Les Collaborateurs 1940-1945*, Paris, Le Seuil, 1977, 318 p.
- Edouard De Jonghe, « Le Nord et le Pas-de-Calais pendant la première année d'occupation (juin 1940-juin 1941) », *Revue du Nord*, Lille, oct.-déc. 1969. Remarquable.
- Lothar Kettenacker, « La politique de nazification en Alsace », *Saisons d'Alsace*, Strasbourg, Istra, n° 65 et 68, 1978.
- Dieter Wolfanger, *Nazification de la Lorraine mosellane*, Serresquimines, Pierron, 1982, 229 p. Minutieux.

Demain :
Les Anglais
tiennent le coup

سكوا من الأصل

POLOGNE

Affrontement entre le PC et Solidarité sur le programme et la composition du gouvernement

C'est une partie de bras de fer qui semble avoir commencé, lundi 21 août, entre Solidarité et le Parti communiste polonais (POUP) au sujet de la formation du gouvernement. Le comité central du POUP, réuni en session plénière samedi à Varsovie, avait adopté une résolution dans laquelle les communistes subordonnaient leur soutien au gouvernement de M. Mazowiecki à la conclusion d'un accord général de coopération entre le mouvement communiste et le syndicat. Cet accord devait intervenir, selon l'instance dirigeante du POUP, avant l'investiture, mercredi 23 août, de M. Mazowiecki par la Diète.

Toujours dans cette résolution — qui accusait au passage de trahison les Partis paysan (ZSL) et démocrate (SD) pour s'être alliés avec Solidarité — le comité central avait lancé une mise en garde à peine voilée contre une représentation insuffisante

du POUP dans la future équipe ministérielle. « Elle doit correspondre au potentiel politique du parti », pouvait-on lire notamment dans le document. Le premier secrétaire du mouvement, M. Mieczysław Rakowski, déclarait pour sa part dans une interview à Trybuna Ludu : « Des centaines de milliers de nos camarades attendent aujourd'hui une réponse de leur comité central aux questions les plus importantes, pour le parti et pour le pays. A savoir, capitulons-nous ou lutons-nous ? Laissons-nous tomber les valeurs du socialisme ou sommes-nous prêts à les défendre ? ». Il est clair que le POUP, comme l'écrivait d'ailleurs la Pravda à Moscou lundi, traverse « une des périodes les plus complexes de son histoire ».

Les décisions du comité central n'ont pas plu du tout à l'état-major de Solidarité. A

Gdansk, M. Lech Wałęsa a implicitement accusé la direction du POUP d'essayer de pressions sur le premier ministre désigné pour obtenir un maximum de portefeuilles au sein du prochain gouvernement.

Grèves

Il a sommé le POUP d'abandonner la tactique de la menace [et de] s'engager dans la voie des démarches positives. « Ne nous dérangez pas. Mettez-vous au travail ! », a-t-il lancé sèchement au cours d'une conférence de presse. Et d'ajouter, quelques heures plus tard : « Le POUP n'aura pas d'avenir politique s'il refuse de travailler avec Solidarité. Si le parti ne tire pas les conclusions appropriées (aujourd'hui), d'autres occasions ne se présenteront pas à l'avenir. Il devrait cesser de faire tanguer le bateau et commencer à faire son travail ».

[...] Je supplie le Parti de commencer à comprendre l'époque dans laquelle il vit. »

Pour Solidarité, qui durcit le ton, il n'est donc pas question d'entamer des discussions avec le POUP sur le programme et la composition du gouvernement avant la confirmation par la Diète de la nomination de M. Tadeusz Mazowiecki au poste de premier ministre. Cette fermeté est en grande partie due au fait que, selon Gazeta, le quotidien du syndicat, le nouveau président du conseil va hériter d'une situation catastrophique jamais vue dans l'histoire de la Pologne populaire. Depuis la libération progressive des prix, début août, des grèves ont perturbé plusieurs secteurs de la vie économique. Lundi, de nouveaux débrayages se sont produits dans les transports, la production énergétique et surtout les houillères de Silésie, où des responsables locaux de Soli-

darité ont déclaré se heurter à de jeunes militants radicaux qui repoussent leurs appels à la reprise du travail. Les grévistes réclament des hausses importantes de leurs salaires.

Par ailleurs, M. Wałęsa a eu, lundi à Gdansk, un entretien avec quatre sénateurs démocrates américains sur la situation économique générale de la Pologne. Le réajustement de la dette extérieure polonaise (39 milliards de dollars) et l'aide à la création de banques indépendantes et de sociétés mixtes ont notamment été abordés au cours des conversations à l'issue desquelles le leader de Solidarité a estimé que le moment n'était « pas encore venu » pour les Occidentaux d'investir « massivement en Pologne ». « Nous devons d'abord former un gouvernement. » — (AFP, Reuters, AP.)

Un entretien avec M. Tadeusz Mazowiecki

« Il importe de dire la vérité aux gens, même si elle s'annonce difficile »

(Suite de la première page.)

Le POUP et l'OPZZ (3) rejettent dans une attitude de négation poseraient une grave menace pour le fonctionnement normal du gouvernement. Voilà le danger. Bien sûr, en période de changements profonds, je n'imagine pas une seconde que nous ne soyons pas confrontés à des difficultés. Mais ce doit être des difficultés normales du passage d'un système totalitaire vers un système démocratique et non pas une situation de blocage provoquée par une logique de lutte.

Vous me trouvez naïf peut-être. Voyez-vous, il faut commencer quelque part. On ne peut pas tout balayer d'un geste, mais on peut faire beaucoup. Simplement il faut se débrouiller pour que toutes les forces politiques abandonnent une attitude d'agression.

Vous parlez du pacte de Varsovie : certains pays membres de cette organisation accueillent très négativement les récentes innovations polonaises. Cela vous inquiète-t-il ?

Le gouvernement que je vais former sera en fait en relation avec tous les pays du pacte, et il respectera toutes les alliances.

Quelles limites, implicites ou explicites, l'URSS vous a-t-elle posées ?

Vous connaissez certainement toutes les déclarations qui ont été faites à Moscou ces derniers temps : je les connais aussi, et je ne connais rien d'autre à ce sujet. Je trouve que la réaction (soviétique) est une réaction de sympathie qui démontre une bonne compréhension des changements en Pologne, de la même manière que nous comprenons les changements en Union soviétique.

Avez-vous l'intention de vous rendre à Moscou ?

Je n'ai pas encore fait de projet de voyage à l'étranger. Mais je ne peux pas imaginer qu'un premier ministre polonais n'aille pas à Moscou. D'ailleurs, ce pays où je ne suis jamais allé m'intéresse beaucoup ; j'avais reçu, il y a quelque temps, une invitation privée pour m'y rendre, et cette perspective m'agréait énormément.

Les prérogatives du président

Revenons à votre gouvernement : ne craignez-vous pas que les électeurs de Solidarité accueillent très mal cette « large coalition » dans laquelle le POUP conservera des postes importants ? Comment allez-vous le leur expliquer ?

Ce qui importe, c'est de dire la vérité aux gens. Je veux être guidé par ce principe pour leur expliquer notamment les raisons de la composition du gouvernement, et je crois qu'ils me feront confiance.

Cela implique que vous ayez la maîtrise du secteur de l'information.

Les moyens de communication appartiennent au gouvernement que je vais diriger. Rappelez-vous qui, pendant la table ronde, défendait le parallélisme dans les médias ; je n'ai pas changé. Ce n'est pas moi qui vais exclure des gens de la télévision, ni accepter que les forces rejetées jusqu'ici ne le soient pour toujours. Après tout, ces médias sont

soumis au gouvernement, donc au premier ministre.

Ne craignez-vous pas que le général Jaruzelski, qui dispose déjà de pouvoirs très étendus, ne s'entoure à la présidence de la République d'une équipe solide, limite ainsi votre marge de manœuvre ?

Mon entretien avec le président ne m'a pas révélé une telle intention. Pour ma part, je respecterai strictement les prérogatives constitutionnelles du président.

Il y a un mois vous écriviez dans votre hebdomadaire Tygodnik Solidarnosc un article très documenté contre la participation de Solidarité au gouvernement en réponse à un précédent article d'Adam Michnik, qui, lui, avait lancé l'idée d'un premier ministre de Solidarité. Qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis ?

Je n'ai pas changé d'avis. C'est la situation qui a changé à une allure extrêmement rapide. J'avais pensé qu'elle évoluerait plus lentement. La situation s'est accélérée alors que je me trouvais hors du pays pour de brèves vacances chez des amis en Belgique. A mon retour je dois dire que j'ai dû réviser ma position.

L'attitude de l'Eglise

Vous paraissez espérer qu'un défilé psychologique se produise dans la population afin que celle-ci puisse soutenir votre action. Qu'est-ce qui peut provoquer ce défilé ?

Aujourd'hui les grévistes de Pologne ont annoncé qu'ils cessaient leur grève pour aider le gouvernement. Je leur en suis très reconnaissant, comme je suis très reconnaissant à mon ami Władysław Frasyniuk (4) d'avoir déclaré à la télévision que Solidarité devait maintenant appeler à la plus grande compréhension. Et surtout je compte sur l'attitude de la foi de Lech Wałęsa, qui est l'initiateur et le créateur de ces changements, je pense qu'il va aider les gens à comprendre ce que nous voulons.

Et puis il y a aussi l'attitude de l'Eglise telle qu'elle a été exprimée par le cardinal Glemp chez lequel je me suis rendu aussitôt après mon entretien avec le président Jaruzelski ; il m'a assuré que je pouvais compter sur la compréhension de l'Eglise.

Pourquoi ne pourrais-je pas légitimement compter sur l'espoir que mes compatriotes comprennent ce rôle si difficile qui est le nôtre, qu'un changement de fond si important se poursuive, quelque chose qui ne s'est jamais vu depuis quarante ans ? Les gens doivent comprendre aussi que dans la vie normale de l'Etat, ce n'est pas l'Etat qui doit tout faire.

Le rôle du gouvernement et de l'administration est de créer des possibilités pour l'action individuelle. Je crois que si on arrive à faire comprendre cela, alors ce qui changera ce sera une sorte de philosophie des attitudes à l'égard de l'Etat. Ce ne sera plus un Etat étouffant ou un Etat qui garantira tout, mais un Etat qui régularisera et rendra possible l'activité humaine.

Comment allez-vous vous y prendre pour expliquer à la population que la gravité de la situation économique impose des sacrifices ?

Dire la vérité permettra à l'opinion publique de s'exprimer et soumettra certains de temps en temps au jugement du public. Ce sera notre méthode. Si ce gouvernement n'est pas capable de comprendre cela, il devra démissionner. Après tout, il n'est pas éternel.

Considérez-vous, comme beaucoup de monde en Pologne, que le pays est en ruine ?

On a déjà beaucoup dit sur ce thème en Pologne. Mais maintenant, on ne peut plus se contenter de dire que ça va très mal. Le

premier ministre que d'un tel gouvernement.

Nomenclatura et compétence

Comment pour gouverner allez-vous surmonter l'obstacle de la Nomenclatura ?

Je crois qu'en Pologne nous avons besoin de grands changements et qu'ils doivent aboutir à une situation où il soit clair que seules les compétences décident de l'accès à un poste. Je n'aimerais pas laisser s'installer un sentiment de défiance pour un grand nombre de gens. Il faut aussi savoir qu'un appareil économique et un appareil d'Etat, cela ne se crée pas du jour au lendemain. J'espère d'ailleurs que cet appareil va servir le gouvernement de façon honnête, bien que même mon prédécesseur, premier ministre du POUP, se soit plaint dernièrement que l'appareil administratif traitait des pieds. Je crois que nous devons être très conséquents sur le principe de la compétence. Mais il faut être raisonnable quant à l'application de ce principe.

Certains membres de la direction de Solidarité n'ont pas caché que leur préférence allait à M. Geremek dans le choix du premier ministre. Cela vous gêne-t-il ?

Lorsque Lech Wałęsa m'a parlé de ses trois candidats possibles, je lui ai dit que je n'avais rien contre l'idée qu'il propose les deux autres, Bronisław Geremek et Jacek Kuron. Après mon entretien avec le président de la République, puis avec le primat, ma première visite a été pour Bronisław Geremek, qui est président du groupe parlementaire de Solidarité. Je me suis entretenu avec lui en tant que président du groupe, et je le ferai ensuite lorsque cela sera nécessaire. Nous avons eu une très bonne discussion, et je pense avoir un total soutien comme président du groupe. Vous savez, il y a beaucoup de gens de valeur qui sont meilleurs que moi. Il est évident que Bronisław Geremek aussi pourrait s'acquitter de cette tâche. Mais c'est ainsi que cela s'est passé, et maintenant il faut commencer. Je crois pouvoir compter sur l'appui de tout le monde à Solidarité.

L'aide occidentale

Qu'attendez-vous des gouvernements occidentaux, et de la France en particulier ?

J'ai été très touché et même ému par la réaction si rapide du premier ministre Michel Rocard et du ministre des affaires étrangères Roland Dumas (5). D'autres réactions de capitales occidentales sont pour moi des sources d'optimisme. On peut, on doit aider la Pologne. Nous ne voulons pas d'une aide gratuite, mais je suis persuadé qu'il existe des domaines dans lesquels on peut vraiment commencer à collaborer de façon efficace et honnête, et que beaucoup de choses dépendent de cela.

J'espère surtout que les amis de la Pologne comprendront qu'il ne faut pas attendre que nous nous soyons ou soyons asphyxiés par nos difficultés, mais qu'il faut entamer une coopération qui permette à notre économie de sortir

du bourbier, qui permette à notre situation économique de ne plus être aussi tragique, qui permette à cette nation, qui est au centre de l'Europe, de prendre le chemin de la modernité dans les domaines de la culture et de la science. Je suis persuadé qu'une telle attitude n'est pas infondée.

Nos experts vont devoir réfléchir dans un délai assez bref sur ces choses-là afin de préciser nos attentes et de rencontrer les experts des pays occidentaux et ceux du FMI pour que nous puissions en discuter ensemble et passer aux décisions qui seront très importantes pour la Pologne. Notre science, par exemple, est très en retard, nos institutions culturelles s'écroulent, le gouvernement que je vais former ne

pourra pas financer tout cela tout de suite. Cela peut être facilité par des banques indépendantes et de sociétés mixtes ou fondations. On peut beaucoup aider la Pologne. »

Propos recueillis par SYLVE KAUFFMANN.

(3) Confédération des syndicats officiels.

(4) M. Frasyniuk est responsable de Solidarité pour la région de Wrocław et membre de la direction nationale du syndicat.

(5) M. Roland Dumas a adressé ses vœux chaleureux à M. Mazowiecki, tandis que M. Rocard exprimait sa conviction que sa nomination servirait « les intérêts du peuple polonais et la cause d'une coopération plus large en Europe ».

TCHÉCOSLOVAQUIE : le 21^e anniversaire de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie

La police a dispersé à la matraque plusieurs milliers de manifestants

Malgré un impressionnant dispositif policier, près de deux mille manifestants ont finalement réussi à s'infiltrer lundi 21 août à 17 heures en bas de la place Venceslas, symbole du « printemps de Prague », à l'heure prescrite pour les deux minutes de silence auxquelles plusieurs organisations avaient appelé pour marquer le vingtième anniversaire de l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968. Des dizaines d'interpellations ont été opérées tout au long de la journée, qui n'a pas été marquée cependant par des incidents graves.

En dépit des contrôles d'identité incessants, les manifestants, tapant dans leurs mains, se sont mis à crier « Vive la liberté ! », « Vive la Pologne ! », « Vive Havel ! » et « Vive Dejval ! » (deux des militants les plus connus de la Charte 77 pour la défense des droits de l'homme), avant d'entonner à plusieurs reprises l'hymne national tchécoslovaque. « Nous sommes chez nous », ont-ils crié en réponse aux sommations de la police leur ordonnant de quitter les lieux. Un groupe de jeunes Hongrois du mouvement réformiste Fidesz a réussi à déployer quelques instants, avant que des policiers en civil ne le saisissent, une banderole sur laquelle on pouvait lire, en tchèque et en hongrois : « Ils sont venus avec des tanks, nous sommes venus avec des fleurs ».

La foule a alors scandé à plusieurs reprises « Vive la liberté, vive la Pologne ». Les policiers, appuyés par des membres de la milice en tenue de combat, sont intervenus à la matraque après avoir invité les manifestants à se disperser. La place Venceslas a ensuite été dégagée. Plusieurs rangées de policiers armés de matraques en interdisant l'accès.

Partis en cortège à travers les rues de la vieille ville de Prague, les manifestants — dont le nombre a grossi jusqu'à plus de trois mille — ont été empêchés par les forces de l'ordre de passer sur l'autre rive du fleuve Vltava (la Moldau), où sont situés la plupart des services officiels. Des incidents sporadiques se sont poursuivis dans divers quartiers de la capitale en début de soirée, sous les yeux de milliers de touristes empêchés de regagner leurs hôtels par les barrages de police. Tous les accès à la place Venceslas, y com-

pris ceux du métro, restaient bloqués.

Les policiers, dont le nombre excédait visiblement celui des manifestants, se sont généralement abstenus d'intervenir de manière trop brutale contre la foule. Plusieurs journalistes étrangers ont en revanche été victimes de véritables agressions. Les caméras de plusieurs équipes de télévision et les appareils de photographes de presse ont été brisés par des « inconnus » en civil — en short et torse nu — venus de derrière les cordons de policiers anti-émeutes. Un reporter de radio s'est fait subtiliser son magnétophone.

Sur les ondes de radios occidentales pouvant être captées en Tchécoslovaquie, M. Václav Havel a demandé à ses compatriotes de signer la pétition. « Quelques phrases » — en faveur des réformes démocratiques et de l'ouverture d'un débat public sur l'intervention du 21 août 1968. Cette pétition a d'ores et déjà été signée par quinze mille personnes depuis la fin de juin.

La télévision tchécoslovaque a montré lundi soir des images du début de la dispersion sur la place Venceslas, en insistant sur le fait que se trouvaient parmi les manifestants des « jeunes radicaux hongrois, polonais et italiens ». Selon CTIK, « le déroulement de la manifestation a prouvé qu'elle était organisée par des centres ennemis de l'étranger ».

Plusieurs centaines de Polonais se sont rassemblés lundi dans les villes de Cieszyn, sur la frontière tchécoslovaque, et de Cracovie, dans le sud du pays, pour apporter leur appui aux manifestants tchécoslovaques. Des parlementaires de Solidarité, dont Jacek Kuron, ont pris part à un rassemblement à Cieszyn, selon l'agence officielle polonaise PAP. (la Diète et le Sénat polonais ont voté ces deux dernières semaines des résolutions condamnant l'intervention de 1968).

En Hongrie, enfin, la télévision hongroise a diffusé lundi, dans son magazine d'informations politiques, « Panorama », des interviews de plusieurs anciens dirigeants tchécoslovaques, dont celle du chef du Parti communiste lors du « printemps de Prague », M. Alexandre Dubček. Celui-ci a réaffirmé que l'intervention du pacte de Varsovie en 1968 avait été une « grave erreur politique ». — (AFP, AP, Reuters.)



moment est venu de dire comment s'en sortir, même si cette vérité s'annonce difficile.

Vous avez évoqué tout à l'heure votre entrevue avec Mgr Glemp. Vous êtes le premier chef de gouvernement catholique de la Pologne d'après-guerre au moment où l'Eglise a aussi son premier pape polonais. Envisagez-vous une coopération plus étroite entre l'Eglise et le gouvernement ?

L'Eglise en Pologne est une grande autorité morale ; elle est aussi une force stabilisatrice. Chaque gouvernement doit compter avec l'Eglise, avec sa voix, avec son avis. Personnellement je suis un croyant qui dans l'enseignement contemporain de l'Eglise voit plus l'ouverture sur le problème humain, le plus important des problèmes sociaux.

En Pologne, l'Eglise a été un grand porte-parole des droits de l'homme. Nous en sommes arrivés maintenant à cette situation où le premier ministre va être à la fois un représentant de Solidarité et un croyant. C'est une responsabilité particulière pour moi de rester fidèle à cette foi, à cette ouverture de l'attitude chrétienne. En même temps je serai le chef d'un gouvernement qui doit être le gouvernement de tous les Polonais, quelles que soient leurs convictions, les protestants, les orthodoxes, les juifs et aussi ceux qui sont loin de l'Eglise, les agnostiques, les athées. J'ai lutté pour la tolérance à l'égard des catholiques, et j'entends respecter l'impératif de tolérance envers les autres. Pour ce gouvernement, il ne peut y avoir différentes catégories de citoyens, et je ne peux être

سکتا میں ایسا

Europe

RFA : virage à droite du chancelier Kohl

Le secrétaire général de la CDU, M. Heiner Geissler, a été limogé

Le chancelier Helmut Kohl a annoncé mardi 22 août à Bonn qu'il proposerait un député de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), spécialiste des affaires étrangères et de la défense, M. Volker Ruehe, pour succéder en septembre au secrétaire général de la CDU, M. Heiner Geissler, limogé la veille. M. Ruehe, quarante-six ans, vice-président du groupe parlementaire des Unions chrétiennes (CDU/CSU) au Bundestag, a dans les milieux politiques, la réputation d'être un fidèle de M. Kohl. « La CDU, a affirmé M. Kohl, restera un parti populaire du centre ».

BONN
de notre correspondant

Rarement une rentrée politique aura été aussi fracassante en RFA. Dès son retour de vacances, qu'il a passées en Autriche, le chancelier Helmut Kohl, qui cumulait ses fonctions avec celles de président de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), a décidé de se séparer du secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, pour tenter d'enrayer la chute de la CDU et de conserver le pouvoir en 1990.

C'est M. Geissler en personne qui a révélé, lundi soir 21 août à Bonn, son limogement en déclarant à la presse, convoquée au chancelier, qu'il avait proposé au chancelier ses services pour préparer la campagne de la CDU en vue des élections générales de décembre 1990 et que le chancelier les avait refusés. Visiblement abattu et en proie à une déception mal contenue, M. Geissler a indiqué que le chancelier ne lui avait pas expliqué plus en détail les raisons de son refus. « C'est un pas dans la mauvaise direction », a déclaré M. Geissler.

Si surprenant qu'elle soit, la décision de renvoyer celui qui pendant douze ans a été le bras droit et l'homme de main de M. Kohl, a été l'objet de nombreuses spéculations aussi bien dans la presse que dans le monde politique, des spéculations qui allaient s'aggravant au fur et à mesure que la CDU perdait de son audience.

Le recul de la CDU est illustré par ses échecs successifs aux élections régionales à Berlin-Ouest et aux municipales en Hesse, deux scrutins caractérisés par une poussée du parti d'extrême droite, les républicains. Les électeurs des « rep », comme on les appelle ici, sont pour la plupart d'anciens électeurs chrétiens-démocrates à la fois sensi-

bles à une argumentation politique de type ponjadiste et de plus en plus mal à l'aise dans leur propre parti. Cette montée de l'extrême droite coïncide avec la disparition de Franz-Josef Strauss, ministre-président de Bavière et président de la CSU, le pendant exclusivement bavarois de la CDU mais davantage marqué à droite sur l'échiquier politique. Disparu le 3 octobre 1988, le « taureau de Bavière » était là pour empêcher que se développe une autre formation à la droite de la CDU/CSU.

Le problème de l'immigration

Confronté au déclin de son parti et aux succès grandissants des « rep », le chancelier Kohl avait, en avril dernier, remis son gouvernement de manière à accroître le poids politique de la CSU. De toute évidence, cette tactique a échoué. Certaines voix de la CDU ont alors commencé à s'élever pour s'en prendre au secrétaire général du parti, accusé d'être responsable de ces défaites.

M. Geissler, cinquante-six ans, catholique pratiquant, pouvait se flatter d'avoir rendu la CDU attractive pour les jeunes électeurs, les femmes et les conservateurs modérés, notamment par ses prises de position sur le problème de l'immigration, un thème très porteur chez les républicains.

Des « barons » de la CDU — et non des moindres puisqu'il s'agit des ministres-présidents de Bade-Wurtemberg et de Basse-Saxe, MM. Lothar Späth et Ernst Albrecht, de la présidence du Bundestag et ancien ministre de la famille, M. Rita Süssmuth, du ministre du travail, M. Norbert Blum — ont dès lundi soir pris la défense de M. Geissler. Seul le vice-président du groupe parlementaire de la CDU-CSU, M. Hansheinz Hauser, a publiquement salué la décision du chancelier en déclarant : « Maintenant, la CDU a une nouvelle chance de se présenter comme un parti populaire sans aucune entrave à gauche ». Le président du groupe, M. Alfred Dregger, adversaire juré de M. Geissler et principal artisan de sa chute, ne s'est pas encore prononcé.

En chassant M. Geissler, le chancelier a voulu imprimer à la CDU un tournant à droite dans l'espoir de récupérer l'électorat passé chez les républicains. Rien n'indique, pour l'heure, que le retour de quelques transfuges compensera la fuite des électeurs effrayés par la nouvelle orientation politique du parti. — (Interim.)

La Roumanie va célébrer, mercredi 23 août, avec un éclat particulier, sa fête nationale. Des défilés militaires et des rassemblements populaires sont prévus. Les derniers défilés de cette ampleur remontent à 1984 lors du quarantième anniversaire de la création de la République de Roumanie. Le président Nicolae Ceausescu devait profiter des cérémonies pour dresser un « bilan

GENÈVE
de notre correspondant

En dépit de multiples efforts, les Nations unies n'ont toujours pas réussi à entrer en contact avec M. Dimitru Mazilu, l'expert roumain que la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU avait chargé, en 1985, d'un rapport sur « les droits de l'homme et la jeunesse » et qui a disparu depuis 1986 (Le Monde du 10 août).

Le secrétaire de l'ONU avait néanmoins continué d'envoyer les documents nécessaires à Bucarest pour permettre à M. Mazilu de rédiger son rapport et avait fait de nombreuses démarches pour que l'expert puisse venir à Genève afin de mettre au point, avec la collaboration du Centre des droits de l'homme des Nations unies, son texte définitif. M. Mazilu fit alors savoir à M. Perez de Cuellar que les autorités de son pays ne l'autoriseraient pas à se déplacer. Entre avril 1988 et mai 1989, il reçut toutefois à faire parvenir à l'ONU, par petits morceaux, les divers chapitres de son texte, en français et en anglais.

L'ONU vient de publier le rapport qu'elle l'a reçu. Il comprend de nombreux passages concernant la Roumanie, dont certains évoquent un père Ubu, dépeint non par Jarry mais par Kafka, tant ils sont pathétiques. Certaines parties du texte sont parsemées de véritables appels à secours ponctués de points d'exclamation. Le rapport de M. Mazilu fait penser à un texte écrit en prison. L'auteur cite des classiques, notamment Voltaire, et fait des réflexions décapantes sur le sort de la jeunesse roumaine. Trois cent quatre-vingt-sept paragraphes en tout : un ouvrage aussi complet que possible, s'appuyant notamment sur les statistiques du Bureau international du travail (BIT). Un outil précieux pour les experts de la sous-commission des droits de l'homme dont un point de l'ordre du jour de sa session actuelle est précisément intitulé : « Les droits de l'homme et la jeunesse ».

Dès la première page de son introduction, M. Mazilu annonce la cou-

« Otage » dans son propre pays

L'expert de l'ONU Dimitru Mazilu dénonce les violations des droits de l'homme en Roumanie

positif » de l'évolution de son pays, de plus en plus isolé sur le plan international en raison des violations des droits de l'homme et de l'opposition du régime aux réformes politiques. Dimanche matin 20 août, cinq Roumains ont réussi à franchir la frontière et à se réfugier en Hongrie. L'un d'entre eux avait été gravement blessé par un garde-frontière.

« le culte absurde du chef (...) est à l'origine d'une ambiance dans laquelle il est presque impossible pour les esprits les plus distingués de la science, de la culture, de l'éducation et des arts de s'affirmer et d'avancer ».

« Aggression barbare »

M. Mazilu, qui, à plusieurs reprises, décrit l'insoutenable déshonneur — des milliers d'enfants mourant de faim et de froid — dont souffre la Roumanie, a tenu à indiquer que « le chef et sa famille sont seuls autorisés à avoir tout ce qu'ils veulent, mais nul n'a le droit de contester la façon dont ils l'obtiennent ». Il estime que « le seigneur féodal le plus despotique du passé n'est qu'une pâle image comparé au dictateur tout-puissant d'aujourd'hui, qui exerce un empire absolu sur le territoire tout entier de son pays ; tous les biens matériels qu'il possède sont à lui et qu'il vit et respire sans se soucier de rien ».

L'expert s'exprime dans son propre pays se console-il avec cette constatation qu'« après la mort des tyrans ceux qui avaient été tyrannisés ont été réhabilités, et les bouchers condamnés » ? Consolation bien dérisoire face aux dangers qu'il court. Il reste à espérer que ce texte sera utilisé aussi bien par l'ONU que par les gouvernements pour protéger M. Dimitru Mazilu contre un régime dont il a déjà suffisamment souffert. D'autant plus que l'auteur du rapport a aussi fait parvenir à l'ONU un additif entièrement consacré au « cas roumain », une « agression sans précédent contre les droits et libertés de la jeune génération » (146 paragraphes). Après avoir signalé que de nombreux Roumains ne pouvaient plus supporter l'« agression barbare » exercée par le pouvoir ont mis fin à leurs jours, M. Mazilu s'exclame : « Les souffrances sont infinies. Les larmes des mères se transforment en torrents et les cœurs des vieillards sont brisés ».

ISABELLE VICHNIAC.

RDA

Le Parti communiste est exhorté à resserrer les rangs

Alors que l'aggravation du problème des Allemands de l'Est cherchant refuge en Occident et l'immobilisme de la RDA sur le plan des réformes remettent en question ses relations avec la RFA, les dirigeants communistes de Berlin-Est continuent, comme si de rien n'était, à faire le dos rond. Tous les organes officiels du SED (Parti socialiste unifié) ont consacré, ces derniers jours, d'importants commentaires à la nécessité de resserrer les rangs du parti et à la préparation du prochain congrès, en mai.

Cette stratégie est dans la droite ligne du refus, exprimé ces dernières années par Berlin-Est, de s'aligner sur le vent de réformes qui souffle dans d'autres pays de l'Est. Mais son maintien devient aujourd'hui de plus en plus problématique en raison de la vitesse à laquelle les changements s'opèrent ailleurs.

Dans ce contexte, on ne peut que s'interroger sur les conséquences des problèmes de santé que connaît actuellement le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker. Personne n'ignore en effet, même si on en connaît fort peu de détails, que la succession à venir fait depuis quelque temps déjà l'objet d'une sourde lutte au sein du parti. L'agence de presse ADN a annoncé, lundi 21 août, que M. Honecker avait subi la semaine dernière une opération de la vésicule biliaire et qu'il était « en voie de convalescence ». Le chef de l'Etat est-allemand avait déjà dû quitter précipitamment, début juillet, le sommet du pacte de Varsovie à Bucarest pour des problèmes de santé.

Les médias est-allemands ont passé sous silence la fuite spectaculaire de cinq cents Allemands de l'Est, samedi, à la frontière austro-hongroise. Ils accordent en revanche, lundi, une grande importance à un incident qui s'est produit la semaine dernière à la frontière entre les deux Allemagnes, où un inconnu a tiré une cinquantaine de coups de feu depuis le territoire ouest-allemand sur le village est-allemand de Wahlhausen.

A Bonn, le chancelier Kohl a déclaré mardi qu'il était prêt à rencontrer « immédiatement » M. Honecker pour trouver une solution à la crise des réfugiés. Il a en même temps invité la direction est-allemande à mettre en œuvre une politique de démocratisation et d'ouverture pour réduire les tensions à l'émigration en RDA. — (AFP, Reuters.)

Afrique

SÉNÉGAL : rebondissement du conflit avec la Mauritanie

La rupture diplomatique avec Nouakchott accroît la tension dans la région

Quatre mois après les affrontements interethniques d'avril, la tension entre le Sénégal et la Mauritanie a connu un nouveau rebondissement, lundi 21 août, avec la rupture des relations diplomatiques décidée par Dakar.

L'initiative du président Abdou Diouf est intervenue à quelques heures après que l'ambassadeur du Sénégal, M. Ousmane Camara, eut été convoqué au ministère mauritanien des affaires étrangères pour s'entendre déclarer persona non grata en raison d'« activités incompatibles avec son statut et ses fonctions ». Le diplomate était resté à son poste malgré la décision de Nouakchott de rappeler son ambassadeur en mai. Il lui est reproché d'avoir distribué à ses homologues étrangers une note d'information insultante à l'égard de la Mauritanie.

Ce « mémorandum sur les événements survenus en Mauritanie et au Sénégal en avril-mai 1989 » a été largement diffusé par l'ambassade du Sénégal à Paris. Rédigé sur un ton mesuré, avec une argumentation de style juridique, il attribue au voisin du nord l'entière responsabilité des événements qui commencent par des querelles entre paysans sénégalais et éleveurs mauritaniens au bord du fleuve Sénégal, qui sépare les deux pays, pour aboutir au pillage de commerces mauritaniens à Dakar le 22 avril, puis, trois jours plus tard, au « mardi noir », qui fit peut-être deux cents morts en Mauritanie.

La levée, en mai, du couvre-feu instauré à Dakar après une nouvelle journée de violence en représailles aux massacres de Nouakchott a donné indéniablement l'impression que la situation évo-

luait moins dramatiquement qu'on avait pu le redouter. Les deux gouvernements paraissaient se résigner à une solution consistant à récupérer leurs ressortissants respectifs : début mai, 37 000 Sénégalais et 50 000 Mauritaniens furent rapatriés par un pont aérien dans le fonctionnement duquel la France joua un rôle essentiel tout en évitant de se prononcer sur les responsabilités de chacun. D'autres mouvements de populations continuèrent par voie terrestre et, fin mai, le Sénégal faisait état de 70 000 Sénégalais rapatriés pour demander une aide de l'ONU, tandis que Nouakchott parlait de 170 000 retours de ses propres ressortissants.

Embarras de l'OUA

An-déjà des chiffres agités de part et d'autre, il apparaît que, loin d'être un coup de foudre, les événements du printemps auront des effets durables. Ils ont mis en évidence la haine qui peut exister entre certaines populations négro-africaines et arabo-berbères dans le Sahel. L'affrontement entre Sénégalais et Mauritaniens semble avoir tourné au règlement de comptes entre Mauritaniens à la peau claire et Mauritanien à la peau foncée sur fond de souvenirs esclavagistes. Une partie des Noirs mauritaniens a dû quitter le pays ces derniers mois. Selon les déclarations d'un de ces réfugiés, la terreur est utilisée pour presser les hésitants : des personnes seraient jetées, membres entravés, dans le fleuve Sénégal. Moins dramatique, ce qui restait de la petite bourgeoisie noire de Nouakchott

aurait été embarqué par camions entiers et abandonné à son sort près du fleuve.

Présenté naguère comme un modèle de coopération régionale, en raison de la construction de « collecteurs » — ouvrages profitables à la Mauritanie, au Mali et au Sénégal, ce fleuve se révèle une source de litiges exacerbés par l'extrême pauvreté des parties en conflit. Malgré les efforts de médiation de ses responsables, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) semble incapable de régler un contentieux fort nuisible à l'image « unitaire » du continent. Pour le moment, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, qui ont formé une Union du Maghreb arabe (UMA) avec la Mauritanie, évitent de s'engager clairement en sa faveur, alors que Nouakchott semble compter sur le soutien de la Libye, cinquième membre de l'UMA.

« Il faudrait être fou dans le monde actuel pour rechercher la guerre, surtout quand on est un pays sous-développé et de surcroît sahéarien », avait déclaré le président Diouf devant son parti en juillet. Le chef de l'Etat sénégalais, qui a proposé la création d'une commission d'enquête internationale, paraissait jusqu'à présent en mesure d'éviter un dérapage vers une guerre entre peuples. L'absence s'envenimant, on ne peut écarter l'hypothèse d'une escalade. Quelques heures après l'annonce du retrait des forces sénégalaises installées en Gambie en vertu d'un pacte « confédéral » bien mal en point (Le Monde du 22 août), la rupture diplomatique avec Nouakchott aggrave le climat de tension dans la région.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

MAROC

Décès d'un gréviste de la faim

Rabat (AFP). — Un détenu de la prison civile Al-Alou de Rabat est décédé samedi 19 août à la suite d'une grève de la faim commencée à la fin juin. Il est apparu lundi à Rabat de différentes sources concordantes.

Il s'agit de l'étudiant Abdelhak Chbada, né en 1961 et condamné en octobre dernier à un an de prison pour « trouble de l'ordre public », ont confirmé l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) et la commission de coordination entre la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme (LMDH) et l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH).

Abdelhak Chbada et trois autres détenus du même pénitencier, qui avaient commencé, eux aussi, une grève de la faim à la même période, avaient été transférés il y a quelques semaines à l'hôpital Avicenne de Rabat. Vendredi, leurs familles avaient annoncé que leur état s'était « gravement détérioré ».

Les trois autres grévistes de la faim, qui seraient « dans le coma », selon la commission de coordination entre LMDH et l'AMDH, avaient été condamnés en 1984 à huit ans de détention pour « troubles de l'ordre public » et « appartenance au mouvement clandestin 23 mars » (extrême gauche).

Les grévistes de la faim réclament le statut de prisonnier politique et l'amélioration de leur condition de détention. Ils se plaignent, en outre, du comportement « arbitraire » du directeur de la prison à leur égard, selon leurs parents.

AFRIQUE DU SUD : la réunion de Harare

L'OUA est prête à engager des pourparlers avec Pretoria en vue de l'abandon de l'apartheid

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'est dite prête, lundi 21 août, à engager des pourparlers avec l'Afrique du Sud en vue de l'abandon de l'apartheid, mais a assorti sa proposition de conditions très strictes. Réunis à Harare, les membres de l'OUA ont adopté une déclaration de neuf pages qui établit les principes, les conditions et les directives en vue d'un tel dialogue.

Le comité reprend à son compte les conditions exigées par le Congrès national africain (ANC) en vue de l'ouverture de pourparlers avec Pretoria. Il réclame au minimum la levée de l'état d'urgence, la libération des prisonniers politiques, la réhabilitation des mouvements interdits, le retrait de l'armée sud-africaine des cités noires et l'arrêt des procès politiques et des exécutions. « Les mesures mentionnées ci-dessus doivent être prises avant des négociations », lit-on dans sa déclaration.

« Des citoyens de première classe »

Présenté par le président zambien, M. Kenneth Kaunda, le document a été préparé par l'ANC en consultation avec d'autres mouvements anti-apartheid. Il avait déjà été adopté lors d'un sommet des Etats de « la ligne de front », le 10 août à Lusaka.

De son côté, le président sud-africain, M. Frederik De Klerk, espère que les élections législatives du 6 septembre seront les dernières sans la participation de la majorité

noire du pays. « La nouvelle Afrique du Sud que nous envisageons (...) est une Afrique du Sud où tous seront des citoyens de première classe, une Afrique du Sud où tout le monde aura le droit de vote », a déclaré, dimanche, le successeur de M. Pieter Botha dans une interview télévisée. « Je ferai tout mon possible pour assurer un tempo qui nous conduira le plus rapidement possible à cet objectif de participation de tous », a-t-il assuré.

Les vingt-trois millions de Noirs, qui représentent près des trois quarts de la population sud-africaine, seront exclus du scrutin à venir sur le renouvellement des trois Chambres — blanche, métisse et indienne — du Parlement du Cap.

« NAMIBIE : la France réclame le retrait d'une unité anti-terroriste ». — La France a demandé, mardi 22 août, le « retrait total » et « sans délai » des Koevoet de la police namibienne, estimant qu'il s'agit de la difficulté la plus importante qui pèse sur le processus d'indépendance de la Namibie. Les Koevoet sont les membres d'une unité anti-terroriste officielle dans la police territoriale namibienne dirigée par des Sud-Africains. Au cours des débats sur la Namibie au Conseil de sécurité, qui se déroule à la demande des pays africains, l'ambassadeur français, M. Pierre Louis Blanc, a souligné que « la présence dans la police namibienne d'éléments d'unités qui se sont rendues tristement célèbres dans le passé par des agissements inqualifiables doit cesser ». — (AFP.)

Amériques

La lutte contre le trafic de drogue

Washington n'envisage pas d'envoyer des troupes en Colombie, affirme le secrétaire général de la Maison Blanche

Alors que l'Organisation des Etats américains (OEA) exprimait, lundi 21 août, son soutien au gouvernement colombien dans sa lutte contre le trafic de drogue, ce dernier a écarté l'hypothèse d'un envoi de troupes américaines sur son territoire. L'hypothèse, au moment envisagée par le ministre de la justice américain, a aussi été écartée, à Washington, par le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Sumner.

WASHINGTON
correspondance

M. Sumner, secrétaire général de la Maison Blanche, a exclu la possibilité d'une action militaire américaine directe contre les cartels de la drogue colombiens. Le président Bush, bien décidé à ne pas laisser les événements mondiaux assombrir ses quelques jours de vacances dans sa maison de Kennebunkport, avait confié à M. Sumner le soin de parler

en son nom. Néanmoins, il a fait savoir ultérieurement qu'une partie des 8 milliards de dollars prévus dans son programme de lutte contre la drogue, qui sera rendu public le 5 septembre, sera destinée aux pays d'Amérique latine engagés dans cette lutte.

Le président a fait confirmer également que les spécialistes américains entraîneront en Colombie les militaires et les civils mobilisés par le gouvernement de Bogota. L'envoi d'hélicoptères, de matériels perfectionnés de détection et de surveillance, va continuer. Enfin, les services du département d'Etat et du ministère de la Justice mettent au point les formules propres à faciliter et à accélérer l'extradition des « barons » de la drogue dès qu'ils seront arrêtés en Colombie.

M. Sumner tenait surtout à corriger l'interprétation donnée par un certain nombre de médias, concernant les déclarations faites dimanche par l'attorney général Thornburgh, selon laquelle les Etats-Unis pourraient envisager d'envoyer des

unités militaires en Colombie. « Toute initiative doit venir de Colombie », a dit M. Sumner, et les Etats-Unis ne songent nullement à entreprendre une action qui pourrait être jugée comme une ingérence. Il a ajouté en substance que les Colombiens n'avaient pas fait état de leur désir d'une assistance militaire américaine et que Washington ne s'attendait pas à ce genre de demande.

« Un ennemi formidable »

En fait, les chefs militaires américains avaient fait connaître leur opposition à la suggestion d'une action militaire directe. Le général Gray, commandant en chef des marines, témoignant devant les commissions du Congrès, avait évoqué l'armement puissant d'un ennemi formidable, en comparaison duquel « les mafiosi étaient des enfants ». Le général avait ajouté que les militaires américains n'avaient pas peur de prendre des risques, sauf dans un environnement

où ils seraient dans une situation accablante d'infériorité, comme dans les zones contrôlées par les cartels de la drogue.

Ainsi, l'action militaire la plus probable serait une opération analogue à celle engagée en Bolivie en 1987 où des hélicoptères américains avaient été utilisés au transport des policiers boliviens. On rappelle que, pour le moment, l'assistance militaire à la Colombie, évaluée à 1246 000 dollars, implique la participation d'un petit groupe de spécialistes américains de la détection des trafiquants de drogue, ainsi que l'entraînement, par des équipes spécialisées, de quelque quatre-vingt mille soldats colombiens. On rappelle également qu'une nouvelle « force spéciale » est chargée de la surveillance du trafic de la drogue envoyée de la région vers les Etats-Unis, mais il n'y a pas de troupes américaines basées en permanence en Colombie, en Bolivie ou au Pérou.

HENRI PIERRE.

PANAMA

Rupture des pourparlers entre le gouvernement et l'opposition

Panama. — Les pourparlers qui avaient débuté il y a un mois et demi entre le gouvernement panaméen, l'armée et l'opposition, ont été rompus lundi 21 août. Les conversations, qui se déroulaient sous les auspices d'une mission spéciale de l'Organisation des Etats américains (OEA), visaient à mettre un terme à la crise ouverte par l'annulation des élections de mai dernier, remportées par l'Alliance d'opposition civique (ADOC) selon les observations étrangères et l'église panaméenne. Cette rupture des négociations intervient à dix jours de la fin du mandat officiel du gouvernement du président Manuel Solís Palma, qui doit quitter ses fonctions le 1^{er} septembre.

Le principal point de discorde entre les différentes parties est le sort futur réservé au chef des forces armées et « homme fort » du pays, le général Manuel Antonio Noriega. L'ADOC, outre le départ du général, exigeait également que soit reconnu la victoire qu'elle estime

avoir remportée aux élections du 7 mai. Ces deux demandes ont été rejetées par les députés du gouvernement et des Forces armées, qui ont pour leur part proposé la constitution d'une junte de gouvernement, constituée par des représentants des trois parties.

L'arrêt des négociations a fait croître la tension dans le pays. La presse locale a « révélé » l'existence d'un plan de l'opposition visant à faire proclamer président le 1^{er} septembre le candidat de l'ADOC, M. Guillermo Endara, avec l'appui des 12 000 soldats américains du Commandement Sud, basés à Panama. Dans les milieux gouvernementaux, on évoquait la nomination d'un ministre chargé de la présidence et la convocation d'une Assemblée constituante et d'élections législatives et municipales dans un délai d'un an. L'actuel président a pour sa part affirmé que son pays était en danger d'une « agression étrangère imminente ». — (AFP, Reuters, UPI).

Diplomatie

Le voyage de M. Rocard dans le Pacifique

L'idylle bien particulière entre la France et Fidji

SYDNEY
de notre correspondant
dans le Pacifique sud

Même si la France redonne quelque peu son blason dans le Pacifique sud depuis les accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, elle ne dispose toujours pas de solides alliés parmi les micro-Etats de la zone. Sans être un complice zélé, Fidji fait malgré tout figure d'exception. Il était donc naturel que M. Michel Rocard fût le dîner par cet archipel de 700 000 habitants, stratégiquement situé à la charnière des mondes polynésien et mélanésien. Le gouvernement de Jacques Chirac ne lui avait déjà pas ménagé ses faveurs à l'époque où M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud, menait sur les stilles océaniques une contre-offensive de charme afin de faire oublier sa politique en Nouvelle-Calédonie.

Reste que cette idylle s'est nouée dans des conditions plus que particulières : un coup d'Etat. En mai 1987, l'ancien homme fort du régime, le général Sitiveni Rabuka, prenant d'assaut le Parlement de Suva, capitale, et renversant le gouvernement fraîchement élu, une coalition à dominante indienne. Le pays basculait alors en pleine crise politico-ethnique. Adeptes du mot d'ordre « *Fidji aux Fidjiens* », le général Rabuka affirmait agir au nom de la population indienne inquiète de la percée politique de la communauté indienne — descendante de la main-d'œuvre importée par les Britanniques pour cultiver la canne à sucre. Depuis l'indépendance obtenue en 1970, l'équilibre entre les deux communautés de poids démographique équivalent, reposait sur un *modus vivendi* : aux Fidjiens de souche océanienne le pouvoir politique et le contrôle des terres, aux Indiens le pouvoir économique. C'est ce subtil équilibre qui, brusquement, s'effondrait. Modèle de démocratie parlementaire et de concorde multiraciale, l'île dans toute l'Océanie, Fidji se trouvait en un régime autoritaire et nationaliste.

Deux ans après le coup d'Etat, le pays se trouve enlisé dans une impasse

institutionnelle aiguë. Le pouvoir n'a toujours pas pu mettre au point la Constitution devant légaliser l'hégémonie définitive de la communauté autochtone, objectif premier des pacifistes. Une fois les Indiens éliminés du débat public, le consensus nationaliste s'est en effet ébréché. Les trublions opposant civils et militaires, jeune génération urbanisée et potables coutumiers, auxquels s'ajoutent des tensions régionales entre l'Ouest, de souche mélanésienne, et l'Est, métissé polynésien, ont pour l'instant rendu impossible tout compromis.

De surcroît, le régime de Suva n'a pas réussi à vaincre totalement l'ostension diplomatique que lui avait coûté le péché originel du coup d'Etat. Il continue de se heurter à l'hostilité de l'Inde dans ses démarches visant à réintégrer le giron du Commonwealth qu'il a dû quitter à contrecœur pour proclamer la République. Les relations se sont en revanche légèrement détendues avec les puissances du Pacifique sud que sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande, contraintes au réalisme après avoir violemment dénoncé dans un premier temps le naufrage de la démocratie à Fidji. Soucieuse de ne pas perdre du terrain dans sa zone d'influence, l'Australie a ainsi fini par rétablir son aide civile mais maintenant le gel de son assistance militaire.

Dans ce contexte, les regards de Paris ont tout de suite été les bienvenus à Suva. En 1988, le montant de son aide avait doublé par rapport à 1985. A ceux qui lui reprochent de pratiquer auprès des Etats du Pacifique sud une « diplomatie du carnet de chèques » sans être trop regardante sur les vertus démocratiques de ses nouveaux partenaires, la France rétorque qu'elle se reconnaît que les Etats et non les gouvernements, position de principe qui a conduit l'Australie elle-même à assouplir son aide. En outre, ajoute-t-on du côté français, M. Michel Rocard a tenu à rendre visite à l'ancien premier ministre travailliste déchu par les militaires, M. Timoci Bavadra, comme pour lui offrir pour ses réquisitoires antirégimes.

FREDERIC BOBIN.

BRÉSIL : chronique d'une semaine ordinaire

« Crimes de cols blancs » et autres...

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

C'est la chronique de la semaine au Brésil. Un éditeur aucténaire, connu pour ses coups en Bourse, Naji Nahas, est recherché par la justice. Objet d'un mandat de détention préventive, il a choisi la fuite. L'un des éditorialistes du quotidien *A Folha de São Paulo*, Janio de Freitas, écrit que l'individu s'est réfugié à Paris. Le plus tranquillement du monde, Naji Nahas oppose un démenti. Il se fait photographier, dans son refuge, clandestin (dont on se demande s'il l'est vraiment) avec l'édition du jour du quotidien, pour démontrer qu'il est resté dans le pays. Et c'est avec la même tranquillité que son avocat, M. José Carlos Dias, diffuse la photo dans la presse, en même temps qu'un billet écrit de la main du fugitif, qui se présente comme une victime et se dit indigné des « mensonges » proférés contre lui.

Le personnage est connu dans les milieux financiers, et même dans le jet-set international. D'origine libanaise, âgé de quarante-deux ans, il est depuis deux décennies au Brésil, où il s'est enrichi grâce à des spéculations risquées. En juin dernier, son dernier coup a provoqué la fermeture temporaire des Bourses de Rio et de São Paulo et lui a valu des poursuites judiciaires : il avait acheté des actions en émettant des chèques sans provision d'une valeur de 35 millions de cruzeiros (environ 100 millions de francs de l'époque). Auparavant, il avait multiplié les opérations douteuses, semblait-il : au total, 200 millions de dollars se seraient volatilisés, d'où de sérieux remous dans les milieux boursiers.

Le journaliste de la *Folha* affirme que Naji Nahas n'en est pas à son coup d'essai. Il a déjà fait des opérations du même genre aux Etats-Unis, où, s'il se présentait, il

serait immédiatement emprisonné. Il a entraîné la fille brésilienne de la Société générale, dont il était associé, dans des entreprises condamnables. « Naji Nahas est un cas de police », affirme M. Fernando Gasparian, président du comité de contrôle de la Chambre des députés.

Jusqu'ici, rien de très banal, dans un pays où les fortunes se font vite, et par des moyens pas toujours orthodoxes. Ce qui l'est moins, c'est la façon dont Naji Nahas défie la justice et la police brésiliennes. Non seulement il a « pris la mouche » quand un mandat de détention préventive a été lancé contre lui, en attendant que la justice se prononce sur une demande d'habes corpus, mais il prétend avoir pris cette décision sur le conseil de son avocat, M. José Carlos Dias, qui a été le secrétaire à la justice de l'Etat de São Paulo. En outre, pour démentir sa présence à Paris, il a même prétendu tenir une conférence de presse dans la clandestinité. Sa photo et sa lettre ont circulé sans que la police soit capable, apparemment, de remonter à la source et de mettre la main sur lui.

Policiers
délinquants

Il existe au Brésil une expression familière pour désigner les délits tels que ceux qui sont imputés à Nahas. On les appelle les « crimes de cols blancs ». Ils restent généralement impunis. Comme le sont les délits commis par cette autre catégorie de délinquants que sont les policiers : nombreux sont les « représentants de l'ordre », en effet, qui volent, rackettent, trafiquent, assassinent, sans encourir guère plus que des sanctions disciplinaires.

Il y a quelques jours, Maria de Jesus da Silva, infirmière âgée de trente-neuf ans, a voulu prendre un train de banlieue à la gare centrale

de Rio-de-Janeiro. Le tourniquet servant au contrôle avait refusé son billet, elle a sauté par-dessus, de peur de manquer son train. Des soldats de la police ferroviaire l'ont arrêtée, enfermée dans un local de la gare, déshabillée, et pendant plusieurs heures, l'ont torturée et violée. Quand enfin ils l'ont relâchée, ce fut après avoir vidé son sac.

L'infirmité a porté plainte, faisant preuve d'un courage inhabituel, car ceux qui accusent la police s'exposent souvent à des représailles. Au commissariat, elle a reconnu les cinq gardes qui l'avaient martyrisée. Ceux-ci ont été appelés pour interrogatoire. Ils sont arrivés en rigolant, entourés de camarades venus leur apporter leur appui. Parmi les journalistes présents, il y avait des femmes photographes. L'un des violeurs les a apostrophées : « Camarades, ça sera bientôt votre tour ! ». Les autres gardes se sont rufés sur les appareils photo. La rigolade a continué, semble-t-il, pendant l'interrogatoire. Les cinq tortionnaires ont été relâchés en liberté. Dans de nombreux cas de ce genre, le maximum que les coupables aient écoupé, c'est l'expulsion de la police, à moins que leurs chefs ne se soient contentés d'une simple suspension.

Autre événement, mais sur un autre registre : les dernières mesures d'austérité prises par le gouvernement Sarney. Le président vient d'envoyer au Congrès un projet de loi prévoyant désormais des peines de prison pour les fraudeurs du fisc, ainsi que la privatisation de dix-huit entreprises de l'Etat. Motif : l'assainissement nécessaire des dépenses publiques. En même temps que son projet, le président a adressé une lettre aux parlementaires, expliquant tous les « efforts » qu'il avait faits pour réduire le train de vie des hauts fonctionnaires. La dernière mesure en date a consisté à annoncer que les villas de fonction

des ministres — situées dans un quartier privilégié au bord du lac de Brasília — seraient mises en vente. Ces diverses initiatives n'ont provoqué que des haussements d'épaules. Depuis son entrée en fonction, M. Sarney n'a cessé de promettre la dégrèvement de l'Etat et la réduction de l'évasion fiscale. Il a même affirmé un jour, à l'intention des téléscripteurs, que son gouvernement était « l'un des plus austères » au monde.

Crise
de confiance

Au fil des ans, les Brésiliens ont vu ce qu'il en était : le déficit public a augmenté, et divers scandales ont révélé le gaspillage et la corruption pratiqués en haut lieu. A sept mois de la fin de son mandat, M. Sarney promet à ses compatriotes une rigueur dont il n'a jamais fait preuve en quatre ans et demi de gouvernement. Son voyage à Paris, en juillet, pour assister aux fêtes du Bicentenaire, a été rien moins qu'austère : selon la presse, il a emmené avec lui une suite de cent cinquante personnes, alors que la délégation d'un pays riche comme le Japon n'en comportait que quatre-vingts. On cite le cas d'un conseiller présidentiel invité avec femme et enfants. « Le motif des accompagnateurs du président sont allés se promener », affirme l'hebdomadaire *Veja*. Voilà qui cadre mal, assurément, avec les difficultés économiques du pays et l'utilisation qui en est faite dans les forums internationaux.

Il s'agit là de trois faits pris dans l'actualité d'une semaine, qui montrent en quel réside la « crise de confiance » ou la « crise de confiance » dont souffre le Brésil, ce qui est évidemment un euphémisme : les Brésiliens utilisent des mots plus brutaux pour parler de leurs institutions et de leurs dirigeants.

CHARLES VANHECKE.



Au coeur du Panama, nous vivons dans un monde particulier. Au lieu de jouets, nous avons des fusils et la tristesse est notre réalité suprême, car un tyran inhumain a tronqué notre liberté.

Exposition sur les violations des droits de l'homme au Panama.

du 20 au 26 août, 1989

Hippodrome d'Auteuil
Porte d'Auteuil
75016
Paris '89

Présentée par : Le Comité panaméen des Droits de l'Homme.



هنا من الحق

Proche-Orient

LIBAN : tandis que la France renforce son dispositif naval

La CEE décide d'« évaluer les besoins » de la population

Il aura fallu quatre heures de discussions entre hauts fonctionnaires européens, lundi 21 août, à Paris — à la demande de la France, — pour que la CEE accorde d'une décision pour le moins prudente face à la crise libanaise : l'envoi « prochainement » au Liban d'une mission d'évaluation des besoins de la population. Les Douze sont, en outre, convenus d'accorder « la priorité » à l'action diplomatique, et ont réitéré leur « volonté de soutenir les efforts du comité tripartite arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite), efforts qui répondent aux objectifs de réconciliation nationale et de rétablissement de la souveraineté libanaise dans le cadre d'institutions rénovées et qui visent dans l'immédiat à obtenir un cessez-le-feu durable ».

Parallèlement à cette « décision » communautaire, la France, qui apparaît de plus en plus seule parmi les Occidentaux à réagir à la détérioration constante de la situation au Liban, a décidé de renforcer son dispositif naval au large des côtes libanaises. Deux nouveaux bâtiments de la marine nationale, le pétrolier ravitailleur la *Museu* et la frégate de lutte anti-sous-marin *Jean-de-Vienne*, doivent rejoindre les six autres navires de guerre envoyés en Méditerranée orientale dans le cadre de ce que l'on qualifie, à Paris, de mission de « secours et sauvegarde ». Ce sera donc une flotte de huit bâtiments qui croiera, dans les jours à venir, au large du Liban. Au centre de ce dispositif naval, on trouve le *Foch*, l'un des deux porte-avions — avec le *Clemenceau* — dont dispose la France. Parti de Toulon, samedi soir, avec près de deux mille hommes à bord, le *Foch*, qui doit être rejoint en mer par des chasseurs et des hélicoptères, devrait arriver en milieu de semaine au large du Liban. Il est accompagné du *Cassard*, la plus moderne des frégates anti-aériennes françaises, entré en service en juillet 1988 et disposant d'équipements informatiques de pointe assurant son autodéfense ainsi que de quatre missiles de défense anti-aérienne SM1 d'une portée de 50 kilomètres, d'un système Sadril de protection anti-aérienne rapprochée et d'armements sous-marins.

Socié

d'apaisement

Un transport de chalands de débarquement, l'*Orage*, notamment équipé d'un bloc opératoire et transportant du matériel médical ainsi qu'environ un millier de lits pliants, a quitté Brest, samedi, pour les côtes libanaises où croisent déjà trois autres navires français : la frégate *Duquesne* (bâtiment lance-missile très mobile), l'*Aviso D'Estienne d'Orves* (le plus ancien aviso de la marine nationale, conçu pour la lutte anti-sous-marin côtière) et le pétrolier-ravitailleur *Var*.

Confirmer le soul de Paris de rassurer les différents belligérants au Liban sur les intentions de la France, l'ambassadeur à Beyrouth, M. René Ala, a de nouveau insisté sur le fait qu'il n'était « pas question d'une intervention militaire » et que l'aide française s'adressait à « l'ensemble du peuple libanais ». Après s'être entretenu, lundi, avec le chef du gouvernement à majorité musulmane soutenu par la Syrie,

M. Selim Hoss, qui avait demandé des « éclaircissements » à la France sur l'envoi d'une telle armada, M. Ala a assuré que « la venue en Méditerranée orientale d'un certain nombre de bâtiments de la marine nationale correspond uniquement au souci du gouvernement français de réunir un certain nombre de moyens techniques pour le cas, que nous ne souhaitons pas, où le pire arriverait ».

Les tentatives d'apaisement françaises ne paraissent cependant pas avoir encore fait effet. Dans une allusion claire aux initiatives de Paris, le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, a estimé que « les bruits » suscités par certains milieux occidentaux ainsi que « leurs actions aux conséquences négatives compliquent la crise libanaise ». M. Khaddam a également renouvelé l'appel de son pays à ses alliés libanais — « les forces nationales libanaises ». Allié qui n'est pas ménagé leurs critiques à l'encontre de la France, qu'ils accusent notamment de vouloir lever la brigue naval qu'ils imposent, avec la Syrie, depuis près de six mois aux côtes chrétiennes.

A Washington, c'est du bout des lèvres que l'administration de M. George Bush — soumise à chantage de la part des preneurs d'otages au Liban — a commenté l'envoi de navires français au large des côtes libanaises, reconnaissant simplement que cette initiative relevait des « prérogatives » et du « droit » de la France à disposer de ses bâtiments de guerre pour, éventuellement, porter secours à ses ressortissants. « En agissant de la sorte, [les Français] ne sont certainement pas en contradiction avec notre politique », a déclaré le secrétaire général de la Maison Blanche, M. John Sununu.

Après les menaces proférées par un groupe terroriste libanais — l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) — contre la vie de deux otages américains en contradiction avec notre politique », a déclaré le secrétaire général de la Maison Blanche, M. John Sununu.

POINT DE VUE

Une odeur de mort...

par Michel Debré

Long, le très long martyre des habitants de la capitale libanaise est une des affreuses tragédies de notre temps. Comme toute tragédie paraît vaine, comme toute agitation des « grands » de ce monde paraît mesquine ! Des hommes, des femmes, des enfants, meurent sur les bords de la Méditerranée, à quelques heures de millions de vacanciers insouciantes ! A peine éteints, les lampions allumés en l'honneur du bicentenaire de la Déclaration solennelle des droits, le premier d'entre eux, le droit à la vie, est foulé aux pieds dans d'admissibles conditions !

Nos « princes » et nos « princesses » qui dirigent nos affaires et celles du monde ou qui influent sur leur déroulement tirent-ils de ce drame la leçon qui s'impose ? S'apprêtent-ils à tout oublier ? Le rappel de certains principes serait cependant utile.

Sens la France

parle

Le premier est clair. Un jour ou l'autre, les erreurs commises dans le passé se paient. Le Liban vivait sur des institutions qui, partageant le pouvoir entre communautés de croyances différentes, supposaient le maintien d'un équilibre démographique. La communauté chrétienne s'est laissée distancer et ses chefs se sont contentés d'un succès apparent : l'arrêt de tout nouveau recensement. Dès lors, petit État à majorité musulmane, comment éviter le rapprochement avec les puissants pays arabes, ne pas épouser leur cause et leur grande querelle, s'opposer à l'implantation de camps palestiniens et aux activités « mili-

taires » et terroristes dont ces camps sont l'origine ?

Le second principe n'est pas moins clair. Le général Aoun a raison de le rappeler, et il aura devant l'histoire le mérite, quel qu'il arrive désormais, d'avoir voulu mettre la force de son côté. La Syrie n'a jamais reconnu le Liban. Cette attitude est antérieure aux dirigeants actuels. La « grande Syrie », par l'annexion d'une part du Liban, depuis plus d'un demi-siècle est le rêve de tous les responsables syriens. Dès que les circonstances ont été favorables, et sans se préoccuper des méthodes, le dictateur syrien est passé à l'action. Voilà plus de dix ans que le processus est en marche. On imagine ce qui peut le ralentir, non ce qui l'arrêtera.

J'ose ajouter une réflexion à l'intention de ceux qui croient et de ceux qui feignent de croire que demain la « force » de l'Europe remplacera utilement la « faiblesse » de la France. S'il est une illusion néfaste, c'est bien celle-là ! La plupart de nos voisins européens ne font aucune différence entre Damas et Beyrouth. Certains, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la morale, soutiennent la Syrie. La France, seule, parle, et sa voix ne rencontre aucun écho : l'Europe ne suit pas et renonce.

Depuis plus de dix ans, le Liban meurt dans l'indifférence, et l'Occident accepte la disparition d'un État qui portait témoignage de ses valeurs.

Il est vrai que les événements ne se répètent jamais. Cependant, comment ne pas se répéter la phrase de Churchill interpellant le gouvernement de son pays au moment de Munich : « Vous avez le choix entre la déshonneur et la guerre ; vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre. »

ALAIN FRACHON.

Le soulèvement dans les territoires occupés

Un nouveau moyen de répression : des policiers déguisés en touristes

JERUSALEM

de notre correspondant

Le maire de Bethléem est en colère. Le paisible Elias Frej tonne contre le comportement d'agents des forces de sécurité israéliennes qui, selon nombre de témoignages concordants, étaient déguisés en touristes quand ils ont ouvert le feu, le week-end dernier, sur des Palestiniens venant de lancer des pierres sur une patrouille de l'armée. Un Palestinien a été tué, un autre blessé.

C'est une affaire très grave qui peut créer une atmosphère de « suspicion » à l'égard de tous les touristes se rendant dans la ville de la Nativité, estime M. Frej.

L'incident a lieu, samedi matin 19 août, en plein marché de Bethléem. D'après les témoins, c'est d'abord une confrontation « classique » entre lanceurs de pierres et patrouille de l'armée. Jusqu'au moment où, émergeant de la foule, des hommes en civil — trois ou quatre, selon les témoignages — portant sacs de voyage, guides et appareils de photo, se mettent de la partie et, « à très courte distance », ouvrent le feu avec des revolvers sur les Palestiniens.

Dès lundi 21 août, la Direction unifiée du soulèvement (regroupant les principales tendances de l'Olp) réa-

gissait. Un tract était distribué à Bethléem. Il appelait les résidents de la ville à se « méfier de tout étranger (...) qui flânait alentour de manière suspecte ». La Direction exhorte les ambassades étrangères à intervenir fermement auprès des autorités israéliennes pour que soit mis un terme à une pratique qui, selon elle, met désormais les touristes en danger.

L'affaire témoigne de l'apreté de la confrontation quotidienne qu'est le sou-

lèvement dans les territoires — quelle que soit l'attention que les médias lui prêtent. Au lendemain d'un week-end qui s'était soldé par quatre morts, côté palestinien, la journée de lundi a connu une nouvelle série d'affrontements : deux Palestiniens ont été tués par les tirs des soldats dans la localité de Ram, au nord de Jérusalem, et un troisième dans un village près de Bethléem, cependant qu'au moins une dizaine d'autres étaient blessés par balles.

ALAIN FRACHON.

● IRAN : soixante-dix-neuf pendaisons. — Soixante-dix-neuf personnes, dont plusieurs femmes, jugées pour trafic de drogue ainsi que pour « prostitution et corruption » par les tribunaux islamiques, ont été pendues, samedi 19 août, dans vingt-deux villes iraniennes, a rapporté Radio-Téhéran. Ces pendaisons portaient à neuf cent une le nombre de personnes inculquées de trafic de stupéfiants pendues en Iran depuis l'entrée en vigueur, le 21 janvier dernier, d'une loi antidrogue particulièrement répressive. — (AFP.)

● M. Habib nomme premier vice-président. — Le ministre sortant de la justice, M. Hassan Ibrahim

Habibi, a été nommé, lundi 21 août, premier vice-président de la République islamique d'Iran par le président Ali Akbar Hachémi-Rafсандjani. M. Habib, cinquante-deux ans, appartenait au gouvernement de M. Mir Hossein Mousavéi depuis huit ans. Spécialiste en droit islamique, il a fait également partie du conseil de révision de la Constitution nommé par l'imam Khomeiny. Avant la révolution de 1979, il avait déjà été chargé-projet de la Constitution islamique. La première vice-président iranien a séjourné pendant quinze ans en France, où il a obtenu son doctorat en droit à l'université de Montpellier. — (AFP.)

Asie

CHINE : le 85^e anniversaire de M. Deng Xiaoping

Plaidoyer en faveur de la « petite démocratie »

PÉKIN

de notre correspondant

Le retard de la Chine à commenter l'évolution de la situation à Varsovie est aussi éloquent que la gaffe commise par l'un de ses principaux journaux officiels, le *China Daily*, lundi 21 août, en annonçant en première page de manière factuelle la nomination de M. Mazowiecki au poste de premier ministre : la légende était correcte, mais la photographie montrait le visage de... M. Gernem. Méprise quasiment « freudienne » qu'a évitée le *Quotidien du peuple* puisque l'organe du Parti communiste se contente depuis plusieurs jours de reproduire, sans photographie ni commentaire, et en leur donnant le strict minimum d'importance typographique, les dépêches de l'agence Chine nouvelle en provenance de Pologne. Visiblement, on n'aime pas du tout, au sein du pouvoir à Pékin, ce qui est en train de se passer dans un pays dont le chef d'État avait été cité par M. Deng Xiaoping en modèle de démocratie socialiste face à l'agitation pour l'imposition de l'état de siège en 1981.

Pour l'homme de la rue qui écoute les radios occidentales, il y a quelque ironie à voir M. Deng fêter, au même moment, mardi 22 août, ce qui est officiellement présenté comme son quatre-vingt-cinquième anniversaire — le caractère fantaisiste de l'état civil chinois au temps de sa naissance permet bien des doutes — trois mois presque jour pour jour après l'instauration de la loi martiale à Pékin, qui aboutit au drame de début juin. Les médias

n'ont pas explicitement célébré son anniversaire, mais il n'y a pas qu'une coïncidence dans la publication mardi, en première page du *Quotidien du peuple*, d'un discours de M. Deng datant du 8 avril 1957, où le secrétaire général du Parti communiste du moment expose ses vues en matière de liberté d'expression : « Nous ne sommes pas partisans de la grande démocratie (à l'occidentale) pour la Chine. Nous pourrions nous en préoccuper si nous avions la petite démocratie. Mais si nous n'avons pas la petite démocratie, alors il faut craindre que nous ayons la grande démocratie. » La « petite démocratie » consiste à faire en sorte que « la parti offre des voies par lesquelles les masses peuvent exprimer leurs plaintes, faire connaître leurs vues et leurs requêtes ».

Succession

à la commission militaire

Le discours figure dans un nouveau volume d'écrits et d'interventions de M. Deng datant de la période 1953-1965 mis en librairie lundi avec force publicité médiatique. L'état de santé du vieux dirigeant, qu'on n'a pas vu en public depuis le 9 juin, donne quelque inquiétude à la communauté diplomatique. La presse officielle s'est contentée de publier une photographie datant du 2 juillet le montrant assis dans un fauteuil, les traits tirés, la main droite légèrement levée, parlant à un interlocuteur invisible.

Les rumeurs qu'on soupçonne derrière les faux bruits ayant circulé sur le sort du ministre de la Défense,

le général Qin Jiwei (le *Monde* du 22 août), tiennent sans doute aux discussions en cours au sommet de la hiérarchie sur la réorganisation de la toute-puissante commission militaire du parti en prévision de la disparition de M. Deng, son président. Dès avant la crise du printemps, M. Deng avait fait savoir qu'il souhaitait passer la main. Entre-temps, l'homme à qui devait revenir le poste, M. Zhao Ziyang, secrétaire général du parti et numéro deux en titre de la commission, a été limogé. En théorie, sont donc à attribuer les deux premiers fauteuils, au moins, de cette instance où repose le cœur du pouvoir de la République populaire.

Le général Yang Shangkun (quatre-vingt-deux ans), chef de l'État au profil de séigneur de la guerre, orchestrateur militaire de la répression, venait avant la crise en troisième position de la commission. Il ne voit certainement pas d'un œil favorable l'éventualité que le général Qin, qui avait dans un premier temps dit non à l'opération militaire, puisse postuler un siège. Un autre personnage qui ne cache guère son ambition de siéger à la commission est le général à la retraite Wang Zhen (quatre-vingt-un ans), vice-président de l'État, qui n'avait pas hésité à parler au nom de cette instance militaire — dont il n'est pas membre — pour féliciter les troupes de leur intervention à Pékin. M. Wang Zhen nourrit une franche hostilité envers tout ce qui avait fait du passage au pouvoir de M. Zhao une période innovatrice, en matière culturelle notamment.

FRANCIS DERON.

JAPON : dans la perspective d'un gouvernement de coalition

Les socialistes se disent prêts à honorer le traité de sécurité avec les Etats-Unis

TOKYO

de notre correspondant

Le parti socialiste japonais a annoncé, lundi 21 août, qu'il honorera le traité de sécurité avec les Etats-Unis s'il était appelé à former un gouvernement de coalition avec les autres formations d'opposition. Cette déclaration, faite par le secrétaire général du PS, M. Tsunao Yamaguchi, lors d'une réunion des dirigeants régionaux du parti qui s'est tenue dans la ville d'Ito, est la première confirmation officielle d'un infériorisme de la position des socialistes, destinée à créer les conditions favorables à un éventuel programme politique commun de l'opposition non communiste.

M. Yamaguchi a d'autre part déclaré que son parti était favorable au maintien des forces d'autodéfense (armée japonaise), mais que devait être respecté le seuil de 1 % du PNB consacré aux dépenses militaires.

Contradictions

Cette évolution de la position du PS qui vise à rassurer à la fois l'électorat modéré et les Américains se situe en fait dans la ligne réformatrice initiée sous la direction de M. Ishibashi, prédécesseur de M. Doi à la présidence du PS et représentant de son aile droite. En janvier 1986, le PS avait adopté une nouvelle plateforme politique, élaguant une phre-

seologie marxiste-léniniste obsolète. Ce qui n'avait guère convaincu l'électorat puis qu'en juillet de la même année, il essayait une cuisante défaite électorale qui contraignait M. Ishibashi à démissionner.

Si les socialistes vont cette fois un peu plus loin, ils restent néanmoins empêtrés dans leurs contradictions internes : les compromis entre leurs positions traditionnelles et une quête de réalisme dictée par les circonstances ne paraissent guère convainquants. Dans sa déclaration, M. Yamaguchi a en effet précisé que, tant en ce qui concerne le traité avec les Etats-Unis que les forces d'autodéfense, ils seraient maintenus « pour l'instant ». En d'autres termes, si le PS cherche à être pragmatique, il ne revient pas entièrement par tant sur ses positions antérieures. Afin d'assurer la « continuité » de la diplomatie nipponne, les socialistes paraissent réagés au maintien du traité mais ils ne l'approuvent pas (comme le leur demandent les Américains, les démocrates). En d'autres termes, ils sont toujours favorables à sa transformation en un traité d'amitié sans implication militaire.

En ce qui concerne les forces d'autodéfense, la position exprimée par M. Yamaguchi est proche de celle déjà formulée par M. Ishibashi : reconnaître la réalité de l'existence des forces d'autodéfense (acquiesces à la suite d'un processus législatif régulier et acceptées par la majorité de la population, à en croire les sondages) mais réaffirmer leur inconstitutionnalité en ce

qu'elles contreviennent à l'article 9 de la Constitution (le PS a préféré cette fois ne pas s'appesantir sur ce deuxième volet de la thèse Ishibashi).

A terme, le PS a en outre annoncé qu'il demanderait la fin des exercices militaires conjoints avec les Etats-Unis et le retrait des troupes américaines stationnées au Japon. En ce qui concerne les questions de sécurité, il entend discuter, avec les partenaires d'une éventuelle coalition, un projet de traité régional et réorienter, dans un sens « multilatéral », et non pas seulement axé sur les relations nippo-américaines, la diplomatie japonaise.

PHILIPPE PONS.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES

DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 14 novembre 1988, M. TENDON Férinand, né le 29 mai 1924 à Vieux-Habitants (Gironde), demeurant à SAINT-MANDE (94), 50, rue du Commandant-Monguette, a été condamné à trente mois d'emprisonnement dont dix mois avec sursis. A dit que la peine prononcée au jour sera confondue avec celle prononcée par la cour d'appel de PARIS, le 3 juillet 1985, pour AIDE FISCAL.

La Cour, a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et le *Figaro*. L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de SAINT-MANDE (94).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

A TRAVERS LE MONDE

Liberia

Protestation

d'Amnesty

International

L'ancien ministre de la défense du Liberia, le général Gray Allison, condamné à mort, vendredi 18 août, sous l'accusation d'avoir assassiné un policier, a vraisemblablement été jugé pour des motifs politiques au cours d'un procès expéditif, a indiqué lundi 21 août, à Londres, Amnesty International. « Il a été suggéré que les charges (contre le général Allison) ont été délibérément fabriquées pour des raisons politiques », note l'organisation humanitaire, dans un communiqué. Le procès a eu lieu devant une cour martiale « ne respectant pas les conditions internationales exigées d'un jugement loyal ». — (AFP.)

Pérou

« Vague de terreur »

Une « vague de terreur » s'est abattue sur le Pérou, où des centaines de personnes ont disparu, ont été torturées ou tuées par les forces gouvernementales au cours des dix derniers mois, indique Amnesty International dans un rapport qui doit être rendu public mercredi 23 août.

L'organisation de défense des droits de l'homme basée à Londres indique que ces activités des forces de l'ordre viennent s'ajouter à des campagnes d'assassinats, de sabotages et d'offensives militaires menées par des groupes d'opposition armés. Amnesty International précise que ces multiples violations des droits de l'homme ne se limitent plus aux zones sous contrôle militaire, mais que depuis 1988 elles ont lieu dans presque toutes les régions.

Un jugement rendu par la 6^e chambre

A correctionnelle du tribunal de

grande instance de PONTAISE, en date

du 28 mars 1989, condamne SER-

ROUSSE Férinand-Léon-Léon, né le

7 octobre 1954 à Paris (13^e), demeurant

à Neuilly-sur-Seine (92), 43, boulevard

Victor-Hugo, comptable, étant

portant de la S.A. F.V. TRANS-

PORTS RAPIDES, d'avoir vendu des

prestations de services réalisés effectués

par la S.A. F.V. TRANS-PORTS RAPIDES

une prime consistant en produits ou

prestations de services différents de

ceux qui sont l'objet de la vente ou de la

prestation de services réalisés effectués

par la S.A. F.V. TRANS-PORTS RAPIDES

une prime consistant en produits ou

prestations de services différents de

ceux qui sont l'objet de la vente ou de la

prestation de services réalisés effectués

par la S.A. F.V. TRANS-PORTS RAPIDES

une prime consistant en produits ou

prestations de services différents de

ceux qui sont l'objet de la vente ou de la

prestation de services réalisés effectués

par la S.A. F.V. TRANS-PORTS RAPIDES

une prime consistant en produits ou

prestations de services différents de

ceux qui sont l'objet de la vente ou de la

prestation de services réalisés effectués

par la S.A. F.V. TRANS-PORTS RAPIDES

une prime consistant en produits ou

prestations de services différents de

ceux qui sont l'objet de la vente ou de la

prestation de services réalisés effectués

par la S.A. F.V. TRANS-PORTS RAPIDES

une prime consistant en produits ou

prestations de services différents de

décidé de procéder au contrôle des

Ca. V.

Partis en déshérence

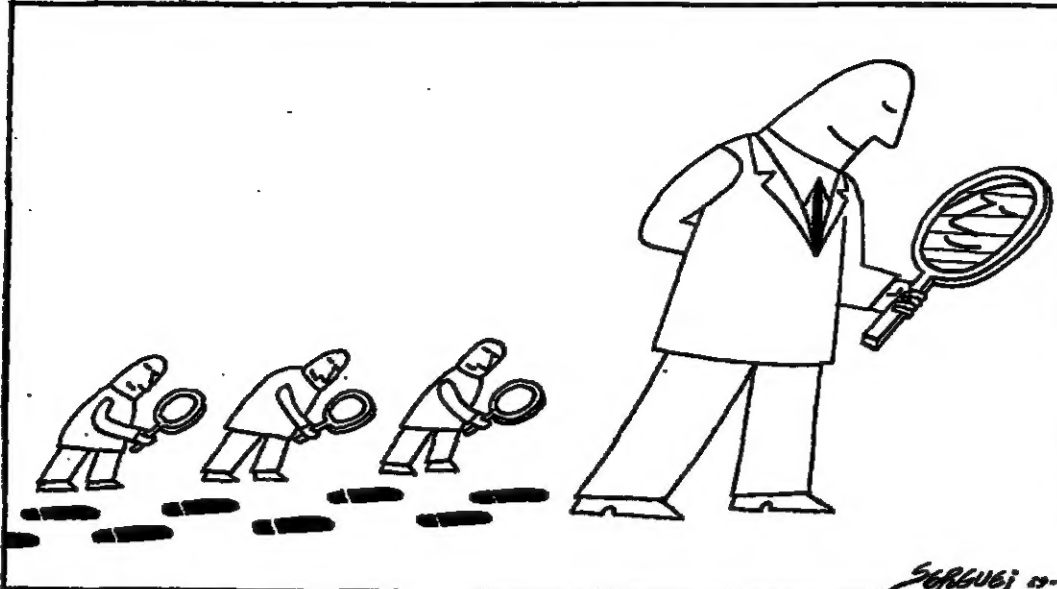
II. - L'assaut contre la classe politique

Orphelins après les défaites de Raymond Barre et Jacques Chirac à l'élection présidentielle, les militants politiques de droite sont atteints de déshérence. Les socialistes aussi, qui ont le succès gracieux (le Monde du 22 août). Certains, à droite et à gauche, se plaignent de l'absence de débat idéologique et de la confusion ambiante qui ne permet plus de distinguer clairement les deux camps. Tous, ou presque, émettent des jugements sévères sur la classe politique qui serait, selon eux, coupée des réalités.

Hors meetings et manifestations de rue qui les chauffent à blanc, les militants du Front national ne demandent pas mieux que d'être vus, fût-ce par un journaliste du Monde, l'ennemi juré que l'on lit parfois, toujours après avoir regardé la Cinq, chaîne télévisée de référence. Ils sont aimables, extrêmement urbains, n'ont pas le cribe rancé, vivent comme tout le monde. Aimables et épris de camaraderie. Conviviaux. La visite leur permet de se faire mieux connaître et d'accepter par ceux qui leur sont, en principe, hostiles.

Ce soir-là, au début de juillet (avant que M. Jean-Marie Le Pen n'ait parlé de l'« internationale juive » et de l'influence des vœux sur la progression maritime de l'immigration maghrébine), ils étaient huit, dont un permanent du Front, Philippe Olivier, vingt-sept ans, réuni dans le salon paisible d'une cité endormie de Maisons-Alfort (Val-de-Marne), chez Franck Marest, directeur artistique, militant depuis 1981. Trois d'entre eux sont conseillers de la municipalité dirigée par un maire qui appartient au Parti républicain. On a plaisanté, sans conséquence et comme tout le monde, sur les jolies jambes de la seule femme présente, adhérente de fraîche date, catholique pratiquante, horrifiée par le film de Martin Scorsese, la Dernière Tentation du Christ, petite-fille d'un conseiller général RPR, fille de parents UDF et dont le surnom est chez les Verts. « La honte de la famille », dit-on en riant gentiment dans le salon du directeur artistique. Dans un immeuble honnête, rien de bourgeois, dont les boîtes à lettres, l'ascenseur et les cages d'escalier ne sont pas défencés. On retiendra de cette soirée entre gens de bonne compagnie la diversité de ce petit monde : le directeur artistique, un médecin (Alain Bonparis, soixante-trois ans, qui a adhéré en 1981 parce qu'il savait « qu'il était derrière Mitterrand », c'est-à-dire les communistes) ; un maître d'hôtel, Jacques Vanel, cinquante-deux ans, militant depuis 1986 ; un artisan, Joël Hourdeau, quarante-deux ans, sorte d'ansarabiste de droite ; un lycéen, David Rastin, dix-sept ans, qui écoute les anciens ; tous « copains » comme ils disent. Et surtout, pour quelques propos qu'il tient, Roland Lesguillon, quarante-deux ans, gérant d'une petite société.

Roland Lesguillon qui a adhéré en 1984 possède une camionnette qu'il prête pour tout collage d'affiches et autres activités militantes. Le Front lui coûte 3 500 francs par an. Il aime bien « faire les marchés » parce qu'on y rencontre beaucoup de monde à la fois, au contraire des banlieues pavillonnaires où il



font cavalier, à pied, de vingt mètres en trente mètres, pour glisser un tract dans une boîte à lettres. Il aime moins quand sa femme l'engueule parce que le Front avait l'espace et le temps de la famille. Il dit, péremptoire : « Les gens votent à gauche, ils votent à droite, et rien ne change : pour l'instant, le bifeck est toujours plus petit... »

Quelle différence ?

Conversation de bistrot ? Pourquoi pas. Elle est juste si l'on peut croire — on le croira, puisqu'on l'a déjà entendue — que l'autre bout du champ de bataille un militant communiste aurait pu dire la même chose (après le retrait des ministres communistes en 1984). Et sans doute un militant RPR, UDF ou socialiste, à condition d'y mettre un peu d'application. Cela arrive et explique, pour une part, la déshérence des militants de tous bords.

Quelle différence y a-t-il entre la gauche et la droite si l'on est assis par l'air du temps ? La droite, plus que la gauche, manque d'air, et c'est bien normal, puisque la gauche, qui a été gestionnaire, a bouleversé les données de base de la météorologie politique nationale. Les autres, ceux qui subissent, s'y reconnaissent encore moins que ceux qui exercent le pouvoir. Ils en sont devenus sourds et aveugles, incapables de distinguer camélins, nimbus et stradiavins : les hommes, les idées et la musique des idées. Le plus brutal d'entre eux, Roland Camus, quarante-deux ans, militant du Parti républicain depuis 1982 (le Monde du 22 août), se pose la question et donne une réponse : « Qu'est-ce qui différencie Fabius de Létourneau ? Ce sont des bourgeois qui appartiennent à la même caste sociale... » Philippe Bescapille, cinquante-cinq ans, cadre au Crédit agricole à Bayonne, militant du Parti républicain par attachement à Valéry Giscard d'Estaing et hostile à François Mitterrand, explique : « Les gens pensent que les partis disent tout le même chose. Le Parti socialiste a tellement changé ! La RPR aussi ! Ils ne votent plus de différence et ils se lassent de nous entendre... » Le benjamin du conseil municipal de Lyon, Franck Morel, vingt et un ans, étudiant, militant RPR depuis quatre ans, admet que

la classe politique à laquelle il appartient « est un peu décalée par rapport à la réalité ». « Il y a eu, dit-il, trop d'idéologie et, maintenant, il n'y en aurait presque pas assez. Il nous manque des combats et des querelles. On ne voit plus les différences... » Un ancien conseiller municipal RPR de Marseille, André Poudrevigne, cinquante-six ans, professeur de lettres classiques dont le père était mineur et la mère sténodactylo, explique ainsi la crise des partis : « A partir du moment où on dit « c'est bonnet blanc et blanc bonnet, tout le monde voit la classe politique, les socialistes font monter la Bourse, les objectifs sont les mêmes et seuls changent les moyens

pour les atteindre », les électeurs se désintéressent... »

En vase clos

Le même pense que « la classe politique n'a pas l'oreille de la population ni même des militants » parce qu'elle « navigue dans un rayon d'un kilomètre et demi autour de l'Elysée et de Matignon, ce qui n'est pas le meilleur moyen de sentir le pays ». Une classe politique déconnectée des réalités, qui fonctionne en vase clos et dont les représentants méprisent « la base » : ces appréciations reviennent comme une rengaine dans tous les discours

militants, ou presque. Jean-Louis Geiger, quarante-neuf ans, chef d'entreprise, conseiller régional (PR) des Bouches-du-Rhône : « C'est une sorte de caste, de clan dont les membres s'entendent entre eux, avec ses rites, son langage. Elle est médiocre et refermée sur elle-même... » Alain Radisson, médecin à La Seyne-sur-Mer, militant PR depuis 1986 : « Elle est inefficace, à gauche comme à droite. Elle n'a pas les pieds sur terre. Le seul débat partiel qui me plaise, c'est le bébé show... » Roland Camus, quarante-deux ans, toujours pour le Parti républicain où il militait depuis 1982, à Orléans : « Ras-le-bol. Les sénors s'affichent trop. Ils feraient mieux de venir voir ce qui se passe en province. Seulement voilà, un type comme Madelin vous répond : « Je ne me déplace pas à moins de quatre cents personnes... Comme une vedette du spectacle. La classe politique méprise le militant... » Orléans toujours, mais au RPR cette fois : Dominique Piazini, vingt-six ans, employé dans le service de sécurité d'une grande surface, se plaint des notables, « ces hommes pour qui on colle et qui ne nous connaissent même pas ». Cela ressemble à du dépit amoureux. Les jugements portés se situent rarement au niveau de violence qu'attendent Jacqueline Hantelon, quarante-deux ans, vendeuse interprète, qui s'est engagée dans l'association Lorraine demain, d'obédience CDS, parce qu'elle a eu un « coup de cœur » pour le nouveau maire de Lourdes, François Douste-Blazy : « La plupart sont des pourris. Ils devraient s'occuper davantage de social, de science, de la jeunesse, de la délinquance et des problèmes de société comme la drogue... » Pourris, le mot est peu utilisé, même au Front national.

Rares sont les militants qui pensent que les hommes politiques profitent de leur situation pour s'en mettre plein les poches, ils en sont plutôt, dit-on généralement, de leur poche.

Journalistes

La vision critique de la classe politique est plus modérée à gauche. Patrick Mottard, trente-huit ans, assistant à la faculté de droit de Nice, conseiller régional socialiste, irrité par cette campagne de « dénigrement qui est dans l'air du temps », affirme que « le milieu politique n'est ni meilleur ni pire qu'un autre » et que, s'il paraît peu ragotant, c'est parce que les enjeux de pouvoirs y sont plus clairement affichés « que dans le milieu universitaire, par exemple ». Patrick Trochu, trente ans, musicien au chômage à La Ciotat, communiste enrôlé depuis 1975 — il a adhéré à l'âge de seize ans — admet simplement, ne parlant que de sa propre chapelle, que les dirigeants de son parti « ne parlent pas suffisamment en profondeur des fossés sociaux qui se sont creusés dans notre société ». Il ajoute, ce qui est exceptionnel — du moins publiquement — au PCF, que Georges Marchais est « un peu usé médiatiquement » et que « le personnage ne passe plus ». L'indulgence est aussi une vertu de droite. Les hommes politiques la méritent « quand on songe aux sacrifices qu'ils font, sans aucune sécurité de l'emploi », remarque Jean Fauchon, militant RPR depuis 1978, électromécanicien en retraite, conseiller municipal de La Seyne.

Les médias portent, selon de nombreux militants, une large part de responsabilité dans le discrédit de la classe politique. Les journalistes « sont nuls » et « au ras du sol », affirme Hélène Guillaume, secrétaire de la section du Rhône du club rocardien Convaincre. Professeur de lettres à la retraite, soixante-quatre ans, elle a changé d'avis après trois ans de militantisme et exprime aujourd'hui « une certaine admiration » pour les politiques qui consentent « tout leur temps à faire avancer leur idée ». S'il n'y avait pas ces journalistes « nuls », le Monde n'échapperait pas à sa critique — pour poser « des questions de politique politicienne » toujours, et jamais « les questions de fond », la politique et ses représentants se porteraient mieux.

Enquête réalisée par :

Notre bureau de Lyon, notre correspondant régional à Marseille, Guy Porte, nos correspondants à Besançon (Claude Fabert), Bordeaux (Ginette de Marthel), Brest (Gabriel Simon), Metz (Jean-Louis Thiel), Moulins (Jean-Yves Vih), Nîmes (Jacques Spindler), Orléans (Régis Guyotat), Strasbourg (Jean-Marie Boehm), Tarbes (Jean-Jacques Rollat). Nos envoyés spéciaux : Jean-Louis Andréani, Olivier Biffaud, Valérie Devillechabrolle, Patrick Jerraud. A Paris : Jean-Yves Lhonnau.

Prochain article :

Copains, compagnons et camarades

Les tournées de collage d'affiches

Dérisoire mais convivial

« Un collage d'affiches, cela fait tellement plaisir que nous ne nous arrêtons jamais de le faire, même si cela a un impact limité. » Depuis quatre ans qu'il recouvre régulièrement les murs de Dijon, Vincent Ancoz, jeune étudiant RPR, ne s'en est jamais lassé. Son enthousiasme est largement partagé par les militants de tous âges et de toutes tendances. La vie d'une affiche électorale est pourtant bien éphémère — « trente secondes parfois ! » — et la colle n'a souvent pas le temps de sécher qu'un militant du camp adverse a déjà jeté l'image au caniveau.

« C'est dérisoire », reconnaît Jean-Paul Juillard (PS), cuisinier à Mâcon, mais qu'importe ! Les collages qui rythment la vie quotidienne en campagne électorale alimentent, avant tout, une convivialité partisane indispensable. « Si vous saviez ce que ça peut souder les militants de base ! », s'exclame Gaston Paucot (RPR), dévot de vaches laitières dans la brebis, qui a lui-même coté durant dix ans et à encore en bouche « le goût des casse-croûtes sur le coup de 4 heures du matin ». Car « saucisson et canon de rouge sont de la partie au même titre que balais, seaux et colle ». Car « saucisson et canon de rouge sont de la partie au même titre que balais, seaux et colle ». Car « saucisson et canon de rouge sont de la partie au même titre que balais, seaux et colle ». C'est un petit moment de

détente bien agréable, renchérit Lucette Sarrazin (PS), professeur, surtout en campagne électorale où tout le monde est sur les nerfs. « Les militants prennent un paquet d'affiches et s'en vont coller entre copains, en couple et même en famille », raconte Jérôme (FN), agent commercial à Dijon. « J'y ai même emmené ma femme enceinte », ajoute Jean-Paul Juillard. Les gendarmes tolèrent généralement bien cet affichage illégal, même si « un jour, ils ont tiré en voyant des manches de pioches dans la camionnette », glisse Ivan (RPR), médecin auto. Quant à Jérôme (FN), la seule critique qu'il fait aux policiers est de « coller cher au Front national parce qu'ils nous dévalisent en briquets, autocollants, gadgets... »

Quels souvenirs tout de même ! Jean-Marie Nudant, secrétaire de la fédération RPR en Côte-d'Or, se souvient en rigolant d'une de ses premières sorties nocturnes en 1958 : « On avait bombardé une croix de Lorraine sur le mur de la maison d'un communiste, valu comme un singe et avec des muscades comme ça. Il a vu beau repêcher quatre fois son mur, le croix de Lorraine est restée pendante plus de vingt ans ». Ivan, lui, se rappelle du « tube

Citroën dont on avait enlevé le plancher pour bombarder des croix de Lorraine sur la chaussée à Chalon ». Quant aux jeunes démocrates sociaux de Dijon, leur plus haut fait d'armes, durant la dernière campagne européenne, est d'avoir collé sous le nez de Robert Poujade (le maire RPR) des affiches de la liste du centre. Les préoccupations des colleurs d'affiches se portent bien sûr dans les États-majors nationaux. La preuve en est, selon François Rysto, que « les affiches qu'ils nous envoient sont généralement tout à fait inadéquates à la réalité locale ».

Certains, toutefois, ne participent pas à cet engouement pour le collage. Les militants RPR de Chalon-sur-Saône préfèrent, par exemple, laisser cette activité à « une équipe spécialisée ». De toute façon, « c'est inefficace et ça saute les murs », précisent-ils. C'est pourquoi, Dominique Perben, le maire de la ville « a fait une campagne municipale propre en limitant le collage et en faisant plutôt diffuser une brochure sur son bilan ». Un procédé sans doute moins folklorique mais qui ne l'a pas empêché d'être élu, dès le premier tour, avec 59 % des voix. VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

L'engagement ou le « métro-boulot-dodo »

Jeanine Lachaud ouvre la porte de son pavillon avec un large sourire : « Maintenant, je suis libre mon mari qui a élevé les enfants. » A quarante-trois ans, cette mère de famille, directrice d'école, ancienne élue communiste de Saran — une commune ouvrière de l'agglomération orléanaise, — découvre qu'on peut avoir tout simplement envie de rester chez soi et s'accorder une pause dans sa vie militante. Comme un travailleur forcé s'octroie un congé sabbatique.

Après avoir longtemps été sympathisante, elle a adhéré au PC en 1978. « C'était l'époque du programme commun. Le parti était actif, faisait des propositions... Le PC vous attrapait. On rentre dans une secte. Il y a la vision des « camarades ». On est pris dans le tourbillon de la langue de bois, il n'y a pas d'information hors celle du parti. Et puis, un jour, on se réveille... » L'heure du réveil a sonné pour Jeanine Lachaud en décembre 1981, avec les événements de Pologne. Deux ans auparavant, l'involution de l'Afghanistan ne l'avait « pas trop ébranlée ». « Vous savez, entre communistes, on vit en circuit fermé, on ne veut pas ouvrir les yeux. Moi-même, je crois que

j'étais indifférente. » Avec son mari, elle quitte ensuite le parti. Une sortie difficile, ponctuée de menaces d'excommunication. Les Jeunesses communistes viennent faire du tapage et barbouiller le portail de son domicile. « Dans la section, il régnait une atmosphère de far niente », Paradoxalement, en 1983, lors des élections municipales, le maire communiste de Saran fait cette blanche et lui offre une « promotion » : conseillère municipale depuis 1977, la voit rejoindre. En réalité, le PC local, victime d'une « hémorragie » depuis 1981, cherche à ramener les brebis égarées au bercail. En vain.

Aujourd'hui Jeanine Lachaud avoue « ne pas savoir très bien où elle se situe », cheminant « aux côtés du PS sans y être ». Un PS qu'elle soutient « rénové », moins « technocrate et gestionnaire », et dont elle craint « la dérive droite », qui a escamoté « le problème de l'Europe sociale » lors des dernières européennes. Finalement, dit-elle, « nous sommes plus socialistes que les socialistes ». La classe politique ? « Les leaders ont trop de mandats pour être crédibles, et sont plus pressés de régler leurs comptes que de régler

les problèmes quotidiens des citoyens. Il y a peu d'espoir pour que la politique se pratique d'une autre manière. Les gens sont lassés des débats qui n'en sont pas, ce qui explique le succès des Verts. Ils acceptent les restrictions mais ils ne voient pas clairement que les bénéfices des entreprises ne sont pas redistribués. Le PS doit réfléchir, il va y avoir des problèmes sociaux. » En route vers la social-démocratie ? « Je ne sais pas, je me suis fait une raison. Le socialisme se transforme, on ne peut évoluer sans elle. Nous allons vers deux grandes formations politiques qui gouverneront en alternance... Par conséquent je suis pour les petits partis, je me plaie difficilement à la règle majoritaire qui est de mise chez les gros, mais c'est vrai, militer dans une petite formation, c'est militer dans la vie... »

Jeanine Lachaud n'a pas pour autant l'intention de décrocher. « Nous ne sommes pas nés pour être sages. Ou c'est le métro-boulot-dodo, ou on s'engage. Mon mari me traite de « bonne socialiste ». Je forme les citoyens de demain dans une société démocratique. C'est une responsabilité. » RÉGIS GUYOTAT.

هنا من الأصل

Société

A la veille de la table ronde

« La République n'oubliera pas ses gendarmes »
affirme M. Michel Rocard

Quatre-vingt-sept gendarmes tirés au sort parmi des milliers de candidats doivent dialoguer le 23 août avec le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement. A la veille de cette rencontre, le premier ministre a déclaré à Nouméa : « Chacun doit être persuadé que la République n'oubliera pas ses gendarmes ».

M. Michel Rocard a choisi la caserne Meunier de Nouméa, où il remettrait, mardi 22 août, les insignes de commandement de la Légion d'honneur au général de gendarmerie Pénneux, pour s'exprimer pour la première fois sur la crise de la gendarmerie. Estimant que « nul ne peut rester insensible, et en tout cas pas le gouvernement, à la manifestation d'un malaise profond et longtemps contenu », le premier ministre a affirmé : « J'entends bien qu'on s'attaque aux racines du mal. » Après avoir déploré « des formes d'expression (...) incompatibles avec les traditions et le statut de la gendarmerie », il a dit ne pas vouloir « prendre prétexte des écarts de quelques-uns pour éviter de nous attaquer aux problèmes de tous ».

M. Chevènement
à Valmy

« La gendarmerie est un service public - et quel service public ! - au contact direct et exclusif des Français pour veiller à leur sécurité. Elle fait avec dévouement et compétence, avec abnégation et discipline. Et je ne vois donc aucune raison pour que ce grand service public soit tenu à l'écart de l'effort de renouveau que nous avons entrepris, et il poursuit. Votre ministre partage ce point de vue et je lui laisserai le soin d'informer lui-même les gendarmes des décisions qu'il m'a proposées, que j'ai approuvées et qui feront l'objet d'une large concertation ».

Entreprise dans l'Osé pendant le week-end, cette concertation avec « des gendarmes en chair et en os », le ministre de la Défense l'avait poursuivie, lundi, sur le site historique de la bataille de Valmy en s'entretenant,

en privé avec une délégation de gendarmes de la région Champagne-Ardenne. « J'ai aujourd'hui une meilleure idée de la hiérarchie des problèmes qui se posent dans la gendarmerie », a-t-il confié après la rencontre. Les revendications concernent prioritairement les effectifs et les rémunérations. Ce qui implique des engagements budgétaires pour lesquels Jean-Pierre Chevènement attend, mardi 22 août, un arbitrage de Matignon. Mais les lettres anonymes dont les gendarmes en colère inondent la presse depuis quelques semaines évoquent aussi les conditions de vie quotidienne (logement, horaires, équipement), qui forment l'objet de propositions concrètes.

M. Rocard est revenu sur ces questions lors d'une conférence de presse réunie mardi au haut commissariat, à Nouméa. « Mes instructions sont en place, les coûts budgétaires sont à évaluer, mais j'espère bien traiter correctement ce problème », a-t-il indiqué en rappelant qu'il ne faut « pas confondre revendication et malaise » et qu'un corps militaire qui n'a « pas d'expression publique et pas d'organisations syndicales » a « peut-être plus de difficultés que d'autres à faire entendre des revendications ».

« Lorsque, a continué M. Rocard, j'ai découvert par exemple - il a fallu cette situation, je ne le savais pas - que parmi nos forces armées la gendarmerie est la seule où l'on ait à charge d'acheter soi-même son uniforme, j'ai compris que depuis fort longtemps la République avait mal traité le problème. J'ai la malchance d'être en situation de devoir le traiter moi-même. C'est évident, on ne peut pas en rester là ».

Les quatre-vingt-sept gendarmes devant dialoguer avec le ministre de la Défense ont été tirés au sort, lundi 21 août, parmi les milliers de candidats parvenus à la direction de la gendarmerie nationale. Parmi les huit officiers, vingt-huit gradés (maréchaux, logis-chefs, adjudants, adjudants-chefs et majors) et cinquante et un gendarmes désignés, ceux qui viennent d'outre-mer se sont aussitôt mis en route afin d'être au rendez-vous, mercredi 23 août, à

15 heures, à l'hôtel des Invalides à Paris, pour une table ronde qui sera déterminante pour la suite du mouvement.

Les policiers
réagissent

Dans la journée de lundi, plusieurs organisations syndicales de policiers ont pris position sur la crise qui secoue la gendarmerie. La plupart établissent un parallèle entre la situation des gendarmes et celle des policiers. Pour l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC, près de 30 % des suffrages chez les gradés et les gardiens de la paix), ainsi que pour la CFPC-police et la CGC-police (minoritaires), les revendications des policiers et des gendarmes « sont identiques et n'ont pas été satisfaites ». Ces trois syndicats réclament « l'ouverture immédiate de négociations » pour les deux corps. De son côté, la CFDT-police (minoritaire) trouve dans le mouvement revendicatif des gendarmes « des similitudes avec les conditions de travail des policiers ».

Forces ouvrières-police (près de 7 % des suffrages) n'apprécie pas en revanche les comparaisons « fantasmatisées » que font les gendarmes en colère. Dans un communiqué, FO-police dénonce les « écrits anonymes (qui) tentent d'accréditer l'idée que les fonctionnaires de police travaillent dans de mauvaises conditions matérielles exceptionnelles et sont très bien payés ». Le syndicat a demandé audience au cabinet du ministre de l'Intérieur pour « faire cesser cette agression ». Majoritaire chez les inspecteurs et enquêteurs en civil, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) profite de la situation pour rappeler « le rôle capital du syndicalisme ».

Selon le SNAPC, « l'absence de représentants du personnel au sein d'une structure capable de conseiller tout mécontentement conduit à l'expression clandestine et accentue les risques tant de manipulation et de récupération que de dérapage ». Le SNAPC embobine le pas de la puissante Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les gardiens de la paix) qui, dès

le semaine dernière, réclamait « un débat transparent et objectif devant la représentation nationale (...) permettant de définir les compétences de chacun ainsi qu'un budget global de la sécurité en France ».

Parmi les réactions politiques, M. Jean Lecanuet, président de la commission de la Défense du Sénat, a souligné « l'urgence nécessaire » d'un débat au Parlement sur la défense. Il a regretté que le gouvernement ait donné « une image de passivité et d'inaction avant de convoquer brutalement une table ronde ». « Dans la précipitation, estime-t-il, on a adopté une solution peu conforme aux traditions et à la déontologie militaires ».

Un hommage à ceux
de Nouvelle-Calédonie

M. Michel Rocard a rendu un hommage particulier aux gendarmes basés en Nouvelle-Calédonie, où plus d'une dizaine d'entre eux ont trouvé la mort depuis 1984 au cours des différents affrontements entre Calédoniens d'origine européenne et mélanésienne : « Au sortir d'une période douloureusement troublée, votre action était plus décisive que jamais pour le maintien de la paix publique, de la confiance restaurée et pour le rapprochement entre les communautés ». M. Rocard a déclaré le premier ministre, ajoutant : « Je sais que dans les situations les plus difficiles, vous avez eu le souci constant du dialogue, de la patience (...) et je m'engage à ce que si l'action menée par le gouvernement en Nouvelle-Calédonie a pu recueillir les résultats qu'elle a connus, c'est pour une bonne part à vos qualités personnelles, à votre sens du devoir, à votre rigueur dans le service de l'Etat, que nous le devons ».

RELIGIONS

A la fin de sa visite en Espagne

Jean-Paul II a plaidé pour l'évangélisation
d'une Europe « sans frontières »

Le pape a regagné Rome lundi soir 21 août après une visite de trois jours en Espagne, qui l'a conduit de Saint-Jacques-de-Compostelle en Galice, à Covadonga et à Oviedo dans les Asturies, grande région ouvrière, dans laquelle il a revivifié des « le système capitaliste instauré au seul profit » et « le système fondé sur le matérialisme athée, l'organisation collectiviste et bureaucratique du travail humain », en plaidant pour « la nouvelle évangélisation » d'une « Europe sans frontières ».

Covadonga c'est le Poitiers ibérique. C'est là que la progression des Arabes en Espagne a été stoppée en 722. Ce refuge est même devenu le point de départ des premières actions de la reconquête chrétienne de la péninsule au huitième siècle. En souvenir, une basilique néogothique y a été édifiée, et Covadonga est l'un des sanctuaires mariaux les plus vénérés.

Sur place, Jean-Paul II a souligné la signification symbolique de ce lieu qui, a-t-il dit, est « un élément vivant de l'identité nationale de l'Espagne et de sa fidélité au christianisme ».

Elargissant son propos, il a fait de Covadonga l'une des « premières pierres de l'Europe chrétienne ». L'un des lieux de son « enracinement historique et culturel ». Des Asturies sont parties quantités de migrants et de missionnaires vers le Nouveau Monde. « C'est pourquoi », a déclaré Jean-Paul II devant dix mille personnes à la cathédrale de Covadonga, « je viens déposer ici avec confiance le projet d'une Europe sans frontières, qui ne renonce pas aux racines chrétiennes qui l'ont fait naître ni à l'humanisme authentique du Christ ».

« Vieille Europe, retrouve-toi toi-même, découvre les origines, revivifie les racines », avait déclaré Jean-Paul II dès le 9 novembre 1982 à Saint-Jacques-de-Compostelle. Sept ans après, au même endroit, il a confié à un demi-million de jeunes venus l'accompagner en pèlerinage la tâche de préparer le troisième millénaire à la lumière d'un nouvel « humanisme chrétien » et de cette « nouvelle évangélisation », devenue le grand dessein de son pontificat.

HENRI TINCO.

REPÈRES

Séismes

Légère secousse
dans le Finistère

La terre a tremblé dans le Finistère le 21 août à 8 h 52 : on ne signale aucun dégât. La secousse a été particulièrement ressentie dans les îles de Sein et d'Ouessant et à Douarnenez. L'épicentre était situé par 48,4° nord et 5,9° ouest, c'est-à-dire en mer à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest d'Ouessant et la magnitude de la secousse était de 4,5. Des séismes s'étaient déjà produits au large de la pointe de Bretagne en 1908, 1916 et 1959. Ce dernier avait provoqué quelques chutes de cheminées et de tuiles ainsi que des bris de vaisselle et des lézards dans les murs, notamment à Quimper.

Espace

La navette au secours
d'un satellite fou

La NASA envisage de bouleverser son calendrier de lancements et de reporter une mission militaire pour permettre à la navette Columbia de récupérer, à partir du 18 décembre prochain, un satellite de 11 tonnes qui menace de retomber sur Terre. Cet engin, le LDEF (Long duration exposure facility), avait été lancé en 1984 pour étudier les effets d'un séjour prolongé en orbite. Il aurait dû être récupéré par une navette en 1986, mais l'explosion de Challenger cette année-là avait conduit à suspendre les missions. La NASA évalue à 60 % les chances de succès de la mission de récupération. Cependant, en cas de chute, les probabilités de dommages provoqués par des débris seraient extrêmement faibles. — (AFP.)

CORRESPONDANCE

L'incendie
de Roussillon

M. Jean David, maire de Roussillon (Vaucluse), nous prie de préciser que ce n'est pas un feu d'artifice qui a déclenché l'incendie dans sa commune le 14 juillet, comme l'écrivait une de nos lectrices dans le Monde du 11 août, mais la rupture d'une ligne de moyenne tension EDF sous le fait d'un violent mistral. M. David précise que « depuis 1979, justement pour éviter tout risque d'incendie, nous avons décidé d'interdire les feux d'artifice en période estivale, et notamment le 14 juillet ».

CÉCILE LE COZ.

Nucléaire

Double enquête
à Gravelines

Une double enquête a été entreprise sur le site de la centrale nucléaire de Gravelines pour déterminer les causes et les conditions exactes de l'arrêt de fonctionnement détecté le 17 août sur l'un des réacteurs. Le Monde daté 20-21 août, dès lundi 21 août, une commission d'enquête présidée par M. Mira, directeur adjoint du service de production thermique d'EDF, a commencé ses travaux. Elle devait être rejointe mardi par des experts du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), dépendant du ministère de l'Industrie.

Abandon d'un réacteur
prototype allemand

L'abandon définitif du réacteur nucléaire à haute température (HTR) de Hamm-Uentrop a été décidé par le gouvernement régional de Rhénanie du Nord-Westphalie. Cette centrale prototype d'une puissance de 300 MW avait été soumise au réseau en juin 1987, après quatorze ans de construction. Elle avait connu depuis de nombreux problèmes de sécurité. Le HTR avait coûté 13,5 milliards de francs (contre 10 environ pour un réacteur à eau pressurisée français de 1 300 MW) financés à 80 % par des subventions publiques, et devait fonctionner pendant vingt ans. Il sera ultérieurement démantelé.

La chute
du pickpocket

Victime du vol de son portefeuille dans le métro, un jeune homme de vingt-sept ans a poursuivi le pickpocket et a provoqué la chute de celui-ci sur la voie. L'incident s'est produit dimanche 21 août, vers 7 heures du matin, à la station Place-de-Clichy.

Une bagarre a éclaté alors que Thierry Fourrier réussissait à rattraper Djamel Amrouche, vingt-six ans, de nationalité algérienne, voleur présumé du portefeuille contenant 200 francs. En lançant un extincteur dans les jambes du fuyard, Thierry Fourrier devait provoquer la chute de celui-ci sur les rails. Légèrement blessé, Djamel Amrouche a été hospitalisé. Thierry Fourrier, domicilié à Vaucouleurs (Haute-Saône), a été inculpé de coups et blessures et remis en liberté le jour même. Il devra payer, avant le 1^{er} septembre, une caution de 24 000 F.

Célèbre spécialiste de la faune africaine

George Adamson a été assassiné
par des braconniersNAIROBI
correspondance

Avant même d'être confirmée par les autorités kényanes, la nouvelle du meurtre de George Adamson, quatre-vingt-trois ans, un des plus célèbres spécialistes de la faune africaine, avait fait, dès lundi 21 août, le tour de Nairobi. L'émot est très vif aussi bien dans les milieux de la défense de la nature et les agences de tourisme que parmi les membres de la communauté britannique. L'ancien garde-chasse d'origine irlandaise vivait, depuis les années 70, dans la réserve nationale de Kora, située à environ 250 kilomètres au nord de la capitale.

C'est là que le vieil homme et deux de ses assistants seraient tombés « par un gang de braconniers somaliens », a indiqué le professeur Richard Leakey, le nouveau directeur des parcs nationaux. Ces braconniers, « chassés des parcs de Tsavo et de Meru », où la surveillance a été récemment renforcée, se seraient alors rabattus sur la réserve de Kora, où une fusillade a éclaté, dimanche après-midi. Le professeur Leakey, qui rejette fermement l'hypothèse d'un meurtre à mobile politique, a annoncé qu'un « groupe de trois cent cinquante hommes » avait été envoyé sur le terrain afin de « rattraper » la région.

Trafic
de l'ivoire

George Adamson et sa femme Joy, tuée, il y a plusieurs années, par un de ses domestiques, avaient consacré la plus grande partie de leur vie à l'étude des animaux sauvages, en particulier les lions et les guépards. Ils avaient réalisé plusieurs films et publié de nombreux livres sur ce sujet : *Vivre libre*, *Bwana Game*, etc. Depuis la mort de son épouse, George

Adamson ne faisait plus que de rares apparitions à Nairobi. Cet amoureux de la brousse était devenu, selon ses proches, « un amoureux du silence et de la solitude ». Il était néanmoins membre, et de longue date, de l'East African Wildlife Society, dirigée par Richard Leakey.

« Je suis extrêmement choqué et peiné par la nouvelle de sa mort », a déclaré Daphné Sheldrick, connue au Kenya et en Grande-Bretagne pour son action en faveur des éléphants et des rhinocéros. « Je suis également inquiète des conséquences possibles sur le tourisme et la sécurité dans le pays », a-t-elle ajouté. Les agences de voyages plusieurs centaines à Nairobi — partagent le même souci : « On ne sait pas comment vont réagir les touristes, surtout aux Etats-Unis... », déclare la responsable d'une compagnie.

L'inquiétude est d'autant plus vive que plusieurs incidents, dont trois mortels, se sont produits depuis le début de l'année à l'intérieur des parcs nationaux. Les face-à-face sanglants entre bandes de braconniers et groupes de touristes ont beau rester exceptionnels, ils n'en marquent pas moins profondément l'opinion. La politique « muscled » inaugurée par le professeur Leakey (le Monde du 18 août) a déjà contribué à diminuer le nombre des animaux massacrés. Elle a, du même coup, rendu plus difficile la vie des braconniers et des nombreux fonctionnaires impliqués dans le trafic de l'ivoire. Parmi ces derniers, environ un millier ne devraient pas retrouver leur poste au sein du nouvel organisme para-étatique que le gouvernement entend créer prochainement. Quant aux braconniers, plusieurs dizaines d'entre eux ont été tués par les forces de sécurité kényanes depuis le début de l'année.

CATHERINE SIMON.

Enlèvement nocturne dans l'Oise

Trente-huit chiens-cobayes
en liberté

Le Front de libération des animaux, qui a enlevé, dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 août, trente-huit chiens d'un laboratoire situé près de Compiègne, connaissait certainement très bien le Centre de sécurité thérapeutique Trisa. Or y effectue sur des animaux les derniers tests d'un médicament avant sa vente. Mais trouver Villersau, lieu-dit perdu dans l'Oise, et les deux modestes bâtiments du centre qui se confondent avec une ferme picarde, s'apparente à un jeu de foie sur un labyrinthe de départementales, surtout la nuit.

Le FLA aurait-il des rapports avec des collaborateurs occasionnels de l'entreprise, nombreux à prêter leur concours aux douze salariés ? Selon M. Christiane D'Alayer, directrice et fondatrice de Trisa en 1973, le rapt aurait plutôt été commis par des personnes particulièrement bien renseignées sur le passage en douane des animaux. Les chiens étaient arrivés depuis seulement quinze jours, en provenance d'un élevage de beagles — une race utilisée depuis une centaine d'années par les chercheurs.

A Villersau, le « commando » a pu agir tranquillement. L'entreprise, plantée sur un damier de maïs et de blés fauchés, n'a pour tout voisin qu'une ferme distante de quelques centaines de mètres. La porte donnant accès au chenil, en bois, toute simple, a été fracturée. Il a suffi ensuite de soulever le loquet qui ferme chaque cage pour libérer les chiens. Deux « anciens », plus familiers du laboratoire et de ses environs, ont échappé à leurs ravisseurs et regagné à travers champs leur « niche » dimanche après-midi.

Des tests
contre le sida

Les initiales FLA, qui s'étaient enroulé et noir sur les murs, sont déjà à moitié effacées, mais du matériel d'analyse a été détruit. L'appareil le plus récent était acquis pour 300 000 francs voilà un mois. Si les substances médicamenteuses étaient conservées hors de portée du FLA, celui-ci a fait main basse sur des documents.

ARTS

Chabaud au Musée d'art moderne de Troyes

La peinture au noir

Une rétrospective rend hommage à ce méconnu du vingtième siècle. On l'avait oublié depuis trente ans. Ne le surestimerait-on pas désormais ?

Auguste Chabaud a toutes les vertus nécessaires à une belle rétrospective, qui d'organiser au reste déjà, si l'on en croit le nombre des expositions récentes vouées à la gloire de ce méridional qui naquit, vécut et mourut dans le Gard, de 1882 à 1955. Sa vie est intéressante, sa carrière étrange, sa peinture originale, et il a habité à Montmartre au bon moment, entre 1907 et 1912. Il peut donc prétendre au titre variable de moderne méconnu, si ce n'est à celui, plus brillant encore, de fauve. N'a-t-il pas connu Matisse dès 1899 et exposé chez Sagot et Berthe Weil, comme son voisin Picasso ?

Fort de ces faits, le Musée d'art moderne de Troyes, qui a hérité des Chabaud de la collection Lévy, a réuni une rétrospective d'importance, ne serait-ce que par le nombre des toiles, près d'une centaine, qu'accompagnent dessins et sculptures sur pierre. Il y a là, sinon tout Chabaud, du moins de quoi le connaître suffisamment. Et de quoi en finir avec quelques fastidieuses questions de terminologie que le catalogue répète pieusement.

Quelles questions ? Celle surtout de son supposé fauvisme. Parce que Chabaud a dit plus tard qu'il avait « hurlé avec les fauves », c'est devenu un devoir que de lui faire une place près de Matisse, Derain et Vlaminck. Mais sa peinture ne justifie pas ce décret. Elle se situe au-delà de ces débats. Elle relève du plus habile post-impressionnisme 1900. En 1899, l'élève de Cornon, venu des Beaux-Arts d'Avignon, a la révélation de l'impressionnisme et de ses conséquences. Il peint la Seine au pont d'Anvers, à la façon de Monet vingt ans auparavant. Le divisionnisme l'attire, et le japonisme de Bonnard et Denis aussi, auxquels il emprunte à l'occasion. Rien de singulier là-dessus. Et rien non plus de l'analyse de Gauguin, Cézanne et Signac qui occupent alors Matisse.

En 1907 encore, quand Chabaud a achevé ses trois ans de service militaire dans l'artillerie coloniale, il persiste dans sa fidélité aux principes de ses débuts. C'est à peine si on le voit s'écarter de la rigueur du Derain - fauve, lui - de Londres et de l'Estaque. L'intelligence de Chabaud, c'est précisé-



Auguste Chabaud : « Yvette » (1907)

ment de tirer parti des inventions de ses contemporains plus radicaux que lui. Il ne lutte pas avec les fauves, mais après eux, et presque aussi fort. Après Vlaminck, et bien après Van Gogh et Toulouse-Lautrec, il découvre les vertus des bégayements et des maisons de passe. De paysagiste devenu reporter des dépravations tarifées, il exécute entre 1907 et 1912 une série de tableaux d'intérieur et de nudes, le meilleur de son œuvre.

Comme les lumières sont crues, les chairs ardées, les lèvres laquées d'écaille, les yeux agrandis de cerne, Chabaud peut sans scrupules simplifier les contours et saisir les couleurs. A lui les rouges sang, le blanc crayeux, les noirs épaïs qui choquent l'œil. Robes à carreaux, carreaux des bars, papiers peints à pois et guirlandes sont autant de prétextes pour des effets de motifs

réguliers que les Nabis avaient expérimenté avec moins de rusticité. Les sujets sont à l'indien, filles de joie, viciés à monnaie et champagne, demi-mondaines en quête de victimes. Une toile montre des saphes en uniforme accablées au « salon » et d'autres narrent tous les épisodes de l'amour véniel, du déshabillage navrant près du lit à la parade mécanique de la prostitution.

L'harmonie des jaunes et des bleus

Nulle palette là-dessus, ni complicité canaille à la Lautrec, ni grandeur tragique à la Rouault. La peinture se fait dure et caricaturale. Les sourires sont masqués, les corps pinoyables. Sous le voyeur, le puritain perce, héritier d'une famille de pasteurs mémo. Traitant de sujets presque identiques, un Bonnard cultive la grâce et l'érotisme. Kirch-

ner et ses camarades allemands exaltent la volupté par l'harmonie des jaunes et des bleus vifs. Chabaud n'a pas de ces faiblesses et de ces plaisirs : ses toiles dénoncent et vitupèrent, et l'essentiel de leur mérite tient à cette colère mal contenue qui a été le nôtre pour longtemps.

Il y a là d'excellentes toiles, dont la Femme à la fourrure et le Moulin de la Galette, effet de lettres socialistes se détachant sur le ciel obscur. On lit le mot « bal » grâce à ce procédé, dont Picasso et Braque ont fait largement usage dans leurs papiers collés. Dans d'autres œuvres, la violence des déformations rappelle le dessin de Daumier et des humoristes des illustrés anarchistes. La Couleur d'hôtel, sobre et simple construction géométrique de pans de murs rouges, mériterait d'appartenir à quelque musée national, ne serait-ce que parce qu'il résume l'art de Chabaud en sa période parisienne.

Une peinture si concentrée, fondée sur un thème unique repris jusqu'à satiété, supporte mal le dépaysement. Appliqués au paysage gardés, aux femmes à flichi et aux hommes à bérêt, les procédés inventés rue de Provence et rue des Abbesses perdent de leur nécessité. Qu'il y ait dans les toiles exécutées en Provence dans l'avant et l'après grande guerre un vif amour du pays natal, cela se voit. Que la couleur demeure paroxystique grâce à l'emploi du bleu de Prusse le plus strident, les déformations énergiques et la touche puissante, on ne peut en douter. Mais il manque la violence. Or l'élégit conviendrait moins à Chabaud que l'impressionnisme. Privé de son ressort moral, son style tourne à l'habitude et à l'emphase boursoisienne.

De temps à autre, une œuvre réussie, comme La Terrasse, toile des années 30, fait pardonner celles qui l'entourent, dont quelques-unes inventent le genre du chromo folklorique provençal, dans lequel Yves Brayer a triomphé plus tard. Décidé à vivre en patriarcat à Graveson, peintre aux champs, un peu fébrile, un rien écrivain - le nombre de ses œuvres non publiées est terrifiant. Chabaud bâtit dans l'entre-deux-guerres et jusque dans les années 50, avec l'aide de quelques compatriotes complaisants, sa réputation d'irréductible et de sauvage. Il y avait longtemps cependant que sa peinture avait cessé d'être à la hauteur de sa légende.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée d'art moderne de Troyes, place Saint-Pierre, jusqu'au 18 septembre.

Un musée du design à Londres

L'éducation de l'œil

Inauguré en juillet sur le Butler's Wharf, un ancien quai de Londres où l'on déchargeait les épices des colonies, un musée de l'objet moderne et fonctionnel affirme sa vocation pédagogique.

Le Design Museum a nécessité trois ans et demi de travaux et 45 millions de francs d'investissements. Son fondateur, qui en est aussi l'architecte, n'est autre que Terence Conran, président de la chaîne de magasins Habitat et de la branche immobilière du groupe Strehouze (14,4 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988), propriétaire de l'ensemble de ce quartier très prisé par les yuppies de la City. Entre les ancrs rouillés, les entrepôts à l'abandon et les autres (reconvertis en appartements de luxe), le Musée du design se dresse comme un bloc blanc tranché au rasoir. A l'intérieur, même parti pris moderniste. L'hommage un peu scolaire rendu au Bauhaus par Conran procède d'une décision volontariste. « Le mot design est devenu péjoratif. Nous voulons lui rendre toute sa dignité », soutient Stephen Bailey, conservateur aux allures de battant, chemise rose, cravate club, bureau blanc et noir entièrement vitré face à la Tamise. « Le design, ce sont des objets produits en série pour la vie quotidienne ». Et de lancer : « Le design existait bien avant que quelques journalistes un peu bêtes ne s'intéressent à la Foire de Milan... »

Innovation, qualité, adaptation réciproque de la forme à la fonction : ces trois critères ont suffi à sélectionner, au deuxième étage, la Study Collection, quelque quatre cents objets montrés comme des emblèmes de la consommation du vingtième siècle : machines à écrire (de l'Olivetti de commissariat à la Canon électronique en version ar), rasoirs (du Lady Shave Vedette 1950 au Philips aérodynamique), mixers, bouilloires, téléphones, boîtes Tupperware, casseroles, etc. Il y a même une voiture fabriquée pour l'occasion en bois naturel par Tatra à partir d'un croquis de Le Corbusier (1927). Le mérite des meilleurs en scène, Alan Stanton et Paul Williams, est d'avoir su éviter le piège d'un « bazar des inventions ». En dressant un inventaire presque clinique, ils enseignent ce que d'autres plongent dans un magma de références ou compliquent avec des « parcours » parsemés de machines en panne. On n'est ni à Beauport ni à La Villette. Au premier étage,

l'espace « Review », sorte de vitrine du futur, est consacré aux produits bientôt commercialisés, du dernier ordinateur portable japonais au futur arbré Decaux. Présentés en avant-première, ces modèles seront changés régulièrement en fonction des arrivages et testés par le public.

La vocation pédagogique de l'établissement est claire : dotée d'une salle de conférences et de projections, où l'on diffuse actuellement les grands classiques des années 30 signés Lubitsch, Lang, Cukor, et d'une bibliothèque déjà équipée de 6 000 livres, le musée espère recevoir 300 000 visiteurs par an, pour couvrir un tiers des frais de fonctionnement. Un tiers des recettes est assuré par la Fondation Conran, un autre par les vingt-neuf sponsors (Apple, British Telecom, Kodak, Sony, Perrier), dont la présence discrète est une belle leçon de mécénat.

Pas de grands projets

Si Stephen Bailey organise une exposition sur le quatre-vingtième anniversaire d'Alfred Roth, il en prépare une autre sur le design français (octobre-janvier). Décidément agacé par le postmodernisme et le culte du « créateur », il prévient : « Le design français est, bien avant Philippe Starck, la façon dont un charcutier de Draguignan peint sa devanture. Les Français adorent le luxe, Vitellio, Roderer, la pyramide du Louvre. Ici, nous n'avons pas de grands projets. On préfère la vie ordinaire, les sardines, les biscuits, les vins Nicolas... »

Réminiscence de la Boiler House, lieu d'éducation visuelle en carrelage blanc et créé en 1986 par Stephen Bailey dans les sous-sols du Victoria Albert Museum avec des expositions très remarquées comme « Coke ! Coca-cola » ou les « Cent soixante-dix ans de style anglais », montrées depuis à Oslo, Dublin, Sydney, Tokyo..., le premier étage présente jusqu'au 15 octobre « Commerce and culture ». « C'est une sorte de vagabondage dans un labyrinthe d'objets pour une vente de charité », a remarqué sèchement le Financial Times. Maggy ne semble pas convaincue. Elle aurait préféré que ce musée s'appelle Centre privé du design : « Un autre musée est la dernière chose dont ce pays ait besoin », a-t-elle déclaré.

LAURENCE BENAÏM.

★ Butler's Wharf, Shad Thames, Londres SE 2YD. Tél. : (19) 441 403 69 33. Accès par bateau-navette Conran, amarré au pied de la Tour de Londres.

CINÉMA

Le « repos » de Scorsese

Terminé le tournage de sa saga sur la Mafia, Martin Scorsese se met au vert. Pour lui, cela signifie produire deux films et faire l'acteur dans un troisième. Japonais.

« C'est la première fois que ça m'arrive sur un film : je ne parviens pas à dire « It's a wrap » (c'est fini de tourner) en voiture ou sur un plan en hélicoptère. »

Dans son petit bureau près de Times Square, Martin Scorsese fait le grand nettoyage : malgré tout, cet après-midi, dès que la deuxième équipe aura tourné ces derniers plans de raccords, Good Fellows (ex-Wise Guys) sera enfin en boîte. Avec trois semaines de retard.

« On a eu droit à tout : à la pluie, aux tornades, aux ouragans, aux crânes sur le plateau. On est : « Action », les acteurs se mettent à courir - et hop ! deux points de suture à l'hôpital du coin ! Chaque scène a été un combat. »

Dans l'argot du syndicat du crime, good fellows désigne ceux qui sont « du bon côté ». Rejetant - en bon Italien - l'assimilation (cinématographique) automatique entre l'Italie et la mafia, Scorsese avait pourtant dit publiquement qu'il ne ferait jamais un film sur la Mafia. « Je sais. Mais là, c'est différent. Le film est italo-américain. Les personnages les plus durs sont les Irlandais. »

Scorsese qualifie son film d'épopée. Mais il donne un terme un double sens : certes, l'action se déroule sur vingt-cinq ans (1955 à 1980), mais c'est surtout « une épopée du quotidien. Ce sont des détails de la vie de tous les jours qui m'ont fasciné dans la Mafia : leurs

jeunes, leurs enfants, comment ils s'habillaient, ce qu'ils mangent, les night-clubs qu'ils fréquentaient, leurs maisons... Je ne sais si ça ressortira aussi bien que dans le livre, mais ces gens-là travaillent plus - et gagnent moins - que quiconque. Ils se tuent littéralement à la tâche ! Quand ils font du fric, ils en font énormément ; alors ils courent leurs femmes de cadence, on en voit qui vont au supermarché avec 30 000 dollars de bijoux sur elles... C'est cela que je voulais montrer, de manière aussi authentique que possible. »

Si, dans le rôle de Henry Hill l'indien, Ray Liotta (Dangerous sous tous rapports) fait figure de nouveau venu, le film, « à la fois fondamentalement sauvage et terriblement drôle », reconstitue la famille de Raging Bull : Joe Pesci et Robert De Niro.

Un code d'honneur un peu « flouissant »

« Bobby est le mentor, le « grand old man », l'ancêtre de tous ces gars. » (On évite de justesse le mot de « parrain »). Et Scorsese ne dissimule pas que certains éléments relèvent chez lui d'une expérience personnelle : « Je me souviens d'un plaquage de mon enfance. Il y avait, comme d'habitude, des meuflets partout, on était toujours dans les patios des adultes. Dans un coin, les hommes m'agressaient tranquillement des sauteries et des poignets. Des années après, j'ai compris que c'était un meeting. Une rencontre au sommet du business. Mais nous ne savions pas : ils avaient tous des têtes d'œuf. »

Sur un coin de table, l'article, récemment paru dans un hebdomadaire américain, que l'auteur, en semi-boutade, a titré : « Rendez-nous la Mafia ». Sa thèse : depuis l'entrée des Chinois et des

Jamaïcains dans l'industrie du crime, les honneurs se font canarder dans la rue. Du temps de la Mafia, code d'honneur oblige, on se tuait entre soi et on se serrait les coudes.

« Le film le montre clairement, le code d'honneur est en réalité un peu flouissant, précise Scorsese. Prenez le mythe selon lequel, si quelqu'un prend dix ans de taule à la suite de « la famille », on prend soin des siens. Ce n'est pas vrai. Pendant trois ou quatre ans on se sent dire et puis... »

Bien entendu, Scorsese a eu droit sur son plateau à des « observateurs » et autres « conseillers techniques ». En particulier Johnny Mnica, dont la vie fait l'objet d'un livre qui paraîtra l'an prochain sous le titre de The Man Between. Nick Pileggi et Scorsese se sont déjà attelés à l'adaptation.

Le réalisateur a le post-partum particulièrement actif. Il prépare deux films en tant que producteur exécutif : The Grifters, de Stephen Frears (Les Liens dangereux), et The Crew, de Michelangelo Antonioni.

Adapté par Donald Westlake, The Grifters est tiré d'un roman de Jim Thompson. « En France, Thompson est presque un dieu. Ici, il est presque totalement inconnu ! » Il rappelle que si Bernard Tavernier s'en est inspiré pour Coup de Torchon et Alain Corneau pour Série Noire, ses livres sont presque introuvables aux États-Unis : peu d'Américains savent qu'il inspire le Guep-Apex de Sam Peckinpah, et collabore avec Kubrick (The Killing, Les Sentiers de la gloire).

Les droits cinématographiques des Grifters appartiennent à Robert Harris (Thomson qui a restauré Lawrence d'Arabie, entreprise à laquelle Scorsese était associé). « J'ai adoré le bouquin, dit Scorsese, mais j'ai été très vite prévenu que je ne metrais pas en scène. Le sujet est trop dur, il contient à la fois des choses que je n'aurais jamais

aborder et d'autres que je rapprocherai trop de ce que j'ai déjà fait. Le roman se déroulant dans le milieu de l'arnaque et des petits escrocs, la Couleur de l'argent (et pas uniquement elle) vient immédiatement à l'esprit. En revanche, Scorsese indique son désir de le produire dans le cadre de son contrat avec Universal. Après un faux départ - « C'était en pleine l'indienne l'indienne et l'indien au fin fond du Maroc » - le « package » est cédé à Cineplex-Odeon. Stephen Frears exprime son intérêt. « Et tout s'est mis en place. Un excellent metteur en scène, un scénario superbe, une histoire fascinante - un film noir pour années 90. » Stephen Frears arrive dans vingt-quatre heures pour compléter sa distribution : le tournage devrait débuter en octobre à Los Angeles.

« Septième ciel et panique totale ! »

Presque en même temps (si tout va bien) que The Crew, de Michelangelo Antonioni, en Floride, selon le scénario de Marc Peploe, il s'agit d'un équipage occasionnel engagé pour une croisière par un milliardaire (Robert Duval). L'équipage se révèle une bande de voyous (dirigée, en principe, par Mickey Rourke) qui s'empresse de jeter le milliardaire à la mer. Par miracle, celui-ci ne meurt pas et s'accroche au bateau. Le type même de projet aux antipodes d'un film de Scorsese. Celui-ci est intervenu à la demande du producteur italien. « J'ai tout de suite été d'accord. Sans l'avouer aussi clairement, Scorsese rassurera sûrement d'Antonioni la fonction exercée par Karl Reisz aux côtés de John Huston sur Les Morts : celle d'un metteur en scène en renom prêt à prendre la relève - au cas où - condition sine qua non pour que les compagnies d'assurances couvrent

le film. « Antonioni est le maître, dit-il simplement. L'essentiel est qu'il fasse son film. Le reste, ce n'est que du détail. » Dans le même ordre d'idée, Scorsese envisage de produire un film de Samuel Fuller - « Mais il est bien trop tôt pour en parler. »

Son assistante Julia entre et dépose devant lui un billet d'avion. Il vérifie : c'est bien dans deux jours qu'il part pour le Japon. « Je vais faire l'acteur dans le film de Kurosawa. Pardon ? » « Oui. Il plaisante ? Non. » Le rôle ? « Artiste. Je fais de la peinture avec l'adolescent japonais qui incarne

Kurosawa dans ses rêves. Il a lu le scénario avant de dire oui ? « A Kurosawa ? De toute évidence, non. »

« C'est un « look » qu'il cherchait, je crois, pas un Hamlet. » Combien de jours ? « Une semaine. Combien de répétitions ? Deux long monologues. » En quelle langue ? « En japonais. » Il se doublera ? « En japonais ? Consigne ? « Ralentir mon débit de parole. » Il appréhende ? « Septième ciel et panique totale ! »

HENRI BÉNAR.

EN BREF

« La Vie et rien d'autre » quitte Venise pour Montréal. — Parce que l'heure de projection et la section choisies lui paraissent mauvaises, Bertrand Tavernier a décidé vendredi 18 août de retirer son film, La Vie et rien d'autre de la Mostra de Venise, qui pure lieu du 4 au 15 septembre. Présenté hors compétition dans la section Venezia Notta avec Batman, de Tim Burton, ou The Lover, de Peter Greenaway, la Vie et rien d'autre devait être projeté à 23 heures au cours d'une soirée spéciale consacrée à Philippe Noiret, qui interprète dans le film son caractère rôle au cinéma. « Un film est un produit sensible, a déclaré le cinéaste. Le projet pour la première fois à 11 heures du soir, hors compétition, a été de longs métrages américains commerciaux au succès confirmé comme Indiana Jones me paraissait dangereux et sans prestige. (...) Il y avait inégalité de traitement. » La Vie et rien d'autre sera finalement présenté, hors compétition, au Festival des films du monde de Montréal.

Le DC Festival international du film de comédie de Vevey, récompensé avec Barclay, sponsor officiel, se tient, cette année, du 18 au 26 août. Dix films internationaux (Suède, Italie, France, Angleterre, Allemagne de l'Ouest, États-Unis, Espagne) sont en compétition dans la sélection officielle ; dix courts métrages internationaux dans la sélection « Quelques minutes pour faire rire ». La section « Mémoire du rire » offre une rétrospective intégrale des films de Charlie Chaplin (qui termina sa vie à Vevey, où il s'était installé avec sa femme), pour le centenaire de sa naissance. La section « Hommage à un producteur » est consacrée, avec douze films, à Robert Dorfmann. Le jury international, qui décernera la Carne d'or au meilleur film de comédie et la Carne d'or à la meilleure interprétation, est composé de Grace Jones, Keith Haring, Marco Solari, Jango Edwards, Pierre Keller, Isabelle Pasco, Oleg Popov. Renseignements : bureau du Festival à Vevey, 5, place de la Gare, CH 1800 Vevey, tél. : (021) 921-10-65.

لکڑی کے لکڑی

Spectacles

cinéma

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

La Cinéma

PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI

Jim la houlette (1955), d'André Berthomieu, 16 h : Private Road (1971), v.o. s.l.l., de Barney Rappaport, 19 h : la Mésaise Le Retour de Vassil Borovik (1953, v.o. s.l.f.), de Poudovkine, 21 h.

MERCREDI

Si vous avez manqué le début : Café, café, Un samedi à la Goutte d'Or (1977) de Y. Lammou, les Merveilles Fréquentes (1986) de Jean Bessac, 14 h 30 : Actualités anciennes : Actualités Paris, 16 h 30 : Paris en chantier : les Paris du sud (1986) de Jacques Richard, Rencontre de Paris (1941) de Jean Boyer, 18 h 30 : Paris-Police : Louis Chédid chante Hold-Up (1985), Diva (1980) de Jean-Jacques Beineix, 20 h 30.

Les exclusivités

L'AMÉRIQUE (A. v.o.) : Elysée

Lincoln, 15 (45-59-36-42) ; Bienvenue

Montparnasse, 15 (45-54-25-02).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A. v.o.) : UGC Bercy, 15 (45-

62-20-40) ; UGC Montparnasse, 15 (45-54-25-02) ; La Nouvelle Mazéville, 15 (45-70-72-86).

APRÈS LA GUERRE (Fr.) : Pathe Ha-

teville, 15 (46-33-70-30).

ARISE MY LOVE (A. v.o.) : Action

Christine, 15 (43-29-11-30).

L'AMOUR FATALE 2 (A. v.o.) : Forum

Horizon, 15 (45-08-37-57) ; 14 Juillet

Odéon, 15 (45-59-36-42) ; UGC

Normandie, 15 (45-54-25-02) ;

Les Deux Sont Tombés Sur La

Tête, 15 (45-59-36-42) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Bercy, 15 (45-54-25-02) ; UGC

Programmes du mercredi 23 au mardi 29 août

14 Juillet Odéon, 15 (45-59-36-42) ; Le Triomphe, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

Bastille, 15 (45-59-36-42) ; 14 Juillet

مكتبة

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A. v.o.)

Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer.

19 h 30, dim. 17 h, mer. 14 h.

LA FLÛTE À SIX SÉCHOUIMPT (Bel.)

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer.

sam. 15 h 45.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.)

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer.

sam. 15 h 45.

HILLZAPPOIN (A. v.o.) : Studio des

Ulmans, 15 (45-32-91-68) mer.

ven. 18 h 30, mer. 20 h 30.

L'HOMME À LA PEAU DE SERPENT

(A. v.o.) : Studio des Ulmans, 15 (45-

32-91-68) mer. 22 h 10.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME

(R.-P. v.o.) : République Cinéma, 11

(45-59-36-42) mer. 19 h 10, dim. 22 h.

INDÉSIRABLES (A. v.o.) : Danfort,

14 (45-31-41-01) mer. 22 h, ven.

20 h 10, dim. 18 h 20.

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÛ-

LAND (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15

(45-32-91-68) mer. ven. 18 h, dim. 17 h.

La recrudescence mondiale du paludisme

Selon l'Organisation mondiale de la santé, la lutte contre le paludisme est d'une efficacité croissante. Près de deux milliards de personnes sont menacées.

L'HOMME va-t-il perdre la guerre contre le paludisme, parasite responsable du paludisme ? Le dernier relevé épidémiologique hebdomadaire de l'OMS publié il y a quelques jours à Genève (le Monde daté 13-14 août), permet de prendre la mesure du fléau qui concerne, directement, près du tiers de l'humanité. Un fléau qui semble aujourd'hui résister aux armes dont on pensait, il y a peu encore, qu'elles permettraient de le vaincre.

« Le paludisme indigène sévit toujours dans une certaine zone géographique », indique-t-on à Genève, où l'on précise que 34 % de la population mondiale (1 672 millions de personnes) vit dans des zones où, « après avoir été considérablement réduit, voire éliminé après la mise en œuvre de mesures de lutte », le paludisme endémique réapparaît. Les problèmes les plus graves sont observés dans les régions marquées par des changements écologiques ou sociaux majeurs (comme l'exploitation agricole ou économique de certaines zones de forêt vierge), ou par des troubles socio-politiques.

Alors que l'on n'avait enregistré en 1974 que 269 000 cas pour l'ensemble du continent américain, on en comptait plus d'un million en 1987. « D'une manière générale, précise l'OMS, le paludisme a progressé chaque année et la maladie est en progression dans la plupart des pays. » Le phénomène est net dans la région constituée par le Suriname, la Guyane et le Guyana : « Pendant des dizaines d'années, les plaines côtières ont été exemptes de paludisme, mais, ces dernières années, les migrations vers les zones de la

forêt tropicale de l'intérieur et le trafic frontalier ont favorisé la transmission à l'intérieur et provoqué des épidémies dans les régions côtières. » Le Brésil, par ailleurs, représente la moitié des

des populations importantes, très exposées au moustique vecteur. La plupart des cas (96 %) sont en effet originaires des Etats de l'Amazonie.

En Asie, en Océanie, au Proche-Orient, la situation est généralement moins inquiétante, de vastes régions demeurent éparpillées. A Sri-Lanka, toutefois, le nombre de cas a sensiblement augmenté (38 000 en 1982, 680 000 en 1987). Des cas de plus en plus nombreux sont signalés

fléau et où l'on trouve, selon l'OMS, « les zones d'endémie où la situation reste pratiquement inchangée et où aucun programme de lutte nationale antipaludique n'a jamais été mis en œuvre ». 445 millions de personnes (9 % de la population mondiale) vivent dans ces régions. Au sud du Sahara, des extrapolations permettent de penser que 88 millions de cas de paludisme clinique surviennent chaque année et qu'il existe 249 millions de porteurs de parasites. On distingue les régions

Dans ce contexte, compte tenu des mouvements croissants de populations et de la rapidité des transports aériens, les pays jusqu'ici indemnes de toute infection sont eux aussi concernés. C'est notamment le cas avec le paludisme « d'importation » (contamination exotique et retour de la personne infectée dans son pays d'origine). En France, le Centre national de référence des maladies d'importation estime à 3 000 le nombre de cas annuels.

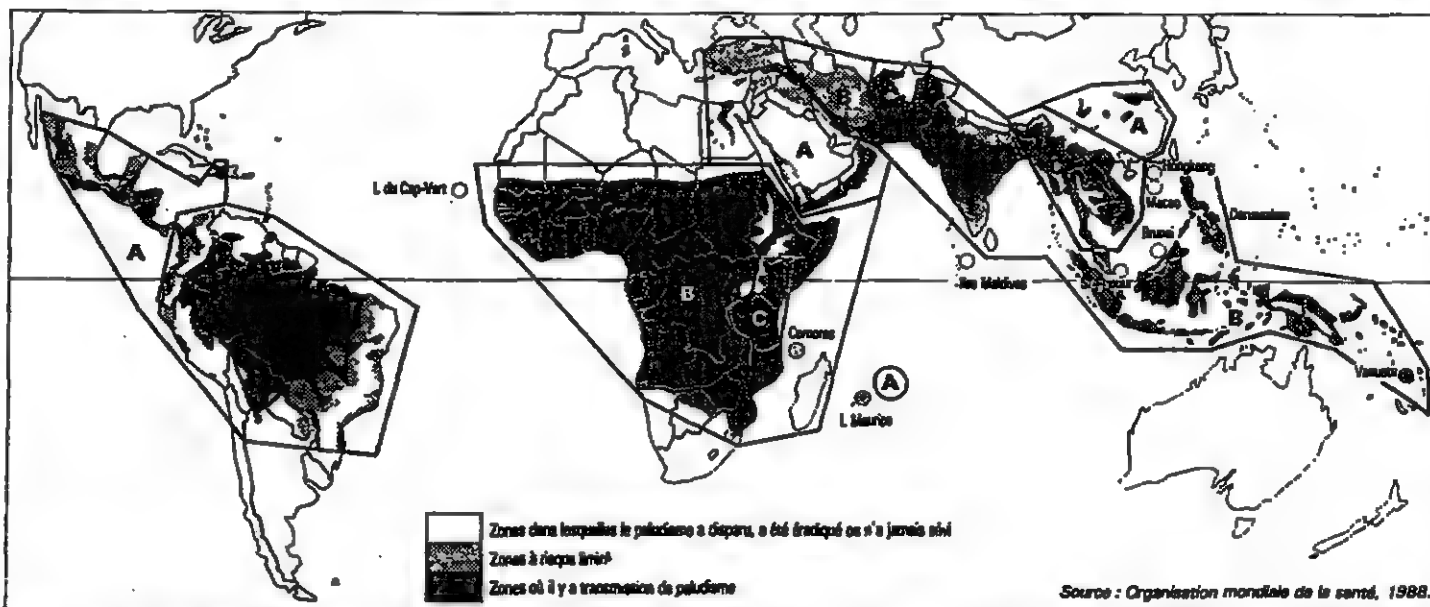
mois qui suit le retour de la zone impaludée et dans une proportion croissante de cas les médecins spécialisés commencent à observer en France les phénomènes de chimio-résistance qui se manifestent en Afrique (1).

Depuis peu, l'attention est aussi attirée par le « paludisme des aéroports », apparu pour la première fois en 1977 et transmis par des moustiques tropicaux véhiculés lors de voyages aériens internationaux. Il semble toutefois que le nombre de cas soit relativement réduit, la dernière étude publiée sur ce sujet ne faisant état que de trente et un cas recensés en Europe sur les aéroports de Roissy, de Zurich, Bruxelles ou de Londres (2). L'OMS vient de rappeler aux compagnies aériennes les conseils techniques permettant de prévenir le plus efficacement possible (au moyen d'aérosols insecticides utilisés dans les cabines et les soutes des avions venant des pays d'endémie) cette nouvelle forme moderne de contamination.

Parallèlement à la recrudescence mondiale de la maladie, le problème le plus difficile auquel se heurtent les spécialistes de parasitologie est celui de l'émergence et de la résistance du principal parasite (*Plasmodium falciparum*) aux médicaments antipaludéens préexistants (voir ci-dessous l'entretien avec le professeur Gentilini).

J.-Y. N.

(Lire la suite page 14.)



Les zones géographiques A correspondent à des régions où, lorsqu'elle est nécessaire, la prévention contre le paludisme peut se faire par la chloroquine (ou Mivagène). Les zones B correspondent à des régions où le risque est généralement élevé (notamment en Afrique) et où la prévention nécessite un avis médical spécialisé. Les zones C sont celles pour lesquelles l'OMS recommande - toujours après avis médical spécialisé - l'utilisation de la melfloquine à titre préventif ou curatif.

cas (509 000) de l'ensemble du continent américain.

Dans ce pays, « le nombre de cas augmente régulièrement depuis 1975 malgré les mesures de lutte. Alors que la transmission a été interrompue dans des zones étendues, le problème est aggravé dans la région amazonienne, où certaines zones attirent

par l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, l'Iran, le Yémen et l'Irak. La Thaïlande connaît une nouvelle recrudescence de l'épidémie, comme les Philippines, et au Vietnam « la situation continue à se détériorer », le nombre d'infections ayant doublé dans le nord du pays.

C'est l'Afrique, enfin, qui demeure la plus touchée par le

où l'endémicité de la maladie atteint les niveaux les plus élevés du monde (forêt ou savane, altitude inférieure à 1 000 m et précipitations supérieures à 2 000 mm par an) et celles (altitudes supérieures à 1 500 m, précipitations inférieures à 1 000 mm) où l'endémicité est moindre, mais où, en revanche, les risques de flambées épidémiques augmentent.

Ce paludisme d'importation est le plus souvent contracté dans les pays d'Afrique tropicale, à Madagascar ou aux Comores. Dans la plupart des cas les règles élémentaires de prophylaxie correcte pendant le séjour, mais surtout après le retour, n'ont pas été respectées. Qu'ils soient ou non pernicieux, les accès palustres se produisent en règle générale dans le

(1) Sur ce thème on peut se reporter, dans le numéro de la Revue du praticien (n° 18 du 16 juin 1988), réservée aux médecins, consacré au paludisme, à l'article des docteurs M. Denis et O. Bruckner (Centre national de référence des maladies d'importation) et D. Jeannel (service des maladies parasitaires et tropicales de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière).

(2) « Le paludisme des aéroports », du docteur T. Giacomini. Le Concours médical du 1^{er} avril 1989.

Un entretien avec le professeur Marc Gentilini

Dangereuse diminution de l'efficacité des médicaments contre le paludisme, démotivation des chercheurs et désintérêt des firmes pharmaceutiques, vaccin toujours inexistants : le constat accablant du professeur Marc Gentilini, directeur de l'unité 313 de l'INSERM (CHU Pitié-Salpêtrière-Paris), l'un des meilleurs spécialistes internationaux des maladies tropicales.

« L'E dernier bilan épidémiologique de l'Organisation mondiale de la santé vient de rappeler l'ampleur du problème du paludisme. Comment en est-on arrivé là ?

— L'actualité médicale est aujourd'hui totalement occultée par le sida, y compris en Afrique. La malaria - le paludisme - est considérée comme une maladie d'accompagnement, qui ne nécessite pas une reprise importante de la lutte. Après la seconde guerre mondiale et jusqu'en 1968, il y a eu une grande offensive contre le paludisme, reposant sur les insecticides de contact et les médicaments antipaludéens de synthèse. Tout cela, joint à des réflexions épidémiologiques et à des schémas mathématiques, laissait entendre que l'on parviendrait à l'éradication du paludisme. En 1968, tout cela a été remis en cause. On s'est aperçu alors que l'éradication du paludisme n'était qu'une vue de l'esprit.

— Il y a quand même eu quelques succès concrets, un début d'éradication ?

— Oui. Mais le paludisme n'avait été éradiqué que dans les régions littorales ou dans les îles.

En revanche, toute l'Afrique centrale, toute l'Asie du Sud-Est et les zones de déstabilisation et de guerre n'étaient pas éradiquées. On a gagné sur les franges, là où c'était facile. Ce fut un petit gain et qui fut trompeur car, à partir de ce moment-là, on a commencé à ralentir l'effort de recherche dans le domaine des antipaludéens.

— A quelle époque sont apparues les premières résistances du parasite au médicament ?

— A partir de 1960-1965. Ce n'était pas alors un phénomène très intense, et il restait limité dans l'espace. Malheureusement, il s'est progressivement répandu. Ce phénomène de résistance est dû au fait que les antipaludéens de qualité ont permis d'écarter toutes les souches sensibles à ces médicaments, qui, au départ, étaient de beaucoup les plus nombreuses. On n'a ainsi laissé en circulation que celles qui étaient fortement résistantes au départ. On s'est brusquement trouvé dans la même situation que les bactériologues, aux prises avec le phénomène de résistance des bactéries aux antibiotiques. Avec cette différence qu'il n'y avait pas eu, pour les antipaludéens, l'équivalent de la recherche menée sans discontinuer sur les antibiotiques. C'est pourquoi nous n'avons plus aujourd'hui beaucoup d'antipaludéens efficaces.

— Faut-il en conclure qu'il y a une fatalité du paludisme ?

— Compte tenu des moyens dont nous disposons aujourd'hui, l'éradication apparaît comme totalement irréaliste. Même le contrôle de la maladie, comme

l'on dit maintenant, devient difficile.

— D'autre part, en dépit de l'extraordinaire matriage fait autour de la vaccination contre le paludisme, comme contre l'ensemble des maladies parasitaires il n'y a pas de vaccin. On ne dispose de vaccin pour aucune maladie parasitaire. Et il n'y aura probablement pas de vaccin antipaludéen pour tous avant l'an 2000. La situation est caractérisée par l'absence de vaccin, la démotivation des firmes pharmaceutiques et le développement d'un phénomène nouveau et inquiétant : la dégradation de l'efficacité des antipaludéens dont nous disposons.

— Un paysage, donc, on ne peut plus sombre ?

— Absolument. D'autant qu'il faut y ajouter le tarissement de la formation des chercheurs. Il n'y a plus assez de paludologues. Les équipes qui avaient été constituées au moment de la grande campagne d'éradication ont été dissoutes, les budgets ont disparu, et l'émergence du sida a détourné l'attention vers une maladie qui tue, certes, largement, mais - actuellement du moins - pas autant que la malaria. Chaque année, il faut compter un minimum de deux millions de morts - des jeunes le plus souvent - dues au paludisme. Le sida ne doit pas faire oublier la malaria.

— Il est important que la recherche française soutienne son effort dans un domaine où peu d'équipes se montrent encore intéressées - hormis en ce qui concerne la vaccination, compte tenu des débouchés marchands importants qu'elle représente. Il faudrait aussi que les organismes de

recherche ne jugent pas les équipes de parasitologie comme ils jugent les groupes haïement spécialistes d'immunologistes traditionnels, intégristes, qui occupent la place. Les commissions de l'INSERM sont marquées, pour le meilleur comme pour le pire, par la force extraordinaire et le soutien inconditionnel des immunologistes entre eux, même lorsqu'il y a rivalité.

— Comment la situation épidémiologique risque-t-elle d'évoluer ?

— Elle sera marquée par une croissance du paludisme à l'échelon international s'il n'y a pas une réforme dans les esprits et la volonté des organismes de recherche pour maintenir, quoi qu'il arrive, les unités qui s'occupent de cette affection et qui sont incontestablement sous-développées. Sinon, toutes les projections catastrophiques, comme pour le sida, sont envisageables. Le paludisme pourrait remonter progressivement des bas-fonds sahariens, franchir le désert par les voies aéroportées, routières ou ferroviaires, atteindre à nouveau la plaine de la Mitidja, envahir la Méditerranée, se réimplanter en Camargue et en Corse. Je crois surtout au développement du paludisme de façon très inquiétante dans les régions où il sévit actuellement. Ce sera d'autant plus grave que l'on assiste aujourd'hui à une transformation de la maladie qui rappelle le paludisme d'avant-hier, avec des symptômes très marqués, une altération grave de l'état général.

— Quelle est l'attitude des gouvernements des principaux pays frappés par l'épidémie ?

— Il y a partout un relâchement. Le paludisme est une maladie souvent plus vieille que leur indépendance, avec laquelle ils ont appris à vivre. Il y a toutefois une inquiétude due à la recrudescence actuelle ; et certains responsables politiques soulignent, comme le ministre de la santé de la Côte-d'Ivoire, que le paludisme ou la rougeole sont, pour eux, des maladies plus importantes que le sida.

— Au fond on découvre, médicalement, l'Afrique aujourd'hui, parce que nous avons avec elle une maladie commune, une maladie qui fait peur. Pourquoi n'est-on pas, plus tôt, passé que les maladies de l'Afrique pouvaient aussi nous concerner ? Si nous avions en ce réflexe avec le paludisme, nous aurions été mieux préparés à l'arrivée du sida.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU.

LE MONDE diplomatique

Août 1989

COUP DE FROID ENTRE LES ETATS-UNIS ET ISRAEL

Les temps sont révolus d'une alliance sans nuages entre les Etats-Unis et Israël. L'administration républicaine, bien décidée, comme l'URSS, à en finir avec les conflits régionaux, ne craint plus de déplaire aux autorités de Jérusalem, écrit Benny Morris. Et si - comme le montre Serge Halimi - le lobby pro-Israélien demeure très puissant à Washington, les juifs américains ne sont plus aussi soudés qu'auparavant.

FAUT-IL DIRE ADIEU A LA SOUVERAINETE CULTURELLE ?

L'imprimé culturel n'est plus ce qu'il était, explique Herbert Schiller. Il a cessé, par exemple, d'être exclusivement américain. Mais les méthodes mises au point naguère aux Etats-Unis par les géants des communications de masse se sont répandues partout. Désormais, les grandes firmes multimédias appliquent, en Europe et ailleurs, des procédés qui menacent, de l'intérieur, les cultures locales. Tout est soumis aux impératifs médiatiques : urbanisme et loisirs, histoire et politique.

En vente chez votre marchand de journaux

لکڑی سے لکھا

Renault au régime compétition

Sous le contrôle de la télémétrie, l'électronique au cœur du moteur de formule 1.

HONDA, qui règne sans partage sur la formule 1 automobile avec son moteur atmosphérique à dix cylindres en V (V10), comme les années précédentes avec son V6 turbo, avait dû attendre de disputer son seizième grand prix, un an après ses débuts, pour connaître son premier succès, le 8 juillet 1984 à Dallas, avec la Williams de Keke Rosberg. Ce succès situe la performance de Renault, qui, trois mois après son retour, a signé, le 18 juin à Montréal, son premier doublé après six grands prix avec son V10 également monté sur les Williams de Thierry Boutsen et de Riccardo Patrese.

Cette consécration précoce, favorisée par l'abandon au Canada des deux McLaren-Honda d'Alain Prost et d'Ayrton Senna, était d'autant moins attendue par les responsables de la Régie que les Williams ne disposaient pas encore du nouveau châssis pour lequel les moteurs avaient été conçus et qui devait apparaître le 10 septembre au Grand Prix d'Italie.

L'époque où le Ford Cosworth atmosphérique équipait, dans les années 70, la quasi-totalité des formules 1, à l'exception des Ferrari, est désormais révolue. La meilleure connaissance des moteurs (structures, allumage, combustion), acquise dans les années 80 grâce à l'apparition et au développement de l'électronique et de la télémétrie sur les turbos, a donné naissance à une nouvelle génération de moteurs atmosphériques conçus en fonction de l'aérodynamisme, de la répartition des masses et du poids des monoplaces auxquelles ils sont destinés.

Ces nouvelles données expliquent, dans le cadre du règlement qui fixe la cylindrée (3 500 centimètres cubes) et le nombre maximum de cylindres (douze), la diversité des options retenues

cette année par les motoristes présents en formule 1 : V8 pour Ford-Cosworth, Judd et Yamaha, V12 pour Ferrari et Lamborghini, V10 pour Honda et Renault, avec des angles variant de 65° (Ferrari) à 90° (Ford-Cosworth et Judd).

« La conception du meilleur moteur de formule 1 est le résultat d'un compromis entre sa longueur, son encombrement, son poids, sa puissance et sa gourmandise en essence », explique Bernard Dudot, le directeur technique de Renault-Sport. Avant d'opter pour un V10 ouvert à 67°, les motoristes ont d'abord réalisé des maquettes avec les différentes options possibles : V8, V10, V12.

« Nous avons surtout étudié leur remplissage en mesurant en soufflerie chaque chambre, indique le directeur technique. Avec ces résultats, nous pouvions, grâce à un programme de calculs très sophistiqué mis au point par la Régie Renault, déterminer la courbe de puissance probable de chaque moteur en fonction de son régime et de son couple. »

Le compromis du V10

Avec tous ces paramètres de puissance et de consommation, les responsables de Renault-Sport ont ensuite consulté quelques amis architectes de châssis, comme Gérard Ducarouge, pour leur demander quelle option ils choisiraient. Presque tous se sont prononcés pour un V10 avec un angle assez fermé.

Dans cette recherche d'un compromis, le choix d'un V10 pouvait paraître a priori évident entre un V8 plus compact mais moins puissant et un V12 potentiellement plus puissant mais plus encombrant et plus gourmand en carburant. Mais si Honda et

Renault sont, à ce jour, les seuls à avoir construit un V10 pour la compétition, c'est parce que ce moteur pose, par son architecture, deux problèmes difficiles à régler : son équilibrage, car son fonctionnement provoque des mouvements de « galop et lacet » néfastes à la fiabilité de la voiture, et un délicat accord des échappements pour un remplissage harmonieux des cylindres.

Or ce bon remplissage contribue, avec le régime, à déterminer la puissance du moteur, qui dépasse, pour les meilleurs en formule 1, les 700 chevaux. Le bon régime de ces moteurs est, lui aussi, affaire de compromis entre sa vitesse de rotation et sa consommation. « Nous serions capables de faire des moteurs qui tournent à 14 000 tours/minute, dit Bernard Dudot, mais ce régime serait générateur de frottements trop importants qui se traduiraient par une consommation excessive. Le régime maximal du V10 Renault de 1989 a donc été fixé entre 12 000 et 12 500 tours/minute. »

La suppression, cette année, de la limitation du carburant n'a pas entraîné de démolition des motoristes dans ce domaine. Vingt-cinq litres d'essence supplémentaires se traduisent par des pertes de 4/10 à 7/10 de seconde au tour selon les circuits. « Lorsqu'on a étalonné la consommation d'une voiture grâce aux essais et au warm up, on ne se réserve qu'une marge de deux à trois litres supplémentaires », indique Bernard Dudot.

Cette précision et les spectaculaires progrès enregistrés dans le domaine de la consommation ont pour origine l'apparition de l'électronique sur les moteurs turbo de formule 1 au début des années 80. « Les premiers turbos étaient de vrais gouffres à carburant et personne ne s'en souciait, se souvient Jean-Jacques Hüs, le chef du service études et développement de Renault-Sport. Les injections mécaniques d'aujourd'hui n'ont pas évolué depuis une vingtaine d'années et fonctionnaient sur les mêmes principes que les pompes

à injection Diesel connues depuis soixante-dix ans. »

Les premiers boîtiers d'assistance électronique intervenant sur l'injection mécanique sont apparus en 1981 avec BMW, et en 1982 avec Renault. C'était le début d'une révolution. Motronic, Bosch met au point le premier système d'injection électromagnétique sur le moteur TAG-Porsche au cours de la saison 1983. Honda et Ferrari (Weber-Marelli) suivent la même voie dès le début de la saison suivante pour répondre aux restrictions de consommation (220 litres en 1984, 195 en 1986, 150 en 1988). Ce qui n'empêche pas la puissance des turbo de passer des 520 chevaux du premier Renault en 1977 à près de 1 200 chevaux dix ans plus tard, avant les premières mesures de limitation des pressions de suralimentation.

C'est le boîtier d'injection qui décide de la quantité de carburant à envoyer et du moment de l'allumage en fonction des informations qu'il reçoit des différents capteurs (pressions, températures, régime, etc.). « Avec un moteur qui tourne à 12 000 tours/minute, le boîtier d'injection est capable, trois fois par tour, de rectifier la quantité injectée et l'avance à l'allumage, indique Jean-Jacques Hüs. C'est vital pour un moteur de formule 1, dans le développement et nous, à l'extérieur. Une avance un peu excessive dans l'allumage ou un moteur trop pauvre provoque une détonation et l'arrêt de la voiture. »

Cette meilleure souplesse et cette plus grande vitesse de réaction du moteur ne sont pas les seuls apports de l'électronique. Elle a aussi permis aux ingénieurs motoristes d'accéder à des informations jusque-là inaccessibles grâce à l'intégration de « mémoires » dans les boîtiers d'injection. « Il y a quatre ou cinq ans encore, nous devions, en cas d'incident, interroger le pilote, qui, trop absorbé par sa fonction, ne pouvait pas toujours nous renseigner, indique Jean-Jacques

Hüs. L'information était souvent déformée. Ces mémoires nous ont permis de décharger les pilotes de ces soucis. »

Cette mémoire embarquée avait toutefois des limites de poids pour ne pas trop alourdir la monoplace. D'où l'apparition de la télémétrie dans les écuries de pointe pour décharger les informations à chaque tour. En septembre 1987, à l'occasion du Grand Prix d'Italie à Monza, les électroniciens de Magneti-Marelli avaient installé au bord de la piste un système laser capable, à chaque passage des Ferrari, de capter quelques dizaines de milliers de paramètres. Désormais, c'est près de cent mille informations que les ingénieurs de Honda, Renault, Ferrari, Ford, peuvent lire à chaque tour dans les stands, où de véritables murs d'ordinateurs opèrent des synthèses.

Une courte durée de vie

L'originalité d'un moteur de formule 1 par rapport à ceux qui équipent les voitures de série réside aussi dans sa courte durée de vie (il tient le temps d'un grand prix avant d'être « reconstruit ») et son constant développement en cours de saison. « L'électronique nous a surtout permis de parfaire notre connaissance de la combustion, de l'usage des carburants aux différents régimes, estime Jean-Jacques Hüs. De 1982 à 1988, la consommation des turbos était passée de 350 grammes/cheval/heure à moins de 200, comme pour les atmosphériques actuels. Nous avons divisé par deux la consommation, tout en multipliant par deux les rendements. » Des chiffres qui illustrent le rôle de laboratoire que peut jouer la formule 1 pour une meilleure connaissance des carburants, de l'allumage, de la combustion, et des nouveaux matériaux utilisés pour les moteurs.

Ces nouveaux matériaux, et notamment la céramique, qui apparaissent dans les moteurs de

formule 1, où ils devraient connaître un bel essor dans les trois ou quatre prochaines années, se retrouvent sur les voitures de série dans une dizaine d'années. Les ressorts de soupapes actuellement montés sur certains modèles de la Régie sont ceux qui étaient utilisés pour les formules 1 avant l'adoption de la distribution pneumatique par Renault.

« Notre cahier des charges n'est pas le même que celui des motoristes de la Régie, explique Bernard Dudot. Nous recherchons plutôt la puissance sur un laps de temps très court et une stabilité sur une longue période. Nous nous appuyons sur la Régie pour les programmes de calculs qui nécessitent de très gros ordinateurs, pour leurs connaissances en électronique ou en matériaux nouveaux. Les chiffres que nous leur apportons en retour leur permettent de « border » leurs programmes avec des valeurs limites. Or, lorsqu'on est capable d'aller à ces limites, on peut, en revenant un peu en arrière, gagner en fiabilité et en performance pour la série. »

Le budget de Renault-Sport, qui emploie cent vingt-cinq personnes dont vingt-cinq ingénieurs à Viry-Châtillon, est de l'ordre d'un million de francs (161,4 milliards de francs en 1988), mais Raymond Levy, le PDG de Renault, a justifié ces dépenses en annonçant en juin 1988 le retour en formule 1. « Renault s'est redressé plus vite que nous ne l'attendions. Il était temps que la Régie se fixe un défi pour montrer qu'elle est en forme sur tous les plans. Je crois qu'il n'y a pas mieux que la formule 1 pour faire cette démonstration. Je ne dis pas que nous gagnerons la première année, mais notre objectif est de remporter le titre mondial. Nous nous lançons le défi de la perfection car, pour être les meilleurs en formule 1, il faut être irréprochables et meilleurs que les Japonais, qui représentent un symbole car ils ont beaucoup gagné ces dernières années. »

GERARD ALBOUY.

La recrudescence du paludisme

(Suite de la page 13.)

Détectés il y a trente ans en Colombie et en Thaïlande, les foyers de résistance de *Plasmodium falciparum* à la chloroquine n'ont cessé de s'étendre en Amérique du Sud, en Asie du Sud-Est, mais aussi en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Le même phénomène de résistance concerne d'autres médicaments antipaludéens (*Flavogline* et *Fansidar* notamment), ce qui contraindrait les médecins à une adaptation continuelle de leurs prescriptions, en fonction de la cartographie mouvante de l'épidémiologie et des types de chimio-résistance (3).

Tenu pour l'un des médicaments les plus efficaces contre le paludisme, la méfloquine (commercialisée depuis 1986 en France

par les Laboratoires Roche sous le nom de *Lariam*) apparaît également aujourd'hui d'un emploi plus difficile que prévu. « On a considéré jusqu'ici la méfloquine comme un produit sans danger dans les effets secondaires généralement reconnus comprennent des nausées, des vomissements et des selles molles, explique-t-on à l'OMS. Toutefois, certaines publications récentes et des notes adressées aux fabricants ainsi qu'à l'OMS suggèrent que l'utilisation de la méfloquine peut entraîner des réactions neurologiques plus graves. Parmi ces réactions figurent une dépression sévère, des épisodes psychotiques et des convulsions. Certaines de ces réactions se sont produites jusqu'à deux ou trois semaines après l'administration de méfloquine, soit à titre thérapeutique, soit à titre préventif. »

L'OMS recommande ainsi, depuis quelques jours, aux personnes dont l'activité nécessite à la fois finesse de coordination et acuité stéréoscopique (par exemple les équipes de navigation aérienne) de ne pas prendre de méfloquine à titre préventif et de cesser leurs activités pendant quelque temps si elles ont pris de la méfloquine à titre thérapeutique. Cette décision vient brutalement rappeler les risques que prennent les médecins qui, trop souvent, prescrivent à des fins préventives du *Lariam* de manière systématique et injustifiée, ce qui a court ou moyen terme ne peut que précipiter l'apparition d'une nouvelle résistance.

J.-Y. N.

Conseils

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser régulièrement, sur le paludisme et l'ensemble de la pathologie tropicale :

A. P. vacances A. P. voyages : Tél. : 45-85-90-21 (le matin seulement). Hôpital Claude Bernard : Tél. : 40-25-88-88.

Minitel : - Guide médical du voyageur, mis au point par l'Institut Pasteur de Lyon, Taper 3615 code PASTL. Couvre deux cents pays.

- Destination Tropiques, réalisé par Magistral et le service de médecine tropicale du professeur Gentilini à l'hôpital de la Salpêtrière. Concerne cent soixante-cinq pays. Taper 3615 code CARAB.

- La santé sur Minitel. Taper 3615 code TSANTÉ. Santé-Voyages - 3615 code SV, réalisé par le service de médecine tropicale du CHR de Bordeaux (professeur Labrousse) et la DASS de la Gironde.

(3) - La Chimio-prophylaxie du paludisme en 1988 - *La Lettre médicale*, n° 111, 1988 (15, rue Godefroy-Cavaignac, 75541 Paris Cedex 11) et « Chloroquine et paludisme, la fin d'une panacée », *Revue Prescrire* (tome 8, n° 73).

Lumières sur le globe

Le globe de Behaim (1492) va revivre. Sous forme d'hologrammes.

DEUX sociétés parisiennes, Holstar, pour la technique, et Elan, pour l'aspect commercial du projet, ont imaginé de mettre au service du passé la technologie de pointe qu'est l'holographie. Ce procédé de reproduction évite ce que ne soit oublié « un monument majeur de l'histoire de la découverte du monde », selon les termes du capitaine de vaisseau François Belloc, directeur du Musée de la marine à Paris, où fut exposé pour la première fois en 1987 le globe de Behaim, une pièce extrêmement fragile.

L'original reste conservé au Musée de Nuremberg en Bavière où est né en 1459 Martin Behaim. Homme d'affaires navigateur, celui-ci « avait commandé la sphère à Glöckengieser et Kalperger pour l'offrir au conseil municipal de sa ville, à une époque où les géographes allemands se posaient en champions de la cartographie scientifique », raconte M^{me} Monique Pelletier, directrice du département des cartes et plans de la Bibliothèque nationale.

La reproduction de cette modeste boule de 50,7 centimètres de diamètre lui paraît d'autant plus opportune qu'on s'apprête à célébrer « le 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb », en 1492, l'année même de la fabrication du globe. « Il est important de voir ce qu'avait Colomb dans la tête quand il est parti », poursuit M^{me} Pelletier. Le navigateur génois espérait ouvrir par

l'ouest et l'Atlantique une nouvelle route vers les Indes et le Japon décrite par Marco Polo. La projection terrestre dessinée sur le globe de Behaim correspond à parfaitement aux conceptions géographiques de Christophe Colomb qu'on suppose que l'Allemand, « qui a séjourné à Lisbonne et était admis parmi les savants de la cour, a eu entre les mains les manuscrits de Colomb, présentés au roi Jean II dès 1484 », explique Monique Pelletier. Les navigateurs imaginaient l'Atlantique comme une mer intérieure - couvrant 130 degrés du globe, les 230 degrés restants correspondant à un continent eurasiatique démesuré. Point d'Amérique naturellement, et encore moins d'Australie, tandis que la Méditerranée se résumait à un filet bleu.

Cette représentation de la planète, à la manière du Moyen Âge et de la Renaissance, rappelle beaucoup celles de l'Antiquité et notamment de son dernier grand géographe, le Grec Ptolémée, dont les observations remontent au II^e siècle après J.-C.

L'intérêt de conserver le premier globe d'Occident avait déjà été compris par Edme-François Jomard, fondateur du département des cartes et plans de la Bibliothèque nationale, qui en avait fait réaliser une copie en 1847. C'est ce premier fac-similé, et non la mappemonde de Nuremberg, en bien trop mauvais état, qui sera reproduit. L'exemplaire de Jomard est à peine en meilleure santé et ne sort plus de la bibliothèque.

que car « il est composé de fuseaux très étroits de velin (un parchemin très fin) peints et enroulés, qui se décollent dès qu'on les touche », explique M^{me} Pelletier.

L'holographie ne permet pas, à l'heure actuelle, de restituer la beauté des enluminures et en particulier « la très jolie couleur bleue de la mer », regrette la gardienne du globe. Celui-ci sera donc reproduit en noir et blanc, mais en trois dimensions. « L'holographie fournit une réplique très fidèle des volumes », souligne M. Christian Salame, directeur de la société Elan. Ce procédé utilise les interférences produites par deux faisceaux lasers, l'un provenant de l'émetteur, l'autre réfléchi par l'objet à photographier. Mais le résultat est meilleur qu'une photographie, reproduction plate, car

« c'est la restitution par la lumière de l'objet lui-même. On peut donc avoir l'émotion de l'authentique », poursuit M. Salame.

Dans l'immédiat, c'est moins l'émotion que le compte en banque des musées qui sollicite le directeur d'Elan, avant d'entamer la fabrication du globe hologramme. Proposé en souscription, il coûtera 60 000 à 600 000 francs selon le nombre des acheteurs. Ceux-ci, collectionneurs ou grands musées, formeront un club de soixante membres au maximum. Chaque exemplaire sera numéroté et la matrice détruite après la soixantième copie : la mappemonde des grandes découvertes restera la pièce de prestige des temples de l'art.

CÉCILE LE COZ.

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JUILLET-AOÛT 1989

LE DROIT DES ENFANTS

A quelques mois du vote par l'ONU d'une convention sur les droits des enfants, *Le Monde Dossiers et documents* fait le point sur ce problème de société.

- Le projet de convention : 50 articles pour défendre les droits essentiels des enfants.
- Le sort des enfants dans un monde de conflits : enfants soldats, enfants victimes, enfants emprisonnés, torturés.
- Les effets de la surpopulation et de la misère : l'absence de soins et d'hygiène. La prostitution, le commerce des enfants.
- Des droits bafoués dans les pays développés : les mauvais traitements. Les accidents domestiques, l'intolérance.

Avec des adresses, des orientations bibliographiques et le panorama des droits de l'enfant en Europe.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Des techniciens les projets la gestionnaire

TECHNOLOGIES

FIABILITE ET MA ASSISTES PAR O

CONSULTANTS DE I

Soyez un acteur technologies de demain

INGENIEURS ELECTRONIQUES

THOMSON

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INFORMATIQUE DE GESTION

Des techniques ambitieuses, les projets les plus innovants, la gestion : une science d'avenir.

Notre puissance d'innovation, étendue à une parfaite maîtrise des technologies de pointe, nous permet aujourd'hui de proposer une offre globale, unique, cohérente et complète, de produits et services dédiés aux métiers de la finance, de la comptabilité et de la gestion : la gestion : projets, logiciels sur mesure, clé en main,

traitement sur centres serveurs, maintenance, formation, conseil... Avec un C.A. de 2 milliards de francs et 3 000 collaborateurs, notre dynamisme et notre exceptionnelle progression s'inscrivent dans un projet d'entreprise avec pour principale richesse ses hommes.

INGENIEURS INFORMATIENS

Utilisant notre système très performant de développement de logiciels (LIG), vous intervenez sur :

- la réalisation de logiciels de comptabilité, gestion, trésorerie... De formation MIAGE, vous êtes familiarisés à l'utilisation d'un LIG et d'un SGBD.

- Le développement de modules de logiciels bancaires. Votre formation MIAGE est complétée par une expérience d'au moins 2 ans en SSI, de préférence dans le domaine financier.

INGENIEURS CONCEPTEURS

Votre maîtrise des techniques bancaires et financières vous permettra de saisir avec précision les besoins de vos clients. De solides connaissances en organisation, gestion administrative des

engagements sont nécessaires. De formation Ecole de Commerce ou d'ingénieur avec éventuellement une spécialisation CESB ou ITR, vous êtes familiarisés à l'utilisation de l'outil informatique.

La réussite de notre groupe vous garantit une évolution de carrière à notre image et à la hauteur de nos ambitions communes.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. C1105/MON, à Gilles Poirier, Direction Développement Carrières, 35-37, rue des Abondances, 92100 Boulogne.

L A N O U V E L L E D O N N E

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS OU QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Si vous souhaitez :

- rejoindre une des entreprises françaises les plus performantes utilisant des techniques de pointe.
- avoir des ouvertures au sein d'un groupe international leader sur son marché.
- une rémunération motivante et évolutive.
- travailler à CALAIS, la plus grande zone de développement en France - Angleterre et la Belgique à moins d'une heure.

Tioxide France Calais

Fabricant de pigments d'oxyde de titane
PROPOSE

ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS

2 INGENIEURS

Généralistes

- Bureau d'Etudes,
- Réalisations,
Gestionnaires d'hommes, de matériel et de budgets importants.

INFORMATIQUE

1 CHEF DE PROJET

Formation Ingénieur DEA - MIAGE ou équivalent.

Pour la conception, la mise en place et le suivi d'applications.

ASSISTANCE CLIENTELE

1 INGENIEUR CHIMISTE

Trilingue Anglais - Allemand
Interlocuteur et le Conseiller technique d'une clientèle européenne.

Vous êtes intéressés, écrivez-nous à
TIOXIDE FRANCE
Direction des Relations Sociales
BP 89 - 62102 CALAIS.



TECHNOLOGIES AVANCÉES ET INGÉNIERIE INDUSTRIELLE

La croissance rapide du Groupe SAGITEC, partenaire de très grandes entreprises dans les domaines du Conseil et de l'ingénierie en Fiabilité Industrielle et en Sécurité du Logiciel, l'amène à renforcer ses équipes.

FIABILITÉ ET MAINTENANCE ASSISTÉES PAR ORDINATEUR

Pour élaborer et conduire d'importantes missions auprès de très grands groupes industriels, nous recherchons des

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU Seniors et Juniors

Ingénieurs diplômés d'une grande école, vous avez acquis l'essentiel de votre expérience (2 à 7 ans) dans le monde de la Maintenance Industrielle. Vous y avez encadré des équipes d'ingénieurs et de techniciens.

Vous vous y êtes initié à la Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur.

Par leur ancrage, leurs enjeux économiques et le niveau de vos interlocuteurs, les projets que nous vous confierons vous permettront d'aborder tous les aspects des stratégies de fiabilisation de grandes unités industrielles, en y exerçant des responsabilités importantes et évolutives.

Réf. CB/208

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste qui vous intéresse,

OUTILS DE FIABILITÉ ET DE SÉCURITÉ DU LOGICIEL

Notre maîtrise des techniques des moteurs d'inférences spécifiques appliquées à la Sécurité du Logiciel et à la Sécurité informatique nous amène à recruter des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Débutants ou Confirmés

Suivant vos compétences et vos souhaits professionnels, vous rejoindrez nos équipes de développement de logiciels, vous conduirez des missions de validation (expérience Temps Réel indispensable) ou des projets de Sécurité Informatique (expérience Système Indispensable).

Dans tous les cas, vous pourrez atteindre rapidement un niveau d'expertise dans ces différents domaines et vous serez amenés à exercer des responsabilités étendues liées à notre développement.

Réf. CB/207

GROUPE SAGITEC
4, rue du Général-Lanrezac
75017 PARIS



Soyez un acteur des technologies de demain

Les SCTF Services Commandes de Technologie et de Fiabilité, ont pour mission la conception et la définition des orientations technologiques auprès des unités opérationnelles du Groupe, dans le cadre de grands projets européens et internationaux. Sur un site exceptionnel, rejoignez nos équipes d'experts, qui, pour mener à bien leur mission, s'appuient sur des laboratoires d'électronique et de physique.

INGENIEURS ELECTRONIENS

Possédant une première expérience industrielle, vous êtes responsable, dans une équipe jeune et dynamique, d'un des secteurs des technologies de packaging haute densité et assurez un rôle de conseil déterminant pour les choix technologiques futurs.

Communicatif et entreprenant, doté d'un esprit curieux et de synthèse, cette mission tremplin vous permettra d'évoluer en fonction de votre ambition dans le monde des hautes technologies.

Ce poste entraîne des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à : Mme BOUIC
THOMSON CSF-SCTF
BP 50 - L'OREE DE CORBEVILLE - 91401 ORSAY



CA CRÉDIT AGRICOLE DE VAUCLUSE

RECHERCHE

pour une mission de deux ans en Avignon

des titulaires de DUT informatique

des titulaires de Miage ou de maîtrise
informatique, débutants

des ingénieurs débutants

Vous serez chargés de faire évoluer le système d'information et l'organisation correspondante

Écrire :

Crédit Agricole de Vaucluse
Direction des relations humaines (réf. DS1/89)
77, rue Joseph-Vernet, 84000 Avignon.

INGENIEURS DEBUTANTS

ou PREMIERE EXPERIENCE
Grandes Ecoles

● Thermiciens ● Mécaniciens
● Aérodynamiciens Techniciens aérospatiaux
- expérience études et modélisation des problèmes à rencontrer, analyse des essais
- expérience du calcul avec des moyens informatiques puissants.
Anglais indispensable, disponibles rapidement, recherchés par IMPORTANTE SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE située banlieue Sud. Adressez CV et prêt à T21, 212 bd. Jean-Jaurès 92100 BOULOGNE ou téléphonez pour RV à François LAULAN au 47.61.00.85

Market manager Worldwide microelectronics engineering France

SALAIRE ATTRAYANT ET VOITURE DE SOCIÉTÉ

Notre client, un des premiers fabricants de microélectronique de haut niveau au monde tant sur le marché industriel que militaire, est prêt à continuer avec succès son projet d'expansion européen en nommant un professionnel de l'électronique française pour développer les opérations existantes et aussi explorer de nouvelles possibilités.

Vous aurez l'expérience du marché et des ventes. Vous serez capable d'analyser le marché et formuler des définitions technologiques pour les besoins de nos clients.

Vos priorités seront de vous mettre en relation avec les entreprises de systèmes avancés d'interconnexion ainsi que d'augmenter la part de marché existante des sous-ensembles et ensembles hybrides.

Vous serez détenteur d'un diplôme de niveau universitaire et votre enthousiasme vous permettra de développer ce rôle stratégique, vital pour l'expansion de nos clients. Expansion qui, à son tour, permettra un plus grand succès mondial.

Vous pouvez répondre en toute confiance à Julie Gilpin (UK) au 19 44 273 480088 jusqu'à 20 h 30 cette semaine et la semaine prochaine. Vous pouvez également envoyer votre réponse par fax au 19 44 273 480808 ou nous écrire à l'adresse suivante en mentionnant la référence 30265.

L'entretien préliminaire sera organisé à :

Paris, au cours de la semaine du 28 août 1989.

A member of the ERC Group Ltd
Electronics recruitment company UK
ERC House, 32/33, North Street, Lewes,
East Sussex BN7 2PQ, Angleterre.

UNE SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE CONSOMMATION

recherche

POUR SES LABORATOIRES

un technicien supérieur en chimie

Expérimenté en synthèse organique (4 à 5 ans).

Lieu de travail : banlieue nord-parisienne

Envoyer C.V. + photo à C.G.P. réf. C12.

14, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris, qui transmettra.

هذا من الامم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Maîtrises de Mathématiques Maîtriser aussi l'informatique, c'est se donner un large choix de métiers.

Filiale en pleine expansion de la Compagnie Bancaire (1^{er} Groupe financier européen), la SIS, société de services spécialisée depuis 20 ans dans les systèmes informatiques de gestion haut de gamme, a tous les atouts pour être au premier plan de la compétition européenne.

Débutant ou avec une première expérience professionnelle, une formation de plusieurs mois en informatique vous permettra d'intégrer des petites équipes et d'être rapidement opérationnel en participant activement à la conception, la programmation et la réalisation de projets variés pour nos clients. Après cette première période, vous prendrez progressivement en charge un projet sur le plan technique, pour évoluer ensuite vers

le poste de Chef de Projet avec des responsabilités humaines et financières accrues.

Vous avez l'esprit critique, d'analyse et de synthèse. Perspicacité de tempérament, vous aimez comprendre les problèmes et trouver des solutions opérationnelles.

En pénétrant avec nous dès aujourd'hui dans l'univers informatique, vous multipliez vos activités et vos perspectives de carrière à la SIS et au sein de la Compagnie Bancaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous réf. 525, à Catherine GODARD - Service Orientation et Recrutement - COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.



compagniebancaire

Devenez ingénieurs projets informatiques.

Nous recherchons de jeunes diplômé(e)s de l'Enseignement Supérieur (Bac + 4 minimum), débutant ou possédant une première expérience informatique pour des postes d'

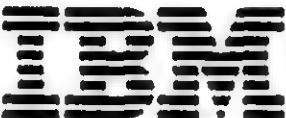
INGENIEURS PROJETS INFORMATIQUES.

Ils auront pour mission de participer à l'élaboration de projets, tant au plan d'applications internes (réseaux, télécoms, intelligence distribuée, architectures de postes de travail...) qu'au plan des grandes applications de l'Industrie, de l'Administration, des Transports, de la Finance, etc. Ces postes sont à pourvoir immédiatement en REGION PARISIENNE et à ORLÈANS.



Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, C.V. détaillé et photo sous référence Z11 à IBM France, Département Recrutement, 5, place Vendôme 75001 PARIS.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



Ingénieurs Grandes Ecoles Métallurgie

CEZUS, filiale du département ZIRCONIUM et TITANE du Groupe PECHINEY, est le leader mondial de ZIRCONIUM et ALLIAGES et le 2^e producteur européen de TITANE.

Jeune Ingénieur Grandes Ecoles (Centrale, Mines ou équivalent...) vous êtes spécialisé dans la métallurgie. Aujourd'hui vous désirez rejoindre une entreprise, leader dans son domaine.

Dans un environnement technologique de pointe (appareils de mesure, informatique), votre rigueur, votre esprit d'analyse et de synthèse et votre savoir-faire vous permettront de prendre en charge des projets complets : du développement et du

perfectionnement des produits jusqu'à la fabrication industrielle. Bien sûr, vous parlez anglais couramment.

A terme, nous vous offrirons de larges perspectives d'évolution dans notre centre de recherche basé en Savoie ou dans un autre département du Groupe PECHINEY. Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions), sous réf. C207, à notre Service Recrutement - 23, rue Balzac - 75008 PARIS



Stages, 1^{er} emploi : 3614 code PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

CHEF DE PROJET VALLEE DU RHONE

NOUVEAUX PRODUITS

INGENIEUR GENERALISTE, polyvalent par formation ou par acquisition, vous possédez une expérience de plusieurs années du développement dans un domaine très technique (électronique, hydraulique, micro-mécanique). Vous pourrez prendre en charge une fonction réellement motivante qui vous permettra d'animer l'ensemble du Projet, et donc son équipe (plusieurs ingénieurs et techniciens), en liaison avec le Marketing, la Recherche et la Production. Notre entreprise est française mais son contenu international implique la maîtrise de l'anglais.

30% DU MARCHE MONDIAL D'ICI 2010
CE CHALLENGE VOUS INTERESSE ?
Ecrire sous réf. 121 à Vincent COLONNA - IMAJE S.A. - 9, rue Gaspard MONGE - BP 110 - 26501 BOURG LES VALENCE Cedex - Tél. 73.73.55.53.

NOUS AVONS OBTENU L'OSCAR 1989 DU NOUVEL ECONOMISTE POUR L'EXPORTATION.

BUREAU D'ETUDE

recherche
des ingénieurs conseils électricité

1 INGÉNIEUR SPÉCIALISTE

courant fort, HT et BT

1 INGÉNIEUR SPÉCIALISTE

courant faible, GTC, DI

Ecrire sous le n° 8481
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7.

Le Monde CADRES

ENCYCLOP. UNIVERSALIS

recherche
collaborateurs (recherche)
souhaitant s'intégrer à une
équipe de vente (pas de
port à port).

SI VOUS AVEZ :

- minimum 22 ans
- un bon niveau de culture
générale.
- le goût des contacts
humains.
Votre candidature
nous intéresse.
47-54-89-18.

INSTITUTIONS PRIVÉES

recherche
Paris cherchant pour pro-
chaines rentrées :

1 PROFESSEUR

d'histoire
pour enseigner en classe pré-
paratoire, 1^{er} espagnol.

1 PROF. D'ALLEMAND

1 PROF. D'ESPAGNOL
plein temps

DES SURVEILLANTS(ES)

d'externat et internat

Adr. lettre, CV, photo ou
MONDE, sous n° 8488
5, r. de Montessuy, Paris-7.

SOCAL-MARSEILLE

budget annuel : 1 milliard.
830 agents

RESPONS. DU SERVICE

COMMUNICATION

sous autorité directe du
directeur général, équipe de
travail permanente, budget spé-
cialisé.

chargé de :

- la conception,
- l'animation,
- la mise en œuvre,
- le suivi d'une stratégie
de communication glo-
bale, interne et externe.
Formations à la communi-
cation écrite, niveau IUT
minimum.

Expérience souhaitée 2 à
3 ans dans un poste similaire.
Poste diplo, immédiat.

Adresser CV et photo à :

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

VILLE DE MONTREUIL

(93) 100 000 hab.

recherche

pour la direction des
études urbaines :

1 CHARGE D'ETUDES

EN URBANISME (I.F.)

Ce cadre, de catégorie A,
secrétariat ou contractuel,
sera chargé (a) de réaliser
des études préliminaires et de
suivi des dossiers opération-
nels (Z.A.C., projet de quartier,
projet urbain).

Ce poste suppose une bonne
connaissance de l'adminis-
tration territoriale, une
grande maîtrise profession-
nelle d'au moins 5 ans.
Adresser cond. CV avec
photo et tél. :

à M. le député maire
Mairie de Montreuil
85105 MONTREUIL Cedex.

AGENCE DE PRESSE

recrute

JOURNALISTE

efficace et fiable

Conditions : bonne, vie des aff.,
éco. (bonne post. comm.)

EMPLOYÉ(E) RÉDACTION

nt-temps. Dactylo, class.,
petit secrétariat, etc.

Ecrire sous le n° 8485
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

LE MONDE L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

YVAIN LUXEMBOURG

67 m², ASC, CALME,
3^e ETAGE, 2 250 000 F.
46-33-26-46.

13^e arrdt

RUE BOULLOT

50 m², 4^e, asc., travaux,
petit, possible, 970 000 F.
petite, 43-20-34-46.

VUE EXCEPTIONNELLE

travaux, rénové, stand., beau
4 pces, 104 m², 4 pces,
2 880 000 F. 43-20-32-77.

Province

locations meublées offres

Paris

Location meublée, tout conf.,
studio 25 m², 17^e arr., sortie
M^o, dans immeuble avec
concierge, grand confort, meub-
les modernes, s. de bain, w.c.,
cuisine, salle à manger avec inter-
phone, 100 m², 2 pces,
divers 130, téléphone, climatisé,
double vitrage.

Emplacement privilégié, très
calme, ensoleillé, 2^e étage,
grand marché tout com-
merce, 2 800 F CC. (1) 46-
27-28-86, mardi de 10 h à
12 h, soir après 20 h 30.

Province

AVIGNON

DUPLEX + TERRASSE
3 m² Palais des Papes,
4 200 F. libre, 84
80-42-20-84.

Province

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Constitution de sociétés,
Déclaration de tous serv.
Perman. téléphoniques.

43-55-17-50.

BUREAUX ÉQUIPÉS

Toutes dates, tous services

DOMICILIATIONS

Franklin-Roosevelt-Boisde

Faubourg-Saint-Honoré

ACTE, 43-59-77-55.

Domiciliation depuis 50 F/m²

Prix 1^{er} 2^e 3^e 15^e 16^e 17^e

Permanence tél. 43-59-77-55.

INTER DOM 12^e, 43-40-31-46.

MEGEVE

« A FLEUR... DE NEIGE »

Dans un élégant immeuble rénové du centre ville et à proximité du

télécabine du Chamol, appartements luxueux de 3, 4 et 5 pièces,

grandes terrasses, jardins pour les appartements du rez-de-

chaussée. Très belles finitions. Situation calme et ensoleillée.

Garages en sous-sol. Livraison Pâques 1990.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :

BROLLET S.A.

23, quai des Bergues

1201 GENEVE

tél. (19-41-22) 7313800.

Communication

Le congrès des bibliothécaires

Coût de l'information et désengagement de l'Etat

Le 55^e congrès de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires (IFLA) s'est ouvert à Paris, au Palais des congrès, mardi 21 août. Il rassemble plus de deux mille professionnels de quatre-vingts pays. L'architecte Dominique Perrault a été choisi par M. François Mitterrand. En marge de ce congrès, la conférence internationale de la documentation de l'IFLA, ouverte au public et consacrée aux bibliothèques du futur.

« Bibliothèques, information, économie », tel est le thème central retenu pour ce 55^e congrès. C'est la première fois depuis 1957 que la conférence générale annuelle de l'IFLA se tient à Paris.

Créée en 1927, l'IFLA regroupe aussi bien des associations professionnelles de bibliothécaires que des institutions et des administrations. Elle jouit du statut consultatif le plus élevé auprès de l'UNESCO, qui finance d'ailleurs par partie la réalisation des cinq « programmes fondamentaux » que s'est fixés l'organisation : le contrôle bibliographique universel et l'harmonisation des règles de catalogage, l'accès universel aux publications, l'aide au développement des bibliothèques dans le tiers-monde, les transferts de données et les télécommunications, enfin la préservation et la conservation du patrimoine.

On parle donc à Paris, au cours d'une centaine de séminaires, d'ateliers, de colloques et de réunions techniques aussi bien de « la 20^e édition de la classification décimale Dewey » que des centres d'information automatisés ou des services de

bibliothèques pour les populations multiculturelles.

Mais c'est la dimension économique de l'activité des bibliothèques qui occupera l'essentiel des communications et des débats. Celle-ci présente, au-delà de ses aspects techniques, un caractère hautement politique, qu'il s'agisse des coûts de l'information ou de la valeur qu'elle produit. Or, si les coûts d'une bibliothèque peuvent être assez facilement évalués, la valeur de l'information, elle, est infiniment plus difficile à mesurer. Cette inégalité de perception a pour effet, dans la logique financière ou comptable qui prévaut, souvent, chez les « financeurs » des bibliothèques, de restreindre les budgets consacrés à l'information. Surtout, l'air du temps est à l'austérité et au désengagement de l'Etat. Et s'il s'agit de pays pauvres.

Ce phénomène, comme le souligne M. Jacques Michel, vice-président de l'Office européen des brevets, dans sa communication inaugurale au congrès, provoque un malaise dû aux difficultés financières dans la plupart des pays industrialisés et accroit encore l'écart entre la capacité d'information des pays riches et celle des pays pauvres, qui paraissent s'enfoncer dans une sorte de vide informatif.

De plus en plus cher

Or, si l'on ne sait pas mesurer la valeur de l'information enregistrée et communiquée à tous, on peut mieux calculer les pertes considérables dues au manque d'information. « Sans information, la recherche serait vaine et le savoir ne servirait plus », dit M. Michel. Ne pas être informé de ce qui se fait et de ce qui se publie dans les cent mille publications spécialisées, parmi le million d'articles qui se publient chaque année, c'est renoncer à former des

chercheurs, c'est dépenser des sommes parfois considérables pour mener des travaux qui ont, ailleurs, trouvé leur aboutissement. Les bibliothèques et les réseaux de diffusion de l'information sont les centres nerveux du développement.

Mais il est également vrai que l'information coûte de plus en plus cher. La quantité de données disponibles a connu une véritable explosion, le coût moyen des livres et des publications augmentant sensiblement plus vite que le coût de la vie ; mais surtout, une foule de nouveaux produits de collecte, de stockage ou de diffusion sont apparus ces dernières années sur le marché. Certes, à terme, ces nouveaux rejets de la technologie électronique - télématique, catalogue informatisé, stockage optique, C-D ROM, et bases de données en tous genres - s'ils sont bien gérés, des facteurs d'économies pour les bibliothèques et les centres de recherche. Pour l'instant, ils obligent à des investissements souvent considérables qui asphyxient les bibliothèques tant par leurs coûts d'investissement que par la formation du personnel qu'ils nécessitent.

Là encore, l'écart entre riches et pauvres se creuse dramatiquement. Sur les trois mille bases de données actuellement offertes dans le monde, 56 % viennent des Etats-Unis, 27 % d'Europe, 15,6 % du Japon et 1,4 % du reste du monde.

Les politiques des Etats et des différentes collectivités payées face à ce double défi de l'augmentation des coûts et de la concurrence scientifique accrue entre les nations sont très diverses. La France, par exemple, a consenti un effort considérable depuis 1981. Mais, d'une part, son retard sur les principaux pays industrialisés était important ; d'autre part, les crédits alloués sont allés pour l'essentiel à l'équipement des départements en bibliothèques centrales de prêt, la situation des bibliothèques universitaires demeurant,

selon le rapport de M. André Miquel, très préoccupante. En revanche, la politique d'austérité et de réduction du personnel de la fonction publique entreprise par M^{re} Thatcher a vivement frappé un réseau de bibliothèques considéré comme le meilleur du monde. La Grande-Bretagne demeure néanmoins, avec les Pays-Bas, le pays qui consacre la plus forte part de ses dépenses d'Etat - hors dépenses militaires - aux bibliothèques et à l'information : 0,63 % contre 0,42 % à l'Allemagne fédérale, 0,37 % à l'Italie et 0,2 % à la France. Il est vrai, un certain nombre de charges ont été transférées aux régions et aux départements.

La question du financement des bibliothèques est donc désormais posée partout. Certes le principe du service public des bibliothèques et de l'égalité des citoyens devant l'information n'est pas remis en cause. L'accès libre des usagers à la totalité de l'information disponible demeure l'objectif. Mais l'immense développement des connaissances et des systèmes informatiques et ses innombrables plantations ont rendu cet objectif parfaitement utopique. On effectue déjà des choix.

L'une des leçons du congrès de l'IFLA pourrait être de montrer que derrière ses choix gestionnaires se profile en fait des choix politiques et des choix sociaux : faut-il faire payer l'information, à qui, sur quels critères ? Faut-il considérer les utilisateurs comme des usagers ou comme des clients ? Comment faire accéder les pays en voie de développement aux grandes bases de données sans mettre en cause leur indépendance ? Face à la grande utopie informationnelle qui voudrait que tout le savoir humain enregistré soit à la disposition de tous, la loi de Bradford rappelle que 80 % des publications restent ignorées de tous. Non maîtrisée, l'explosion de l'information est paradoxalement la plus efficace des servitudes à secrets.

PIERRE LEPAPE.

Hollywood en mutation

Hollywood est en pleine mutation... D'après par des recettes records dans le domaine du cinéma et par les promesses d'un marché mondial des programmes de télévision en plein boom, l'industrie attire à nouveau les capitaux et suscite les convoitises de groupes géants du monde entier, notamment des japonais. JVC, le fabricant électronique, vient de s'offrir le pas en annonçant la création d'une nouvelle compagnie de production cinématographique, Largo Entertainment, en association à 50-50 avec M. Lawrence Gordon, ancien président de la Fox et nouveau directeur de la compagnie. L'investissement initial dépasserait 600 millions de francs.

Déjà émue par le rachat de MGM par un groupe australien et passivement par les péripéties du regroupement Time-Warner, Wall Street s'agite sur de nouvelles annonces... enchaînant des étrangers. Mais l'industrie du spectacle ne s'arrête pas. La nouvelle saison télévisuelle va porter à l'écran les shows sortis cet été des studios. Voici donc, dans un contexte de renouveau - l'essor du câble, l'affaiblissement des grands réseaux, l'interconnexion du marché, - une série de rencontres qui seront l'occasion de découvrir des personnages-clés d'un système où les loyers de commande sont en train de changer de mains, et d'entrevoir quelques-unes des nouvelles règles de l'économie de Hollywood.

Mel Harris et les vieux filons

(Suite de la première page.)

Des secteurs qu'il a lui-même créés, depuis les ventes de cassettes vidéo jusqu'à la distribution de programmes originaux aux télévisions indépendantes en « syndication ».

Pour arriver à ce résultat, Mel Harris et son équipe ont étudié minutieusement l'évolution du marché, réquant trois prévisions. D'abord, assurément, la part d'audience des réseaux nationaux (ABC, NBC, CBS) va doucement mais sûrement rétrécir. Ensuite, un jour ou l'autre, les réseaux se mettront à produire leurs propres programmes au lieu de les acheter comme la réglementation l'exige encore actuellement. Enfin, la spectaculaire progression des télévisions indépendantes et par câble, ainsi que celle des ventes à l'étranger provoqueront une demande croissante de programmes. Pour réussir, en connaissant le président de Paramount TV, un studio dédié à la production de séries de télévision capable de suivre le consommateur sur les différents marchés, le meilleur des atouts pour attirer l'audience et se distinguer de la concurrence étant la qualité.

Qualité des scripts, qualité des acteurs et des réalisateurs, qualité des plateaux... Une exigence pour le moins coûteuse, qui impose que les installations tournent à plein, que les scènes

rites, dont on s'est attaché l'exclusivité, écrivent et que le personnel des services de vente disposent d'un vrai stock. Harris est donc allé de l'avant. Et son premier défi fut « Star Trek », une reprise de la série de science-fiction redessinée des années 60, rebaptisée cette fois « Nouvelle génération ».

L'idée avait de quoi séduire les grands réseaux à la recherche de programmes originaux. Mais le coût - 1,3 million de dollars par épisode (8,3 MF) - et la condition posée par Paramount d'acheter d'emblée vingt épisodes se révélèrent dissuasifs. Mel Harris prend alors le risque de lancer directement la série sur le marché des télévisions indépendantes (« syndication »). Un risque calculé et compensé par l'extraordinaire campagne de marketing conçue pour le lancement.

Des épisodes

vieux de vingt ans

On ressort d'abord, pour les vendre en bloc, les anciens épisodes datant de vingt ans. On utilise ensuite la formule du *barter*, c'est-à-dire de la fourniture d'émissions comprenant d'office sept minutes de publicité préremplie par Paramount. Enfin, on bloque jusqu'en 1990 les ventes à l'étranger afin de permettre l'essor d'un marché international de cassettes vidéo. Le succès public dépasse les espérances et la série crée les sondages. Et la carrière de « Star Trek », décidément un bon filon, est loin d'être terminée.

Exploiter les vieux filons est un peu l'astuce des dirigeants de Paramount, qui savent rentabiliser au maximum un produit ou une bonne idée. Et la vague des remakes de grands classiques télévisuels ne fait que commencer. Un autre exemple ? « Mission impossible », tournée en Australie et bientôt à nouveau sur le petit écran. C'est une production pour ABC avec la télévision australienne exploitée par Mel Harris. Et c'est la première fois qu'une série fabriquée entièrement à l'étranger passe sur un grand réseau.

Un « symbole », croit-il percevoir, de l'ouverture des télévisions américaines à l'égard de l'étranger. Un symbole tout relatif, étant donné le soin mis par les Américains pour tourner cette production : négociations pendant près de deux ans, nombreuses équipes américaines sur le tournage, scripts revus et corrigés « à l'américaine », et paysages « impossibles à situer géographiquement ». Mais, là aussi, un film dont Paramount a bien l'intention de profiter en multipliant les coproductions et les tournages à l'étranger, pour des raisons de coûts - le recours à du personnel non syndiqué au Canada permet de sérieux économies - et de variétés de paysages. « N'en avez-vous pas assez, demande Mel Harris, de voir les mêmes coins de rue de Los Angeles ? »

Mel Harris, en fait, regarde surtout vers l'Europe. C'est elle la nouvelle frontière de Paramount. Elle a qui, fort d'un catalogue de plus de mille cinq cents programmes, il fait depuis longtemps les yeux doux. « On suit moi après moi l'évolution des législations. D'abord l'Italie, puis la France et l'Espagne. Demain la Grèce, la France-Bretagne et peut-être l'Allemagne. C'est la certitude non pas de vendre beaucoup plus cher, mais d'en vendre beaucoup plus. » Il mise aussi sur l'exploitation de séries en cassettes vidéo - « Aucune source de revenu ne doit être négligée pour récupérer nos investissements » - et sourit malicieusement quand on lui parle des quotas. Trop poli pour s'emporter, Mel Harris ! Trop malin ! Il faut décoller, ouvrir toutes les frontières, décoller les productions, s'enrichir de tous les talents, de toutes les cultures... Le discours traduit bien l'ardeur de Paramount à déployer son activité partout dans le monde. Domage que l'étranger des écrans américains aux produits étrangers interdise toute réciprocité. Mel Harris n'aurait-il pas trop tendance à penser que la télévision, comme le rock and roll, n'est qu'une seule patrie, les Etats-Unis ?

Remerciements

M^{re} Régine Plas, Sa fille, Et toute la famille, remerciant tous ceux qui se sont associés à leur douleur lors du décès de

François PLAS.

Anniversaires

Pour le cinquième anniversaire du décès de

M^{re} Suzanne TRAFIQUANT, née Bernstein,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue, qui l'ont aimée et qui ont gardé son souvenir.

Le Carnet du Monde

Naissances

Le Boul. Banyuls-sur-Mer. Prats-de-Molles.

Virginie SARABE DELHOSSE, Jean-Marie LAVERRIERE PARCS DE GASTAUD, leur fille Laura ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre.

Décès

M. Ado Blaton, son épouse, M^{re} Catherine Blaton, M^{re} Dominique Blaton, M^{re} et M^{re} Philippe Blaton, ses enfants, Et la famille, ont la douleur de faire part de la mort de

M^{re} Ado BLATON,

née, à Bruxelles, le 14 juin 1923, et décédée, à Bruxelles, le 19 août 1989, munie des sacrements des malades.

Le service religieux, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Bruxelles, sera célébré en l'église Notre-Dame-des-Grâces, le mercredi 23 août, à 11 heures.

Réunion à l'église. Chant d'oiseaux à Woluwe-Saint-Pierre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

1150 Bruxelles. Bovenberg, 120.

— Liliane Bloch-Morhange, son épouse, Françoise et Michel Londez, Lise Bloch-Morhange Hunter et Mark Hunter, Gérard et Jeanne Bloch-Morhange, ses enfants, Anne, Sophie, Gilles et Vincent, ses petits-enfants, Ainsi que toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques BLOCH-MORHANGE, économiste et écrivain, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance,

survenu à Paris, à l'âge de soixante-huit ans, le 15 août 1989.

Les obsèques ont eu lieu le 21 août, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris.

(Economiste, né le 31 janvier 1921 à Paris, Jacques Bloch-Morhange a suivi une brillante ascension. Officier d'ordonne puis journaliste, il fut aussi membre du Comité de direction et vint au titre de personnalité qualifiée. S'attachant à la planification et à l'aménagement du territoire, il anima de nombreux colloques internationaux. Excellente connaissance, il fit part de ses idées comme chroniqueur à la télévision, de

laquelle il voulait voir exister la publicité. De nombreux ouvrages témoignent de sa compétence en matière économique, notamment ceux qui concernent la fiscalité.

M. et M^{re} Antoine Journé, M. et M^{re} François Chastelin, M. et M^{re} Yves Chastelin, Le docteur et M^{re} Noël Chastelin, M^{re} et M^{re} Claude Richard, M. et M^{re} Patrick Chastelin, ses enfants,

Ses vingt-huit petits-enfants et ses quarante arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{re} Philippe CHATELIN, né Jeanne Garbousseaux, chevalier de la Légion d'honneur, grande médaille d'honneur de la Croix-Rouge, médaille du service de santé militaire 1914-1918,

décédé à Paris, le 8 août 1989, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

Selon sa volonté, ses obsèques ont été célébrées à Reims dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Ma lumière et mon salut, c'est la Sagesse ».

21, rue Percival, 91100 Reims.

— M^{re} Pierre Charpentier, son épouse, Frédéric Charpentier, M^{re} et M^{re} Colin Simon, Virginie Charpentier, ses enfants, Nicolas Simon, son petit-fils, M^{re} Hamilton Southan, M. et M^{re} Fulgence Charpentier et leur famille, M. et M^{re} Georges Nossowitch,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CHARPENTIER, ambassadeur du Canada,

survenu le 15 août 1989, à Ottawa (Canada), après une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 septembre, à 10 h 30, en l'église dominicaine Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2602-530 Laurier, avenue W, Ottawa Ontario, K1R7T1 Canada.

— M^{re} et M^{re} Anne-Marie François, Jeanne-Marie et Yves Bourdet, Sylvie et John Woolley, Annette et André Baby, Jean-Charles et Nancy François et leurs enfants, Annette Rieler, Jean-Jacques Rieler, Sébastien Rieler, Nicolas Rieler, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Elisabeth FRANÇOIS-RISLER,

survenue le 20 août 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le 25 août, à 10 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

Le Petit-Palais, 91940 Gommery-le-Châtel.

— M^{re} et M^{re} Bernard Laroche, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{re} Hubert Laroche et leur fille, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} LAROCHE, née Cécile Cardier,

survenue le 21 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Ses obsèques religieuses auront lieu le mercredi 23 août, à 16 heures, en l'église Saint-Charles de Sedan, où l'on se réunira.

L'offrande tiendra lieu de condoléances et de remerciements.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris. Grenoble. Charnay-lès-Mâcon. Chambéry.

On nous prie de faire part du décès accidentel, survenu à Paris le 18 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-un ans, de

M. Charles-Robert PAGNON, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de M^{re} Charles-Robert Pagnon, son épouse, M. et M^{re} Philippe Pagnon, M^{re} et M^{re} Louis Pagnon, M. et M^{re} Pierre-Antoine Charnigou, Agnès, Jérôme, Mathieu, ses enfants et petits-enfants,

M^{re} Henri Pagnon, M^{re} Jacques Pagnon, M^{re} Michèle Pagnon et sa fille Christiane.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 23 août, à 14 h 30, en l'église de Plombières-lès-Dijon (Côte-d'Or).

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Lancet, 75016 Paris, 18, rue Marbeuf, 75008 Paris, 24, rue Hameelin, 75116 Paris, 20, quai des Allobroges, 38000 Grenoble, 18, rue de la République, 42000 Le Puy-en-Velay, 71000 Charnay-lès-Mâcon.

— M^{re} et M^{re} Georges Fery, M^{re} et M^{re} Marie-Georgette Fery, M^{re} et M^{re} Michel Chevalier, M^{re} et M^{re} Olivier Chevalier, sa fille, Les familles Chevalier, Fery, Marquis, Thomas, Patoux, Leroy, Parents et alliés, ont la grande douleur de faire part de la mort soudaine de

M. Gérard CHEVALIER, directeur adjoint de la Société nationale de radio-télévision française d'outre-mer,

survenue tragiquement le 19 août 1989, à Grasse (Alpes-Maritimes).

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 23 août, à 16 h 15, en la basilique Notre-Dame, à Nice.

« Aujourd'hui vous pleurez, demain je serai parmi vous. » Saint Matthieu.

8, boulevard Victor-Hugo, 06000 Nice, 8, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-86-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et colporteurs 73 F

Communications diverses 86 F

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction spéciale, nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Économie

BIBLIOGRAPHIE

« La face cachée de l'économie mondiale »
de Jean-François Couvrat et Nicolas Pless

Ces milliards qui n'existent pas

« Au train où vont les choses, les États ne pourront bientôt plus lever que des impôts indirects (...) et des impôts sur les salaires. A peu de chose près, le retour à l'ancien régime ». En cette année de Baccarat, voilà une affirmation qui laisse, chez Jean-François Couvrat et Nicolas Pless, sous couvert d'une enquête sur les « trous noirs » de l'économie mondiale, sur un terrain de réflexion très riche : la souveraineté économique des États.

La dialectique de l'ouvrage est claire : les flux économiques ne cessent de se mondialiser, alors que les États éprouvent de grandes difficultés à coordonner leurs politiques en matière de capitaux et de fiscalité. Sur ce dernier point, il n'est que d'observer les atermoiements européens sur l'harmonisation fiscale, ou le répertoire des flots de secret bancaire sur le Vieux Continent, pour se persuader qu'il existe entre les espaces financiers et fiscaux convertis par les États de vastes zones grises.

Coûtes statistiques

«Trous noirs» donc, économie souterraine, pavillons de complaisance, paradis fiscaux, argent sale, hiatus statistiques... Tout cela n'est pas perdu pour tout le monde. Une

centaine de milliards de dollars par an disparaissent ainsi à toute comptabilité. Au bas mot.

En vingt ans, nous disent les auteurs, « 1 000 milliards de dollars — l'équivalent de la dette du tiers-monde — ont été versés à l'occasion de transactions internationales, sans qu'aucun pays ne déclare les avoir reçus ». Et de passer en revue, cas par cas, les gouffres statistiques où se perdent les dollars du fret des pavillons de complaisance, l'argent de la drogue ou du financement d'achats d'armes.

Voici un livre qui devrait être au programme des premières années de licence de sciences économiques. Exercice de relativité : il y a plus à voir dans les statistiques que ce que l'OCDE, le FMI ou les comptabilités nationales nous donnent à voir.

Exercice d'économie pure : qui y a-t-il de plus fluide que les marchés occultes ? Quel meilleur exemple de confrontation d'une demande — soigneusement entretenue — et d'une offre parfaitement maîtrisée ? Déjà le professeur Ingo Walter avait tenté, dans son ouvrage sur «L'argent secret», une dissection fort habile de l'économie occulte (1).

Ici, le propos des auteurs est cependant moins cynique. Nul sensationnalisme dans leurs révélations : des données brutes rendues

accessibles et passionnantes. Cet ouvrage n'est pas un guide à l'usage des petits malins, mais un cri d'alarme.

Un roi-Etat quasiment au

Se mirant dans une glace brouillée, le roi-Etat ne voit plus qu'il est quasiment nu. Ses costumes fiscaux sont décolorés, ses coutures financières se défont. Vestes à double fond, poches percées, les États en sont réduits, lors de grandes occasions médiatiques, à convoquer des commissions de conjurés.

An récent — et magnifique — sonnet de l'Arche, tout à la fin du communiqué publié le 16 juillet, les Sept se sont engagés à mettre en place un groupe de travail sur «l'utilisation du système bancaire et des institutions financières aux fins de blanchir l'argent». Il vient un moment où même les plus libéraux s'inquiètent de voir que les dépôts bancaires aux îles Caïmans sont supérieurs à ceux qui transitent en Allemagne...

DIDIER POURQUERY.

« La face cachée de l'économie mondiale », de Jean-François Couvrat et Nicolas Pless, Éditions Hatier, 360 pages, 105 francs.

(1) L'argent secret, Éditions Jean-Claude Lattès, 1986.

AFFAIRES

Avec une dette de 920 millions de dollars

Wang signe un accord avec ses banquiers

Le constructeur informatique américain Wang, un des «chouchous» de la Bourse il y a quelques années, est arrivé à un accord avec ses banquiers. Wang, frappé par le ralentissement des ventes de mini-ordinateurs, a annoncé une perte record de 424,3 millions de dollars (2,7 milliards de francs) au cours de son dernier exercice, clos le 30 juin dernier.

Pou après, le couperet tombait sur Frederick Wang, le fils du mythe fondateur An Wang, un immigré chinois aux États-Unis. Il démissionnait, et son père, à peine remis d'une grave opération chirurgicale, montait un crématorium à soixante-sept ans pour négocier avec les banques.

Aux termes de l'accord, le constructeur (dont la dette s'élevait à 920 millions de dollars) est autorisé à augmenter de 100 millions de dollars sa ligne de crédit.

Il peut en outre lever 175 millions de dollars par le biais d'obligations garanties sur des actifs de la firme. Enfin, l'entreprise va se séparer de certaines de ses activités, dont sa filiale de crédit-bail.

Wang, qui avait suspendu le remboursement de sa dette, la semaine dernière, a vu son titre repasser du terrain des lundi matin à Wall Street.

Les relations entre Paris et Tunis

M. Bérégovoy souhaite une relance des investissements français en Tunisie

TUNIS
de notre correspondant

Les investissements privés français, qui ont stagné ces dernières années, doivent être relancés, a déclaré lundi 21 août, à Tunis, M. Pierre Bérégovoy. Le ministre français de l'économie, des finances et du budget venait de signer avec son collègue tunisien du plan et des finances, M. Mohamed Ghannouchi, une série d'accords portant sur une enveloppe globale de 1 060 millions de francs d'aide économique et financière accordée à la Tunisie au titre de 1989 (le *Fonds* de 18 août), dont 100 millions destinés à la promotion des investissements.

Lors d'une conférence de presse, M. Bérégovoy a tout particulièrement insisté sur l'intérêt qu'il porte au renforcement du partenariat et sur son intention d'inciter les investisseurs français, notamment les industriels, à engager des actions en Tunisie. « Nous souhaitons que nos investisseurs soient davantage présents dans une perspective d'opérations directes ou en collaboration avec des investisseurs tunisiens, afin qu'ils puissent développer ensemble des entreprises de biens et de services destinées tant aux marchés tunisiens et français qu'à des pays tiers », a-t-il déclaré.

« Nous souhaitons beaucoup ce renforcement de notre coopération industrielle et commerciale. C'est notre devoir de solidarité, mais aussi notre intérêt bien compris. »

Des conditions de crédit assouplies

M. Bérégovoy a dit aussi qu'il espérait que le « nouvel élan » qui doit être donné à la coopération franco-tunisienne se développe dans le cadre de l'Union du Maghreb, la France pouvant jouer un rôle dans la collaboration entre la Communauté européenne, la Tunisie et les autres pays de la région.

D'autre part, rapporte l'agence Tunis Afrique Presse, les conditions de crédit français ont été assouplies (1,5 % d'intérêt sur trente-trois ans, avec un différé de dix ans) et l'aide-projet ne sera plus liée seulement à des programmes industriels mais aussi à l'agriculture et à l'hydraulique.

Les différents accords qui viennent d'être signés répondent — du moins en partie — à l'attente des dirigeants tunisiens qui avaient encore exposé, au mois de juin, leurs desiderata lors de la visite que M. François Mitterrand avait effectuée à Tunis.

MICHEL DEURÉ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 10,30 % 1978

Les intérêts courus du 25 septembre 1988 au 24 septembre 1989 seront payables, à partir du 25 septembre 1989, à raison de 185,40 F par titre de 2 000 F contre détachement du coupon n° 1 et un estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,60 F (montant brut : 206 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 30,10 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,12 F faisant ressortir un net de 150,40 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 43 787 obligations comprises dans les séries de numéros 380 988 à 430 910, sortis au tirage du 21 juillet 1989, seront remboursées au porteur et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 12 au 25 septembre 1990 attaché.

Ces titres sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

1981 :	13 313	et	493 036 à 500 000
1982 :	309 587 à 320 609		
1983 :	121 931 à 134 089		
1984 :	286 001 à 299 410		
1985 :	271 573 à 288 400	et	299 411 à 301 366
1986 :	309 504 à 309 586	et	320 610 à 343 629
1987 :	233 910 à 271 574	et	301 367 à 309 503
		et	343 630 à 346 941

1988 : 169 718 à 212 459

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux variable trimestriel

juillet 1989 (tranche 1)

Les intérêts courus du 7 août 1989 au 13 septembre 1989 seront payables, à partir du 14 septembre 1989, à 186,05 F par titre de 2 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 46,51 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,72 F faisant ressortir un net de 135,82 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux variable trimestriel juillet 1989

(tranche 2)

Les intérêts courus du 7 août 1989 au 13 septembre 1989 seront payables, à partir du 14 septembre 1989, à 123,01 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 30,8 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,20 F faisant ressortir un net de 335,85 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux variable trimestriel février, mars et juin 1988

Les intérêts courus du 15 juin 1989 au 13 septembre 1989 seront payables, à partir du 14 septembre 1989, à 460,06 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 62,52 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,34 F faisant ressortir un net de 309,45 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 11 % décembre 1977

Les intérêts courus du 25 septembre 1988 au 24 septembre 1989 seront payables, à partir du 25 septembre 1989, à raison de 1 000 F par titre de 1 000 F, contre détachement du coupon n° 12 et un estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,00 F (montant brut : 110 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 16,49 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,20 F faisant ressortir un net de 80,31 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs : — 1979 : -F- — 1981 : -B- et -C- — 1983 : -G- et -H- — 1986 : -A- et -J-.

A partir de la même date, les obligations comprises dans les séries E, L et N cessent de porter intérêt et seront remboursables à 1 000 F coupon n° 13 au 25 septembre 1990 attaché.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II — loi du 30 décembre 1981, et décret n° 83-559 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

mai 1989 / juin 1989

Les intérêts courus du 15 juin 1989 au 13 septembre 1989 seront payables, à partir du 14 septembre 1989, à 447,42 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 111,85 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,94 F faisant ressortir un net de 326,63 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

mai 1989 / juin 1989

Les intérêts courus du 15 juin 1989 au 13 septembre 1989 seront payables, à partir du 14 septembre 1989, à 442,37 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 110,59 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,94 F faisant ressortir un net de 322,94 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

octobre 1988 (tranche C)

Les intérêts courus du 15 juin 1989 au 13 septembre 1989 seront payables, à partir du 14 septembre 1989, à 447,42 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 111,85 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,94 F faisant ressortir un net de 326,63 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION (SAPAR)

Obligations à taux révisable trimestriel

décembre 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 15 juin 1989 au 13 septembre 1989 seront payables, à partir du 14 septembre 1989, à 219,92 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 55,29 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,42 F faisant ressortir un net de 161,48 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION (SAPAR)

Obligations à taux révisable trimestriel

décembre 1988 (tranche B)

Les intérêts courus du 15 juin 1989 au 13 septembre 1989 seront payables, à partir du 14 septembre 1989, à 110,60 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 27,65 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,20 F faisant ressortir un net de 80,75 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION (SAPAR)

Obligations à taux révisable trimestriel

janvier 1989

Les intérêts courus du 15 juin 1989 au 13 septembre 1989 seront payables, à partir du 14 septembre 1989, à 219,92 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 54,08 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,38 F faisant ressortir un net de 160,56 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION (SAPAR)

Obligations 7 % septembre 1986

Les intérêts courus du 22 septembre 1988 au 21 septembre 1989 seront payables, à partir du 22 septembre 1989, à raison de 315 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 35 F (montant brut : 350 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 52,47 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,00 F faisant ressortir un net de 255,53 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

GÉRIR VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINUEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

كل من لا حول

Marchés financiers

BOURSE DU 22 AOUT

Rank	NAME	Compensation	Current period	Predecessor	Deceased	%	Rank	NAME	Compensation	Current period	Predecessor	Deceased	%	Rank	NAME	Compensation	Current period	Predecessor	Deceased	%
3798	C.N.E. 3K x	3760	3760	3760	3760	100	72	Ruffelstein	7680	7700	7830	- 0.25	1225	C.N.E. 3K x	3760	3760	3760	3760	100	
1238	C.N.E. 3K x	1080	1080	1080	1080	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	1232	C.N.E. 3K x	1080	1080	1080	1080	100	
1127	C.N.E. 3K x	1110	1110	1110	1110	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	1127	C.N.E. 3K x	1110	1110	1110	1110	100	
1312	C.N.E. 3K x	1158	1170	1170	1170	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	1312	C.N.E. 3K x	1158	1170	1170	1170	100	
2000	C.N.E. 3K x	1636	1636	1636	1636	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	2000	C.N.E. 3K x	1636	1636	1636	1636	100	
3600	C.N.E. 3K x	3216	3216	3216	3216	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	3600	C.N.E. 3K x	3216	3216	3216	3216	100	
1340	C.N.E. 3K x	1248	1260	1260	1260	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	1340	C.N.E. 3K x	1248	1260	1260	1260	100	
1378	C.N.E. 3K x	1247	1247	1247	1247	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	1378	C.N.E. 3K x	1247	1247	1247	1247	100	
740	C.N.E. 3K x	72	78	78	78	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	740	C.N.E. 3K x	72	78	78	78	100	
410	C.N.E. 3K x	672	688	688	688	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	410	C.N.E. 3K x	672	688	688	688	100	
2100	C.N.E. 3K x	2086	2086	2086	2086	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	2100	C.N.E. 3K x	2086	2086	2086	2086	100	
370	C.N.E. 3K x	716	716	716	716	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	370	C.N.E. 3K x	716	716	716	716	100	
3540	C.N.E. 3K x	2241	2241	2241	2241	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	3540	C.N.E. 3K x	2241	2241	2241	2241	100	
1010	C.N.E. 3K x	670	670	670	670	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	1010	C.N.E. 3K x	670	670	670	670	100	
1010	C.N.E. 3K x	670	670	670	670	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	1010	C.N.E. 3K x	670	670	670	670	100	
656	C.N.E. 3K x	628	628	628	628	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	656	C.N.E. 3K x	628	628	628	628	100	
426	C.N.E. 3K x	488	488	488	488	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	426	C.N.E. 3K x	488	488	488	488	100	
426	C.N.E. 3K x	488	488	488	488	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	426	C.N.E. 3K x	488	488	488	488	100	
320	C.N.E. 3K x	970	960	960	960	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	320	C.N.E. 3K x	970	960	960	960	100	
326	C.N.E. 3K x	409	406	406	406	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	326	C.N.E. 3K x	409	406	406	406	100	
326	C.N.E. 3K x	409	406	406	406	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	326	C.N.E. 3K x	409	406	406	406	100	
600	C.N.E. 3K x	628	628	628	628	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	600	C.N.E. 3K x	628	628	628	628	100	
600	C.N.E. 3K x	628	628	628	628	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	600	C.N.E. 3K x	628	628	628	628	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	
870	C.N.E. 3K x	887	886	876	876	100	240	Eschmann	256	250	250	- 0.20	870	C.N.E. 3K x	88					

Comptant (a/c section)

SICAV (selection)

21/8

VALEURS	% de nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Émission Prime Inc.	Rachet net	VALEURS	Émission Prime Inc.	Rachet net	VALEURS	Émission Prime Inc.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 6.25 97 1/2	125.90	2.194	C.I. Mission	701	137	Viêt Nam	100	100	A.A.A.	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia	599.40	676.15			
10.00 97 1/2	122.01	1.901	Colon 88	2200	137	Wagon S.A.	100	100	Acéfin	1073.05	1047.46	France-Inde-Scav	111.35	108.08	Peruvia					

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Pologne : affrontement entre la PC et Solidarnosc sur la composition du gouvernement. 4 RFA : virage à droite du chancelier Kohl. 5 Colombie : la lutte contre les trafiquants de drogue. 6 Soulèvement dans les territoires occupés.	7 Les paris en déshérence : il. L'assaut contre la classe politique.	8 Le gouvernement et les revendications des gendarmes. - La fin du voyage de Jean-Paul II à Compostelle. 9 Le « village des droits de l'homme » à Paris. - Filles des îles en Vercors.	11 Arts : Auguste Chaboud au Musée d'art moderne de Troyes. - Cinéma : le « repos » de Martin Scorsese. 17 Communication : le congrès des bibliothécaires à Paris.	18 Le rapport Chaigneau sur l'ouverture des magasins le dimanche. 19 Les relations entre Paris et Tunis : vers une relance des investissements. 20-21 Marchés financiers.	Abonnements 20 Annonces classées 15-16 Carnet 17 Météorologie 10 Mots croisés 10 Radio-Télévision 10 Spectacles 12	Les événements du Liban heure par heure 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3615 tazes LM

Le voyage de M. Michel Rocard dans le Pacifique

« On ne construit pas un pays par la violence, la misère et le sang »

affirme le premier ministre à l'adresse des jeunes d'Ouvéa

Avant de s'envoler, mercredi matin 23 août, pour Fidji, étape suivante de son voyage dans le Pacifique, M. Michel Rocard s'est déclaré, mardi à Nouméa, « plutôt optimiste » après les trois jours qu'il vient de passer en Nouvelle-Calédonie.

NOUMÉA
de notre envoyé spécial

Interrogé, lors de sa conférence de presse, sur le bilan de son voyage en Nouvelle-Calédonie, M. Rocard a notamment affirmé : « Bien sûr, tout n'est pas réglé. Il reste à la fois bien des retards, et aussi un certain nombre de méfiances, des hésitations, ici ou là, quelques rancœurs ; elles se comprennent, l'histoire est lourde. Mais en même temps, la volonté du développement est née dans toutes les communautés. »

Le premier ministre s'est déclaré, au total, « plutôt optimiste », car « l'esprit des accords Matignon (...) est passé par là ». Interrogé encore sur le fait de savoir s'il juge ces accords « solides et sincèrement acceptés », le premier ministre a répondu positivement.

M. Rocard est également revenu sur les propos tenus la veille par M. Jacques Lafleur, signataire pour le RPCR des accords Matignon. M. Lafleur, tout en rendant un hommage appuyé à M. Rocard, avait vivement mis en cause l'action de certains hauts fonctionnaires sur le territoire (le Monde du 22 août). M. Rocard lui avait répondu immédiatement : « On ne peut indéfiniment reculer la date du partage. Croire gagner du temps serait en fait en perdre. »

Interrogé, lors de sa conférence de presse, le premier ministre s'est montré plus explicite. « Tout partage, a expliqué M. Rocard, fait

Pendant sa dernière journée sur le territoire, le premier ministre a visité une caserne de gendarmerie, où il a évoqué le malaise exprimé en métropole par les gendarmes (lire page 8). M. Rocard s'est ensuite rendu sur la tombe de Yveline Yveline sur l'île de Maré, avant de rencontrer, à Lifou, l'assem-

blée de la province des îles Loyauté. Après une conférence de presse réunie au haut-commissariat, M. Rocard s'est rendu au Mont-Dore, dans la banlieue de Nouméa, où il a évoqué les problèmes de Wallisiens et Futuniens de Nouvelle-Calédonie, nombreux dans cette ville.

« respect » témoigné à ses interlocuteurs et à leurs coutumes.

Pourtant, devant l'assemblée de la province à laquelle appartient l'île d'Ouvéa, M. Rocard ne pouvait guère échapper à l'évocation d'un passé sanglant. D'autant que, comme il l'a lui-même reconnu, quelques incidents mineurs récents — qui ont mis aux prises des Blancs et des jeunes Canaques — montrent combien le retour à la normale à Ouvéa reste « fragile ».

« Une main ouverte et loyale »

C'est pourquoi, avant l'exposé sur le développement devenu un classique de ses discours sur le territoire pendant cette visite, le premier ministre a tenu à s'adresser aux jeunes d'Ouvéa : « Je comprends, leur a-t-il dit, les chocs que vous avez subis depuis des mois et des mois, je sais que le sang des morts de Gossanah, de Fayoué, de Wadrille, hante encore votre souvenir. Je peux comprendre votre angoisse, votre sentiment de révolte et même votre rejet d'un monde qui porte en lui tant de violence et d'injustice. Mais, quelles que soient vos convictions (...), surtout si votre aspiration est celle de l'indépendance (...), comprenez que l'on ne construit pas un pays par la violence, la misère et le sang (...). Vous rêvez de l'indépendance ? Alors, ne vous mettez pas sous la dépendance de l'alcool ou de la drogue, sous la dépendance de l'inac-

tion et du refus (...). La main qui vous est tendue par les autorités de la province et par les représentants de l'Etat est ouverte et loyale. »

En fin de journée, M. Rocard s'est rendu au Mont-Dore, dans la banlieue de Nouméa. Il s'y est surtout adressé à la communauté wallisienne et futunienne, très forte dans cette ville. Le premier ministre a expliqué qu'il peut comprendre que les communautés minoritaires sur le territoire aient eu le sentiment d'être « tenues à l'écart » par les accords Matignon. « Mais, a ajouté le premier ministre, faisant allusion, sans la nommer, à l'Union océanienne (UO), j'ai dû mal à admettre la démarche qui consiste à assombrir la revendication d'une ethnologie communautaire à une plate-forme politique. Le risque serait grand, alors, de laisser libre cours à des réactions dans le racisme — c'est à craindre — ne serait pas absent. »

Le premier ministre, qui est attendu jeudi à Wallis-et-Futuna, a conclu qu'il « est important de lever les ambiguïtés » entre ces territoires et la Nouvelle-Calédonie, ce qui suppose : « d'ouvrir d'autres horizons à Wallis-et-Futuna. »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.
(Lire également page 5
l'article de Frédéric BOBIN.)

(1) De création récente, l'Union océanienne entend représenter les intérêts de la communauté wallisienne et futunienne, jusqu'à maintenant proche du RPCR. Cette formation a recueilli quelque 40 % des suffrages de cette communauté aux élections provinciales du 11 juin.

TURQUIE : en l'absence d'un accord avec Sofia

Ankara renonce à accueillir les réfugiés bulgares de souche turque sans visa

Ankara. — Le gouvernement turc a décidé de suspendre sa politique de portes ouvertes aux Bulgares de souche turque, pour tenter de relancer le flot des réfugiés et contraindre Sofia à négocier un accord global sur cette minorité de 1,5 million de personnes.

La décision des autorités turques prise lundi 21 août de rétablir un visa d'entrée pour les ressortissants bulgares à partir du mardi 22 août (le Monde du 22 août) cause d'importantes difficultés aux milliers de candidats à l'émigration qui se trouvent encore du côté bulgare de la frontière. La Bulgarie a d'ailleurs condamné lundi cette mesure. Elle considère les membres de la minorité turque se réfugiant en Turquie comme des Bulgares dont les ancêtres avaient été forcés

d'embrasser la religion islamique pendant les cinq cents ans de règne ottoman et qui veulent simplement visiter la Turquie.

Ankara dénonce la volonté de Sofia de « supprimer ce problème », les membres de cette minorité « à ses propres conditions », afin de pouvoir « assimiler plus facilement les Bulgares de souche turque qui resteront dans le pays ». D'autre part, Sofia est accusée d'avoir « séparé les familles » et d'avoir fait « main basse sur les avoirs et les biens des personnes qui ont quitté la Bulgarie ».

Le ministère turc des affaires étrangères rappelle que l'URSS, puis le Koweït avaient cherché à « établir le dialogue entre Ankara et Sofia », mais que cela n'avait donné « aucun résultat ». La Turquie, qui a déjà démontré sa « bonne volonté et sa patience » en accueillant trois cent dix mille réfugiés depuis le mois de juin, a réaffirmé sa volonté d'« accueillir l'ensemble des réfugiés bulgares d'origine turque au cas où Sofia accepterait de signer une convention d'immigration ». — (AFP, Reuters.)

● M. Sharon « n'est pas invité » en URSS, selon Moscou. — M. Ariel Sharon « n'est pas invité » en URSS, a déclaré, lundi 21 août à Moscou, un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, démentant officiellement l'annonce d'une prochaine visite en Union soviétique du ministre israélien de l'Industrie et du Commerce.

● Arrestation d'un incendiaire présumé dans les Bouches-du-Rhône. — Quelques heures après les obusques des deux pompiers tués vendredi 18 août par le largage d'un bombardier d'eau, un adolescent de quinze ans a été arrêté mardi 22 août à Trets (Bouches-du-Rhône). Le jeune homme, employé occasionnellement à la déchèterie communale de Trets, a reconnu qu'il avait allumé le feu « parce qu'il s'ennuyait ».

Dans le Nord

Une enquête est ouverte après la mort d'une fillette dans une patangeoire

LILLE
de notre correspondant

Une fillette de cinq ans, Laetitia Delépine, est morte dimanche après-midi, noyée dans une patangeoire de jeu à Raimbœuf (Nord). La fillette a été entraînée par le courant d'eau durant une opération de nettoyage. Les jambes engagées dans la bouche d'évacuation du bassin, elle s'y est retrouvée aspirée jusqu'aux épaules. L'accident s'est produit sur une base de loisirs ouverte voici trois semaines par la commune.

La plaque couvrant la bouche d'évacuation avait été ôtée et aucune grille de protection n'obstruait la conduite.

Il a fallu quatre vingt-dix minutes aux secours pour pomper l'eau du bassin, puis faire appel à des marins-pompiers pour dégager le corps de l'enfant.

Absence de grille de protection ? Surveillance insuffisante (le bassin était interdit aux enfants de moins de dix ans) ? Une enquête de police a été ouverte que le parquet de Valenciennes a l'intention de suivre de très près en raison de « la gravité extrême de l'accident ». Une autopsie a été demandée.

JEAN-RENÉ LORE.

SC.PO
La première préparation de France depuis 1967

- d'été
- annuelle
- par correspondance

CEPES
57, rue Charles Laffont
92000 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

Condamnés pour l'attaque de la prison d'Ajaccio

Trois nationalistes corsés ont été remis en liberté

Trois militants nationalistes corsés encore emprisonnés ont été libérés, mardi 22 août dans la matinée. MDM. Pantaléon Alessandri, Pierre Albertini, détenus à la prison de Lanzerotti (Haute-Corse), et M. Noël Pantalacci, détenu à la prison de Nîmes, avaient été condamnés, le 22 juillet 1985, à huit années de réclusion criminelle par les assises du Rhône, dans l'affaire de l'attaque de la prison d'Ajaccio le 7 juin 1984. Au cours de cette attaque, les trois hommes avaient tué deux détenus, Jean-Marie Locci et Salvatore Contini, soupçonnés par les nationalistes d'être mêlés à la disparition, depuis le 17 juin 1983, du militant nationaliste Guy Orsini.

Condamnés pour crimes de sang et exclus de la loi d'amnistie du 12 juillet, les trois hommes seront soumis au régime de la liberté conditionnelle, prévoyant des mesures de contrôle et d'assistance définies par le juge d'application des peines.

Le numéro de « Monde » daté 22 août 1989 a été tiré à 514 981 exemplaires

OUVERT EN AOUT
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE
à partir de
PANTALONS 880 F VESTONS 1 480 F
3 000 tasses
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
COSTUMES LÉGERS
UNIFORMES ET INGENIERES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47 42 70 81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'OPA de Suez sur le groupe Victoire
M. Vernes reçoit le soutien du conseil d'administration de la Compagnie industrielle

La cotation du titre est suspendue

Le conseil d'administration de la Compagnie industrielle, une des sociétés cibles de l'OPA lancée par Suez sur le groupe Victoire, s'est réuni mardi 22 août. Il a donné, à l'unanimité moins deux voix, son soutien à M. Jean-Marc Vernes pour riposter à l'OPA. « Le conseil d'administration n'a demandé de tout mettre en œuvre pour faire échouer l'OPA lancée sur la Compagnie industrielle », a ajouté M. Vernes.

A l'issue de ce conseil, M. Vernes n'a pas souhaité dévoiler son plan d'action. Il a préféré attendre l'avis que la COB doit donner mardi sur le communiqué de la Compagnie industrielle.

Lundi en fin d'après-midi, la Commission des opérations de Bourse (COB) avait accordé son visa à la note d'information aux actionnaires de Victoire sur la lègère sous-évaluation du titre Victoire.

La Société des Bourses françaises (SBF) avait jugé, vendredi dernier, « recevable » l'OPA lancée par Suez au prix de 13 000 F sur la Compagnie industrielle et de 2 000 F sur les actions du groupe Victoire.

La COB a cependant demandé à Suez d'insérer dans son document d'information un avertissement attirant l'attention des actionnaires de Victoire sur la lègère sous-évaluation du titre Victoire.

En effet, le prix de 13 000 F offert par Suez pour les titres de la Compagnie industrielle permet d'évaluer les actions de Victoire détenues par cette même compagnie industrielle à 2 260 F. Le prix offert par Suez pour les titres Victoire est de 2 000 F.

A partir du mardi 22 août et jusqu'au 18 septembre, les actionnaires peuvent donc apporter leurs titres à l'OPA. Les nouvelles règles du jeu en matière d'OPA obligent désormais tout détenteur d'un paquet de titres égal ou supérieur à 5 % à déclarer tout achat d'actions nouvelles. D'autre part, chaque fois qu'un actionnaire acquiert 0,5 % des titres de l'une ou l'autre des sociétés concernées, il doit en aviser la SBF et rendre publiques ses participations. Tout manquement aux règles pourrait entraîner la suspension de la cotation en Bourse.

Mardi matin peu après l'ouverture, le titre de la Compagnie industrielle était suspendu pour deux jours. Vivement recherché il

Resserrement des liens entre Elsevier et Pearson

L'éditeur néerlandais Elsevier vient d'augmenter sa participation au sein du capital du conglomerat britannique Pearson PLC, en la portant de 8,2 % à 9,3 %. Cette augmentation est due au rachat de plus de la moitié des actions détenues par M. Jacqueline Beytout, ancien PDG des Echos, dans Pearson. M. Beytout avait reçu ces actions (3,8 % du capital) en paiement partiel du groupe de presse économique les Echos, qu'elle avait cédé à Pearson l'an dernier.

Le groupe Lazard (qui participe aux côtés de la famille fondatrice de Pearson au « noyau dur » du groupe) a augmenté aussi sa participation au sein du conglomerat britannique à hauteur de 9,3 % en rachetant une partie des actions de M. Beytout. Le groupe Lazard bénéficie d'un « droit de premier regard » sur les actions de M. Beytout, au cas où cette dernière déciderait de les vendre.

L'éditeur néerlandais resserre donc davantage ses liens avec l'éditeur britannique du Financial Times. Celui-ci possède 22,4 % du groupe néerlandais depuis l'échange de participations croisées conclu en février 1989. La vente récente de certains actifs de Pearson (comme son crû bordelais château-lazur) laisse présager de nouveaux mouvements de capitaux autour des deux groupes, prélude à un rapprochement dont certains projets communs de presse aux Pays-Bas constituent les premiers pas.

Satellite allemand de télévision directe

TV SAT 2 a commencé à émettre

Dix jours seulement après son lancement réalisé par Ariane 4, le 8 août dernier, le satellite TVSAT 2 a déjà commencé à émettre, alors que l'opération de mise sur orbite nécessite habituellement trois semaines.

TVSAT 2, qui fait partie du programme franco-allemand réalisé par le consortium Eurosatellite — comprenant notamment le groupe Aérospatiale — vient ainsi en remplacement du satellite TVSAT 1, lancé le 21 novembre 1987 mais qui n'avait jamais fonctionné. Avec ce succès, les 60 millions de téléspectateurs ouest-allemands pourraient bientôt recevoir la télévision directe dans leur pays, qu'ils attendent depuis l'échec de TVSAT 1. En effet, le Bundespost allemand, client du satellite, a annoncé qu'elle avait déjà attribué quatre des cinq canaux à des chaînes germanophones : deux chaînes publiques (1 Plus et 3 SAT) ainsi que deux chaînes privées (SAT 1 et RTL Plus).

Mais les Allemands ne sont pas les seuls à bénéficier de ce nouveau satellite puisque 300 millions d'Européens pourraient recevoir les émissions de TVSAT 2 sur les mêmes petites antennes qui captent celles du satellite français TDF 1, toujours en orbite depuis le 28 octobre 1988. Ce programme de coopération entre la France et l'Allemagne fédérale devrait se poursuivre par le lancement, en février 1990, du second satellite français TDF 2.

Dans l'imprimerie britannique

M. Maxwell arbitre de la guerre entre Norton Opax et De La Rue

Le groupe d'imprimerie De La Rue a rejeté, le 21 août, l'OPA de son concurrent Norton Opax pour 484,2 millions de livres (plus de 7 milliards de francs). Les deux sociétés britanniques sont notamment spécialisées dans l'impression de billets, cartes de crédits et autres documents financiers. De La Rue, qui fournit quelque quatre-vingt-dix pays, est particulièrement présent en Europe continentale, Amérique du Sud et Asie du Sud-Est. Norton s'est surtout développé aux États-Unis et en Australie.

Les dirigeants de Norton Opax estiment que De La Rue traverse une passe difficile depuis l'annonce, au mois de juin, d'une chute de ses profits de 62 à 23 millions de livres et le départ de son directeur, M. Brian Malpas. Mais, outre les complémentarités stratégiques et les occasions financières, les responsables de Norton doivent trouver d'autres arguments pour séduire un des principaux actionnaires de De La Rue, qui n'est autre que Robert Maxwell. L'homme de presse déclinait directement ou indirectement 25,6 % de De La Rue acquis à environ 400 pence l'action. Or, l'offre de Norton Opax n'est pour le moment que de 339 pence. En juillet, Schize, une société israélienne contrôlée à 27 % par M. Maxwell, avait tenté de racheter une filiale de De La Rue, Crossfield. Mais l'imprimeur britannique avait rejeté l'offre de M. Maxwell pour accepter l'offre, pourtant inférieure, de l'Américain Du Pont et du japonais Fuji.